

La fin du repli américain

Alors qu'il est entré dans une phase de querelle budgétaire avec M. Reagan, le Congrès américain, avant de prendre ses quartiers d'été, vient d'une façon qui pourra paraître paradoxale, d'accorder pour l'essentiel satisfaction à la Maison Blanche dans un domaine considéré pourtant comme une pomme de discorde : celui de l'aide civile et militaire à l'étranger. Les vœux des représentants du peuple et du chef de l'exécutif divergeaient à ce point ces dernières années qu'il ne leur avait pas été possible depuis 1981 d'arriver à un accord en la matière.

La Chambre des représentants a ratifié, mercredi 31 juillet, la loi votée la veille par le Sénat, prévoyant un montant global d'aide de 12,7 milliards de dollars pour les deux années fiscales à venir (1986 et 1987). Le vote de ce budget, en retrait seulement de 500 millions de dollars par rapport aux demandes du président, traduit donc d'abord la réapparition d'un consensus du monde politique américain sur les objectifs de politique étrangère des États-Unis que l'arrivée au pouvoir de M. Reagan avait contribué à ébranler. Succès d'autant plus remarquable pour le chef de la Maison Blanche qu'il n'a en rien modifié ses conceptions. Certaines dispositions du texte approuvé par les membres du Congrès illustrent même un durcissement de l'opposition de Washington à la « subversion » communiste en divers points du globe.

C'est particulièrement vrai du Nicaragua. Après avoir rejeté, en avril dernier, une requête de M. Reagan demandant la reprise du soutien américain aux « contras » anticomunistes, représentants et sénateurs, fâchés par un voyage du colonel Ortega à Moscou, ont depuis lors assez largement révisé leurs positions. Certes, les 27 millions de dollars accordés aux opposants armés au régime de Managua devaient, en principe, être consacrés à une aide non militaire, et celle-ci ne pourra être achevée ni par la CIA ni par le département de la défense. Ce geste n'en démontre pas moins la présence américaine sur le terrain, en même temps qu'il réaffirme le moral des combattants anticommunistes.

La tendance est identique dans d'autres zones de conflits. Pour la première fois, les États-Unis s'engagent à fournir une aide matérielle, modeste (5 millions de dollars), mais symbolique, à la résistance antivietnamienne au Cambodge, malgré la présence au sein des combattants khmers rouges. Fait encore plus significatif, le Congrès a accepté de lever l'interdiction de lever l'embargo sur les armes, qui, depuis 1976, interdisait toute aide aux rebelles communistes angolais. Pour compléter le tableau, la résistance afgane bénéficiera, elle aussi, de subventions américaines.

Même si ces crédits ont d'une importance limitée et doivent pour l'essentiel être affectés à une aide « civile », le fait est qu'ils illustrent un engagement plus prononcé des États-Unis aux côtés de mouvements armés. Ils risquent donc d'atténuer les craintes de ceux qui, à Washington et ailleurs, déplorent plus généralement la « militarisation » de la politique américaine d'aide à l'étranger sous l'impulsion de M. Reagan : les États-Unis, en matière d'aide gouvernementale, ne figurent-ils pas au dernier rang des pays donateurs de POCDE, loin derrière les objectifs 0,24 % au lieu de 0,7 % du PNR, que les pays industrialisés se sont eux-mêmes fixés ?

Il n'en est pas moins vrai que le vote du Congrès illustre avant tout un refus du repli sur soi qu'avait provoqué aux États-Unis le « syndrome vietnamien » et une reconquête progressive par la présidence des pouvoirs que la Chambre et le Sénat lui avaient enlevés à la faveur de ce drame national.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les affrontements s'aggravent autour de la mine de Thio

En Nouvelle-Calédonie, la tension reste extrêmement forte dans la cité de Thio où, après leurs affrontements de mercredi avec les gendarmes, les militants indépendantistes ont brûlé plusieurs maisons voisines, et détruit en partie les installations administratives du centre minier de la Société Le Nickel. Les accès à la tribu locale et à la mine sont bloqués par deux barrages, et le député du gouvernement, M. Fernand Wibaux, essaie d'éviter une nouvelle confrontation. A Nouméa, le bureau politique du FLNKS a dénoncé, mercredi soir, « l'hypocrisie du gouvernement français qui, d'un côté, proclame la volonté d'apaisement et, de l'autre, intensifie les actes de répression contre les Kanaks ».

De notre correspondant.

Thio. — « De toute façon, même s'ils nous donnent la gacule avec leurs engins, on brûlera les maisons des Européens ce soir », avait crié à ses troupes, mercredi matin, Petro N'Gouzi, avant l'assaut de la gendarmerie contre le barrage coupant la route du nickel, à Thio, devant la tribu de Saint-Philippe-II.

Les promesses des indépendantistes Kanaks ont été largement tenues. Après les échauffourées de la veille, survenues lors de la dissolution du barrage, le calme semblait revenu, mais à la tombée de la nuit, un petit groupe de Mélanésiens a décidé d'incendier les installations de la Société Le Nickel. Harcelés, les Européens et les Wallisiens, habitant le bourg de Thio-Mission, ont trouvé refuge dans un cantonnement de gendarmes mobiles. Ils y ont passé une nuit d'angoisse.

De leur côté, les « politiques » de la tribu de Saint-Philippe-II étaient en réunion. Ignorant des « coups de feu » de leurs « chefs », ils ont décidé de remettre en place un barrage pour éviter que les gendarmes mobiles, qui s'étaient

repliés à quelques centaines de mètres, ne profitent de la nuit pour pénétrer dans la tribu. C'est du moins le prétexte qu'ils invoquent pour s'emparer de deux énormes bulldozers de la SLN. Le premier a été mis en travers du pont de Thio-Mission qui dessert le précieux terminal minier, véritable poumon du centre minier. Le deuxième a été installé sur la piste qui passe derrière la tribu. Il servira de porte.

Les Canaques comme les gendarmes ont très mal dormi au cours de cette nuit de mercredi à jeudi. Les yeux rouges, au petit matin, en témoignent. Dans leurs camions blindés, les forces de l'ordre sont frigidifiées. Sur le barrage presque impenétrable désormais, on trouve aussi le temps long. Sous le soleil rasant, des feux s'achèvent de se consumer. Pour immobiliser définitivement le bulldozer sur le pont, ses conduites d'huile et de gazole ont été sectionnées, et de larges bâches posées au-dessus du réservoir à l'huile.

FÉDÉRIC FILLIOUX.

(Lire la suite page 5.)

TÉLÉVISIONS PRIVÉES

La droite et les communistes hostiles à l'« ouverture »

La création par le gouvernement de nouvelles chaînes de télévision privées ne fait pas l'unanimité politique. Alors que les milieux professionnels accueillent la libération des ondes avec satisfaction, l'opposition et le Parti communiste, pour des raisons très différentes, se retrouvent côte à côte dans la même hostilité.

Ce qui pour le Parti socialiste est « une ouverture raisonnable et équilibrée », est dénoncé par l'UDF et le RPR comme « une manœuvre pré-électorale », tandis que l'Élysée n'y voit qu'« une liberté pour les appétits financiers ».

« Arbitraire », « bricolage », « trompe l'œil », « manœuvre pré-électorale » : l'opposition, dans ses premières réactions, n'a pas été tendre avec les décisions gouvernementales sur les télévisions privées. Pour les Français, auxquels on annonce deux chaînes de plus, un programme culturel haut de gamme et des télévisions locales, la surprise doit être totale : y aurait-il un piège caché, une manœuvre de la gauche sur le petit écran, déguisée sous un libéralisme de surface ? Certes, on a songé

à Matignon à transformer Canal Plus en une « chaîne de gauche ». Mais le président de la République a rejeté l'hypothèse. Certes, de nombreux élus socialistes ont mis sur les télévisions locales, milité pour l'éclatement de FR 3 dans l'espoir de créer des sanctuaires, des foyers de résistance politique en région. Mais le chef de l'État ne les a pas suivis.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 13.)



Sur l'air du consensus

M. Roland Dumas avait estimé dans ces colonnes (le Monde du 25 juillet), que la « légende du consensus » autour de la politique étrangère de la France permettrait bientôt d'exprimer à la face du monde l'unité de la nation.

par JEAN-FRANÇOIS-PONCET

La partition que les socialistes nous invitent à jouer avec eux est toute neuve. Du temps qu'ils étaient dans l'opposition, ils se souciaient fort peu de contribuer à l'harmonie générale. Pas question alors de mettre un bâton à leurs critiques sous le vain prétexte que la politique étrangère met en jeu les intérêts supérieurs du pays. Le président de la République, sur les instructions de qui le ministre des relations extérieures s'agitait aujourd'hui avec indignation, a traité les prédecesseurs de « petit télégraphiste » et rejeté avec hauteur, au lendemain de 10 mai, tout ce qui s'était fait avant lui.

Le procédé est un peu facile et ne mériterait pas qu'on y prête exagérément attention si le consensus n'était un vrai sujet et la « concorde nationale » une ambition louable qu'on ne saurait balayer d'un revers de main.

Oui, il serait souhaitable, dans les temps difficiles que nous traversons, que le pays se rassemble. Oui, la politique étrangère, si elle échappait aux chagrins partisans et aux querelles politiques, gagnerait en crédibilité et en rayonnement. La France serait plus convaincante, son gouvernement plus écouté.

Nous avons trop déploré qu'à chaque changement d'administration la diplomatie américaine change de cap, nous mesurons trop les funestes conséquences qu'aurait pour l'Europe la disparition du consensus qui, depuis Adenauer, a fait de la République fédérale un partenaire fiable, pour ne pas appeler de nos vœux, pour la France, une politique étrangère enfin débarrassée des polémiques qui l'ont si souvent affaibli dans le passé.

Le consensus nous rendrait plus forts, il représenterait un progrès. Point n'est besoin pour le démontrer d'invoquer « l'évolution irréversible des mentalités », la rareté des ressources ou « l'apreté des antagonismes ».

Mais le consensus est-il possible sur la diplomatie conduite depuis mai 1981 ? Voilà la vraie, la seule question. La politique étrangère socialiste mérite-elle le consentement général et l'admiration universelle auxquels elle prétend ? C'est ce qu'on ne saurait accorder sans un examen attentif.

Il est vrai que M. Dumas prend ses précautions. La politique pour laquelle il revendique le consensus est un caillou bien lisse, dont toute aspérité a disparu. Elle se réduit à quelques principes d'un si haut degré de généralité, pour ne pas dire de banalité, que la critique la plus exigeante ne saurait y trouver à redire. Le procédé est adroit mais est-il convaincant ?

Personne ne fera l'injure au chef de l'État de croire qu'il veuille, si peu que ce soit, porter atteinte à la sécurité de la nation, compromettre

GLA contre Kadhafi

Un homme seul face à la puissante administration Reagan

plus précis qu'une enquête plus réel qu'un document

un récit exaltant de Vahé Katcha

ENCRE

304 p. 75 F.

distribué par Hachette

LES INCENDIES DANS LE MIDI

Cinq pompiers tués

Cinq pompiers avaient trouvé la mort, jeudi matin 1^{er} août, en luttant contre l'incendie de forêt qui s'est déclaré la veille en début d'après-midi dans le massif du Tanneron, sur la commune de Mandelieu, dans les Alpes-Maritimes. Première victime de ce sinistre — le plus grave depuis le début de l'été — un jeune sous-lieutenant de sapeurs-pompiers, Jean-Marc Morel, vingt ans, a été tué mercredi lorsque le véhicule porteur d'eau dans lequel il avait pris place a été atteint par les flammes.

Attaqué par un mistral violent, l'incendie a continué toute la nuit, provoquant, à l'aube du 1^{er} août, la mort de quatre autres pompiers, qui ont également péri brûlés vifs dans leur véhicule. C'est vraisemblablement en tentant de noyer les flammes de feu qu'un véhicule du centre de secours du Luc (Var) a été trouvé pris dans l'incendie avec ses quatre passagers, un pompier professionnel, Robert Grosio, vingt-quatre ans, et trois volontaires, Yves Roger, vingt-trois ans, Hugues Desquiers, vingt ans, et Serge Pothier, trente-quatre ans.

En Corse, près de 8 000 hectares ont été détruits par le feu, selon notre correspondant Dominique Antori. Les incendies, pour la plupart d'origine criminelle, étaient maîtrisés ou contrôlés dans la soirée de mercredi.

(Lire nos informations page 7.)

Le Monde

DES LIVRES

- Les écrivains et le voyage : « Eloge du dépaysement », par Claude Roy.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Bris, colle ».
- Roman d'aventure : « Légende et mystère d'Alexandre I^{er} ».
- Lettres étrangères : les sentiers de Juan Goytisolo.

Pages 9 à 12

LIRE

4. HELSINKI
Un changement dans le ton de la diplomatie soviétique.

INDE
Tension à New-Delhi après l'assassinat d'un député.

5-6. POLITIQUE
Plus de trois cents préfets déplacés depuis 1981.

17. AFFAIRES
La commission européenne autorise les aides supplémentaires à la sidérurgie.

étranger

AFRIQUE

Afrique du Sud

La Commission de Bruxelles assure que des sanctions «deviendront inévitables» si Pretoria ne change pas d'attitude

Les ambassadeurs européens rappelés en consultation

La Communauté européenne vient d'entreprendre deux nouvelles démarches en direction de l'Afrique du Sud. Mercredi matin 31 juillet, le commissaire européen chargé des relations extérieures, M. Willy de Clercq, a convoqué le représentant de Pretoria auprès de la CEE, M. Petrus Hendrick Meyer, pour lui indiquer que la Commission «déplore vivement la dégradation de la situation (...) et la proclamation de l'état d'urgence» en Afrique du Sud. La Commission de Bruxelles, lui a-t-il précisé, «renouvelle ses appels pour que l'Afrique du Sud change son attitude le plus rapidement possible. Sinon, des mesures économiques à l'encontre de ce pays deviendront inévitables».

«La CEE doit se préparer à cette éventualité». Le système de l'apartheid, a noté la Commission par l'intermédiaire de M. de Clercq, «n'a pas d'avenir; toute tentative de le maintenir ne manquera pas de miner les efforts de ceux qui œuvrent pour une solution pacifique et suscitera inévitablement de nouvelles manifestations de violence».

La Belgique envisage de soumettre à ses neuf partenaires de la Communauté, selon le porte-parole du premier ministre, M. Martens, un plan en huit points prescrivant notamment la conclusion de tout accord financier avec Pretoria et préconisant le rappel des attachés militaires européens en Afrique du Sud, ainsi que l'adoption d'une position restrictive concernant la coopération nucléaire.

A Helsinki, d'autre part, les ministres des affaires étrangères des Dix, ainsi que leurs collègues espagnol et portugais, se sont réunis dans la soirée de mercredi, en marge des cérémonies organisées à l'occasion du dixième anniversaire de la signature de l'Acte final de la CSCE (lire page 4), pour évoquer la situation en Afrique du Sud et adopter une position commune.

Ils ont confirmé leur déclaration du 22 juillet dernier et notamment leur «ferme condamnation de la proclamation de l'état d'urgence dans d'importantes parties de ce pays». Les Dix ont aussi «condamné le refus du gouvernement de l'Afrique du Sud d'avoir des entretiens avec Mgr Tutu», et répété leur appel à ce gouvernement d'ouvrir un dialogue avec tous les représentants de la majorité noire, y compris ceux qui ont demandé la libération le 22 juillet.

Les ministres des affaires étrangères des Dix notent que «tous les pays de la Communauté s'imposent certaines restrictions dans leurs relations avec l'Afrique du Sud», et demandent un comité politique d'établir un inventaire de ces mesures et d'avoir une discussion

approfondie des politiques à poursuivre et des mesures à arrêter en vue de contribuer à l'abolition de l'apartheid». Ils vont «convoquer leurs ambassadeurs en Afrique du Sud pour qu'ils viennent en consultation afin d'assister à cette réunion».

Projet commun des deux Chambres américaines

Le Congrès américain a demandé, mercredi, l'interdiction immédiate de la vente des pièces d'or sud-africaines aux Etats-Unis et s'est mis d'accord sur un texte énonçant une série de sanctions économiques afin d'amener l'Afrique du Sud à renoncer à l'apartheid.

Le projet adopté par une commission mixte des deux Chambres et cité par l'AFP prévoit également l'interdiction aux Etats-Unis d'exporter de la technologie nucléaire en Afrique du Sud ou de vendre du matériel informatique «pouvant permettre à Pretoria de développer sa politique d'apartheid».

Par ailleurs, le Congrès s'est déclaré hostile à l'octroi de nouveaux prêts bancaires à l'Afrique du Sud. Les compagnies américaines seront toutefois autorisées à continuer d'investir dans ce pays.

Les responsables des deux Chambres ont indiqué qu'ils s'efforcent d'obtenir un vote final sur ce projet avant vendredi, date à laquelle le Congrès doit suspendre ses travaux pour un mois.

Si le texte est voté, il devra ensuite être soumis au président Reagan, qui aura la possibilité d'y opposer son veto. Or, le président américain s'est montré jusqu'ici défavorable à des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. «La position du président n'a pas changé», dit-il. «Il pense que l'imposition de sanctions à l'Afrique du Sud nuirait à ceux-là mêmes que nous essayons d'aider».

«Fort chute du rand». — La monnaie sud-africaine a été échangée mercredi 31 juillet à 45,50 cents contre 48 la veille. Le rand avait déjà connu une forte chute la semaine dernière à la suite de l'annonce de l'état d'urgence dans une partie du pays, puis de sanctions françaises contre l'Afrique du Sud. Mercredi le rand s'est particulièrement déprécié face au franc français, clôturant la session à Johannesburg à 3,88 F, contre 4,13 la veille. — (AFP.)

Silence, on enterre...

De notre correspondant

Johannesburg. — La liberté d'expression des Noirs vient d'être encore réduite. Désormais, en application de l'état d'urgence, ils ne pourront plus enterrement leurs morts victimes des émeutes selon leur tradition, c'est-à-dire en chantant et en dansant. Ces obsèques, qui rassemblaient jusqu'à des milliers de personnes, ont été interdites. Les cérémonies qui, la plupart du temps, se déroulaient dans le stade de la cité et auxquelles la presque totalité de la population participait seront soumises à des règles draconniennes. Les nouvelles mesures, qui entrent en application dans les trente-six districts judiciaires où l'état d'urgence a été instauré, ont été annoncées par le responsable de la police, le général Johan Coetzee.

A la sauvette

Les Noirs ne pourront enterrement qu'une seule personne à la fois. Un seul officier sera autorisé à prendre la parole. Il ne pourra ni défendre, ni attaquer, ni critiquer, quelque forme de gouvernement que ce soit, ainsi qu'aucun principe de la politique du gouvernement, ni parler des gouvernements, des états d'urgence ou de toute action des services de sécurité. Les personnes qui assisteront aux funérailles devront suivre en voiture un trajet qui aura été préalablement fixé par la police. Au cours de la cérémonie, aucun discours ne pourra être prononcé. Les drapeaux, bannières, calicots, tracts et posters seront interdits. Désormais, les Noirs tués par les forces de l'ordre devront être enterrés dans des baraques de bois, comme l'a déclaré le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées. La 21 mars dernier, l'interdiction de funérailles dans la cité de Langla, près de Johannesburg, avait provoqué la mort de vingt personnes. Pour le révérend Beyers Naude, secrétaire général du Conseil des Eglises sud-africaines (SACC), ces nouvelles restrictions vont «écarter la colère des Noirs, qui vont inévitablement s'opposer à ces contraintes».

M. B. R.

M. Paulo Muwanga, «numéro deux» du régime déchu est nommé premier ministre

Ouganda

Nairobi. — Surprise et déception à Kampala : un dirigeant du régime renversé par le putsch du 27 juillet revient sur le devant de la scène. Le conseil militaire vient, en effet, de confier la charge de premier ministre à M. Paulo Muwanga, vice-président de la République et ministre de la défense de M. Milton Obote. Cette nomination, qui suit celle du général Tito Okello comme chef de l'Etat — tous deux très liés au précédent gouvernement — ne risque-t-elle pas de compromettre le processus de réconciliation nationale ? Pour beaucoup de ceux qui y ont applaudi, le coup d'Etat prend des allures de simple révolution de palais.

La colère des maquisards

Il semble que le cardinal Emmanuel Nsubuga, archevêque de Kampala, ait suggéré, en vain, aux autorités militaires de faire appel à M. Paul Semogerere, président du Parti démocratique. Certains membres de ce parti qualifient de «constatante» la décision de

De notre correspondant en Afrique orientale

confier la direction du nouveau gouvernement à l'ancien bras droit de M. Obote. M. Yoweri Museveni, chef de l'Armée nationale de résistance (NRA), se satisfait-il de la nomination d'un homme avec lequel il a jadis travaillé et était, depuis lors, resté en contact mais qui symbolise quand même, aux yeux des siens, le régime abhorré de M. Obote ? Ne sera-t-il pas tenté, au contraire, de faire monter les enchères ? Certains de ses lieutenants, qui n'avaient pas caché leur mécontentement lors de la nomination du général Okello, laissent entendre, ces derniers jours, que les maquisards de la NRA essaieront de reprendre le pouvoir. S'en emparer très rapidement. Selon les témoignages de voyageurs arrivés, le mercredi 31 juillet, par la route, au Kenya, les rebelles auraient pris le contrôle de la ville de Mukono et de la station de télécommunications de Mpoma, situées, l'une et l'autre, à proximité immédiate de la capitale.

La radio nationale a fait état d'informations selon lesquelles des scènes de pillages et des massacres avaient eu lieu dans les districts d'Iganga et de Mukono, tous proches de Kampala et à proximité des «mesures énergiques» pour y mettre fin. Déjà, «tous ceux qui ont volé des véhicules privés ou publics» ont été sommés de les remettre au commissariat central de police.

Se référant à des sources locales dignes de foi, le quotidien kenyan *The Nation* indique que des troupes fidèles à M. Obote se seraient regroupées près de Lira, en pays Lango, d'où est originaire l'ancien chef d'Etat. Quoi qu'il en soit, quel que soit le nombre de troupes, parmi lesquels vingt Français — ont quitté Kampala, le mercredi 31 juillet, pour rejoindre par la route le Kenya voisin. Dans un message au général Tito Okello, M. Xavier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, lui a demandé de «lever tous les obstacles» qui empêchent les fonctionnaires internationaux et leurs familles de vivre en sécurité dans la capitale.

JACQUES DE BARRIN.

EUROPE

Grande-Bretagne

APRÈS LA SUPPRESSION D'UNE ÉMISSION SUR L'IRLANDE DU NORD L'indépendance de la BBC en question

M^{me} Thatcher recommandait récemment à la presse audiovisuelle d'éviter la voix des groupes terroristes et de ne pas leur donner la parole. Pour que le très placide *Financial Times* sorte ainsi de ses gonds, il faut qu'il s'agisse de rien moins que de la sacro-sainte indépendance de la BBC.

La décision prise mardi 30 juillet, par le conseil d'administration de la chaîne de télévision, sous la pression du gouvernement, de retirer des programmes une émission consacrée à l'Irlande du Nord (le *Monde* du 1^{er} août) fait des vagues à Londres. Réunis en assemblée générale, les journalistes de la BBC ont lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour le 7 août (jour où l'émission devait être diffusée) et ils réclament la démission du président du conseil d'administration, M. Stuart Young. C'est en effet la première fois dans les annales de la télévision d'Etat britannique que l'indépendance est mise en question — que paraisse chose se produise. Le premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont réclamé publiquement la suppression d'une émission qu'ils n'avaient même pas visionnée, sans même que l'on ait recouru aux procédures de censure (qui n'ont jamais été utilisées en temps de paix). Le conseil d'administration de la chaîne a cédé. «C'était une occasion pour la BBC de faire la preuve de son indépendance», écrit encore le *Financial Times*, qui

estime que la réputation des services extérieurs de la BBC pâtit de cette décision.

Ce débat sur la méthode et sur l'indépendance de la télévision a pratiquement occulté la question de fond, à savoir : fallait-il ou non donner la parole aux représentants de deux mouvements extrémistes nord-irlandais, un protestant unioniste et un catholique républicain ; l'un et l'autre partisans du recours à la violence et dont on fait seul le second, M. Martin McGuinness, est visé par cette censure.

M. Martin McGuinness est soupçonné par la police britannique d'appartenir à l'Etat-major de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui a revendiqué, entre autres attentats, celui qui a failli coûter la vie à plusieurs membres du gouvernement, dont M^{me} Thatcher, l'année dernière à Brighton. Mais il est aussi l'un des dirigeants politiques du Sinn Féin, qui présente ses candidats dans les im-

tances nord-irlandaises et même à la Chambre des communes de Westminster. Il y a donc — de quelque bord qu'on soit — une certaine contradiction à l'interdiction d'antenne. Plusieurs commentateurs britanniques estiment d'autre part qu'on fait ainsi au dirigeant républicain une meilleure publicité que si on l'avait laissé parler, et qu'on insulte, le bon sens du téléspectateur britannique.

Les grands quotidiens populaires, conservateurs, comme le *Sun* et le *Daily Express* s'en prennent cependant vertement, ce jeudi, aux diverses personnalités qui «défendent le droit de la BBC à promouvoir le terrorisme». Le *Times* quant à lui, s'en tire par l'humour : «Le ministre de l'Intérieur a demandé à la BBC de supprimer une émission qui pourrait inciter à la haine et à la violence. Écrit-il. La réponse de la BBC a été positive. On songe sérieusement à interdire toute interview avec M^{me} Thatcher...».

Italie

M. Craxi a refusé la démission du ministre du Trésor et celle du gouverneur de la Banque centrale

De notre correspondant

Rome. — Le vendredi noir de la lire, cette journée du 19 juillet où la monnaie italienne s'est effondrée à la Bourse de Milan, continue de peser sur le climat politique de la péninsule. Le gouvernement de coalition du socialiste Bettino Craxi s'est trouvé au bord de la crise dans la soirée du 31 juillet après les démissions refusées — du ministre du Trésor, M. Giovanni Goria (démocrate-chrétien), et du gouverneur de la Banque centrale, M. Carlo Azeglio Ciampi, qui s'estimaient mis en cause dans le discours tenu devant le Sénat par le président du conseil, à la veille du vote de confiance.

M. Craxi avait souligné que la spéculation menée à la Bourse de Milan «était un fait inconcevable qui ne pouvait pas ne pas susciter (...) les interrogations les plus sérieuses». Il avait dénoncé aussi bien le comportement spéculatif de l'ENI (Institut italien des pétroles) que l'étrange attitude de la Banque centrale «qui a accepté de lui vendre des devises à un prix fantasmagorique». Il avait ajouté : «Les explications qui ont été fournies jusqu'ici ne suffisent pas à expliquer d'une façon convaincante ce qui s'est passé ni, a fortiori, à le justifier.»

Après s'être entretenu avec le secrétaire de son parti, M. Ciriaco De Mita, puis avec le gouverneur de la Banque d'Italie, le ministre du Trésor a décidé en même temps que ce dernier de remettre sa démission. M. Craxi a refusé. Un communiqué de la présidence du conseil rend public en fin de soirée a tenté de calmer les polémiques en soulignant que le chef de gouvernement considérait d'accorder toute sa confiance à son ministre du Trésor et au gouverneur de la Banque centrale.

Cette crise au sein de la majorité gouvernementale, aboutissement de plusieurs semaines de tensions entre la démocratie-chrétienne et le Parti socialiste, n'en menace pas moins la survie du cabinet. Le résultat du vote de confiance prévu ce 1^{er} août s'annonce d'autant plus incertain que déjà, la veille, le gouvernement avait été mis en minorité devant la Chambre par 179 voix contre 250, à propos de la création d'un fonds d'aide extraordinaire de 120 000 milliards de lire pour le Mezzogiorno.

(Interim)

Pologne

MANIFESTATION. — Deux mille à trois mille personnes ont manifesté le mercredi 31 juillet dans le centre de Varsovie après une messe célébrée pour l'anniversaire de l'insurrection contre l'occupant nazi en 1944. La police n'est pas intervenue contre les manifestants, qui scandaient des slogans en faveur du syndicat dissous Solidarité. — (AFP.)

URSS

ARRESTATIONS. — Deux membres du «groupe pour l'instauration de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis», un groupe pacifique ignoré par les autorités soviétiques, ont été arrêtés. M. Nikolaï Khranov est détenu depuis le vendredi 26 juillet dans un hôpital de Moscou ; M. Alexandre Roubchenko a été arrêté le mardi 30 juillet à Moscou, devant le domicile d'un autre membre du groupe. — (AFP.)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDAR 450572 F.
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959)

Jacques Fauriol (1959-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woif.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Imprimé de « Le Monde » PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-57

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75421 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse ou de lieu de résidence (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser vos communications d'ordre tous les jours, y compris les jours fériés.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Grèce, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 3 \$; G.-B., 55 p. ; Italie, 80 li. ; Japon, 88 ¥ ; Israël, 170 N. ; Liban, 50 L. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 200 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,00 S. ; Yougoslavie, 110 nd.

مكة من الله صل

PROCHE-ORIENT

Liban

LE SORT DES OTAGES OCCIDENTAUX

Le chef spirituel des intégristes chiïtes avoue son impuissance

Washington (AFP). — Le dignitaire religieux chiïte Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah a déclaré que tous ses efforts pour libérer les sept otages américains et les quatre français détenus au Liban étaient restés vains, jusqu'à présent, et que leur sort pourrait bien lui échapper.

Dans un entretien publié, mercredi 31 juillet, par le quotidien américain *Washington Post*, le guide spirituel du parti intégriste Hezbollah (Parti de Dieu) a ajouté que, en dépit de son manque de succès jusqu'ici, il poursuivait ses efforts pour faire libérer les otages, dont certains sont détenus depuis plus de dix-huit mois.

« Je suis intervenu avec toute mon énergie pour obtenir la libération du journaliste américain (le correspondant de l'agence américaine Associated Press, Terry Anderson) et du journaliste français (Jean-Paul Kauffmann), qui est juif (NDLR: M. Kauffmann a été

pas juif), sans obtenir de résultat positif », a dit le Cheikh Fadlallah. « Mais, a-t-il enchaîné, je sens que je peux arriver à un dénouement positif », en ajoutant que « l'affaire est plus complexe qu'elle n'apparaît ».

Dans un autre entretien, M. Ghassan Siblini, un important dirigeant du mouvement chiïte Amal de M. Nabih Berri, a déclaré que les otages étaient tous détenus par le même groupe, qu'il a refusé d'identifier. Le responsable chiïte a ajouté que le groupe qui détenait les otages était sous l'influence de la Syrie, étant donné que l'ensemble du Liban est sous influence syrienne.

« Les Syriens peuvent jouer un grand rôle, mais ils ne peuvent utiliser la force », a estimé M. Siblini. Selon lui, « rien ne peut être obtenu par la force, car elle entraînerait la mort des otages et nourrirait la haine contre les Américains, la Syrie et nous-mêmes ».

LA RÉCONCILIATION DES «FRÈRES ENNEMIS» CHRÉTIENS

La rencontre Frangié-Hobeika s'est déroulée sous l'égide de la Syrie

Correspondance

Beirut. — La rencontre du mercredi 31 juillet entre l'ancien président Frangié et M. Elie Hobeika à Ehden (Le Monde du 1^{er} août) scelle-t-elle une véritable réconciliation des « chrétiens ennemis » à l'heure où dans le camp musulman un vaste regroupement s'opère sous l'égide de la Syrie ? Marquait-elle le point de départ d'une réconciliation susceptible de rendre l'initiative aux chrétiens ?

M. Frangié devait répondre à ces questions ce jeudi dans une conférence de presse. Pour sa part, M. Hobeika a déclaré à l'issue de sa visite : « Je puis affirmer qu'il y a concordance de vues sur tous les sujets abordés avec le président Frangié. La réunion a été marquée par des acquis positifs qui devront se concrétiser sur le terrain, ainsi qu'à travers des prises de positions visant au règlement de tous les problèmes internes (chrétiens) sur le plan national ».

De son côté, M. Karim Pakradouni, chef du département de l'information des Forces libanaises nous a déclaré : « C'est un bon début et cette visite sera suivie d'autres initiatives concrètes ». M. Pakradouni avait, mercredi, à l'heure où M. Frangié recevait M. Hobeika, exposé, dans une conférence de presse, la portée de la visite et les objectifs des Forces libanaises. Allant peut-être un peu vite en besogne, il avait affirmé que l'initiative des FL représentait « une unification réelle et authentique des rangs chrétiens » avant d'ajouter : « Jamais les chrétiens n'ont été unis comme ils vont l'être. C'est une unification, militaire, grâce à l'accord de fusion de nos forces conduites dernièrement avec le parti phalangiste et politique, grâce à la réconciliation avec le président Frangié ». Cependant,

M. Pakradouni observait qu'il faudrait sans doute « beaucoup de concertation » avant d'aboutir à un accord et à un projet politiques communs.

Sans M. Gemayel

M. Pakradouni a souligné que des émissaires libanais avaient soumis le projet de rencontre Frangié-Hobeika aux dirigeants syriens qui « l'ont bien accueilli et même soutenu » il y a quinze jours. Pour M. Pakradouni, la réconciliation avec M. Frangié permettra au camp chrétien, à l'heure où l'on repartie beaucoup de dialogue national au Liban sous l'égide de Damas, de présenter, face au camp musulman, un interlocuteur très largement représentatif. Il a encore souligné que les positions des FL et de M. Frangié se recoupent sur trois points : 1) la nécessité

de l'entente avec la Syrie ; 2) le conflit avec M. Yasser Arafat ; 3) la nécessité de faire face à tous les projets islamiques extrémistes. Expliquant que « l'expérience des FL avec le président de la République libanaise, M. Amine Gemayel, était amère », il a assuré que les milices chrétiennes avaient fait en vain deux tentatives de collaboration avec le chef de l'Etat, et agissaient cette fois « sans recourir » au président de la République.

Selon ses proches, M. Frangié considère que la « tête de l'Etat est pourrie » et, en conséquence, que M. Gemayel « doit partir de lui-même », ne serait-ce que pour éviter, au cas où il serait forcé de se démettre, d'emporter dans sa chute tout le système libanais et, avec lui, les garanties qu'il offre aux chrétiens.

ROGER GEHCHIAN.

EUROPE

Israël

CONDAMNANT « L'INCITATION AU RACISME »

Un amendement constitutionnel pourrait empêcher le parti du rabbin Kahane de participer aux élections

De notre correspondant

Jérusalem. — Le mouvement Kach du rabbin Meir Kahane pourra-t-il se présenter aux prochaines élections ? C'est peu probable après l'adoption d'une nouvelle loi antiraciste par la Knesset. Il s'agit d'un amendement à la loi fondamentale portant qu'aucune liste ne sera autorisée à participer aux élections si elle « nie le caractère démocratique de l'Etat d'Israël » ou si elle « incite explicitement ou implicitement, par ses actes et ses objectifs, au racisme ».

Le rabbin Meir Kahane avait recueilli pour la première fois suffisamment de voix pour siéger à la Knesset aux dernières élections législatives de juillet 1984. La plupart des sondages prévoient qu'en cas de nouvelles élections son parti, le mouvement Kach, obtiendrait environ cinq sièges. En 1984, le mouvement Kach avait d'abord été interdit par la commission de contrôle de législation, mais la Haute Cour de justice avait ensuite levé cette interdiction. D'où la nécessité de promulguer cet amendement à la loi fondamentale de la Knesset, qui élabore désormais les

critères qui permettent la disqualification d'un parti.

Une autre formation est directement visée par cet amendement. Il s'agit de la Liste juéo-arabe progressiste pour la paix, qui avait obtenu deux sièges aux élections de juillet 1984, après avoir été — comme le mouvement Kach — interdite puis autorisée par la Haute Cour de justice. Ce parti préconise des négociations avec l'O.L.P. et la création d'un Etat palestinien indépendant à côté de l'Etat d'Israël. Or l'amendement à la loi fondamentale adopté par la Knesset porte également que « l'Etat d'Israël est l'Etat du peuple juif » et qu'aucune liste ne pourra se présenter aux élections si « elle nie explicitement ou implicitement l'existence de l'Etat d'Israël comme Etat du peuple juif ».

Lors du vote sur cet amendement, les deux députés de la Liste progressiste pour la paix se sont abstenus, tout comme les députés communistes.

(Interim.)

Egypte

ALCOOL FRELATÉ : VINGT MORTS

Une aubaine pour les islamistes

De notre correspondant

Le Caire. — Vingt personnes sont mortes, et plus de quarante autres ont été hospitalisées en moins d'une semaine en Egypte à la suite de la consommation d'alcool frelaté. La police a déjà procédé à la fermeture de deux distilleries et de plusieurs débits de boissons ayant fabriqué ou vendu de l'alcool frelaté. Selon les premiers résultats de l'enquête, la « brandy » consommée par les victimes contenait de l'alcool méthylique. Les deux distilleries incriminées auraient utilisé de l'acide pour fabriquer à meilleur marché leur mortelle eau-de-vie.

La majorité des victimes sont des étrangers. Six Soudanais, cinq Indiens, quatre Roumains, un Tanzanien et quatre Egyptiens sont morts, tandis qu'une vingtaine de Roumains et autant de Soudanais et d'Indiens sont toujours dans un état grave. Des amputations ont été signalées dans certains quartiers populaires du Caire et à Fayoum (110 kilomètres au sud de la capitale).

Cette affaire, qui fait la une des journaux, est une aubaine pour les partisans de la prohibition proche du courant islamiste. L'holocauste islamique, *Al Lawwa*, *Al Ismani* publie, ce jeudi, le texte d'un projet de loi pour l'application de la charia (loi islamique) en ce qui concerne la consommation et le trafic d'alcool. Les peines prévues varient entre vingt et quarante coups de fouet. La revue ne fait aucune référence aux victimes de l'alcool frelaté, mais elle « croise » à point nommé un projet de loi datant de plus de six mois, alors que le Parlement ne se réunira pas avant octobre prochain.

Les islamistes étaient parvenus à faire interdire l'alcool à bord des appareils de la compagnie nationale Egypte air et espèrent généraliser la prohibition. Leur échec devant le Parlement, en mai dernier, et l'offensive anti-islamiste du gouvernement depuis le début de juillet les avaient poussés à mettre en veilleuse leur projet de loi.

A.B.

● Les manœuvres « Bright Star ». — La Somalie va participer avec l'Egypte et la Jordanie aux séries de manœuvres militaires « Bright Star » organisées par les Etats-Unis conjointement avec ces pays, a annoncé mercredi 31 juillet le Pentagone. Le département américain de la défense avait indiqué

que 9 000 soldats américains allaient entamer le 4 août prochain des manœuvres d'une semaine avec l'armée égyptienne, et que 520 autres soldats américains avaient déjà commencé des manœuvres du même type, qui doivent se prolonger jusqu'au 17 août, avec des forces jordaniennes. — (AFP.)

La métamorphose «spontanée» des Turcs de Bulgarie

Il n'y a plus de minorité turque en Bulgarie. Ou plutôt il n'y en a jamais eu. Au terme d'une opération dite de «restauration des noms bulgares», un million de personnes environ sont redevenues ce qu'elles n'avaient, malgré les apparences, jamais cessé d'être : des Bulgares comme les autres, qui ont «spontanément» abandonné les noms à consonance turque que leur avaient donnés les caprices de l'histoire.

Ce qui précède est évidemment la version bulgare d'une opération qui, vue de Turquie, apparaît comme un «énorme» tour de passe-passe et dissimule en fait un douloureux cortège de souffrances et d'humiliations. L'affaire, en tout cas, a été rondement menée. Quelques semaines, quelques mois tout au plus. Ses origines sont pourtant très anciennes.

Cinq siècles de domination

Cinq siècles de domination turque, puis l'indépendance bulgare en 1878, non sans quelques revers de femme dans les décennies suivantes : les Turcs restés en Bulgarie se trouvaient dans la situation d'une minorité qui, par la nature des choses, risquait d'avoir à «payer» pour le passé. Mais, explique-t-on aujourd'hui à Ankara, les droits de cette minorité étaient reconnus : il y avait, avant la dernière guerre, un million d'écoles turques en Bulgarie. Après la guerre, le nouveau régime institue des écoles uniques, mais avec un enseignement du turc, qui ne sera supprimé qu'en 1972.

Entre-temps, Ankara et Sofia ont conclu plusieurs accords d'émigration — après une première vague d'émigration plus ou moins forcée, dit-on du côté turc. Plusieurs centaines de milliers de Turcs quittent la Bulgarie. Mais il en reste beaucoup — d'autant que leur taux d'accroissement démographique est supérieur à celui des Bulgares — de huit cent mille à un million, estime-t-on généralement, soit un dixième de la population. En novembre dernier, un responsable du ministère bulgare des affaires étrangères refuse de confirmer ce chiffre devant nous. Ce n'est pas une surprise : depuis plusieurs années déjà les autorités de Sofia s'abstiennent de fournir toute indication qui risquerait de consacrer l'existence d'une minorité reconnue comme telle, et la «sensibilité» des officiels bulgares sur ce sujet, est bien connue.

Mais le responsable accepte tout de même d'aborder la question, il fait valoir que les Bulgares d'origine turque jouissent de tous les droits reconnus à l'ensemble des citoyens, que, à l'heure actuelle, on ne trouve au comité central du parti ; que faute d'écoles, on peut trouver des journaux écrits en turc, ou plus exactement des journaux bilingues.

Au même moment, pourtant, se prépare la vaste opération dont les premiers symptômes allaient apparaître en janvier dans les journaux occidentaux et dans la presse turque. Des témoignages, difficiles à confirmer car ceux qui tentent d'aller vérifier sur place sont inter-

cepés par les policiers bulgares, font état de violences. Des villages turcs, où la campagne de «bulgarisation» des noms se hurte à une vive résistance, auraient été investis par l'armée. Peu à peu, les témoignages se font plus précis, on parle de dizaines de morts, de jeunes filles violées par des soldats, d'humiliations publiques.

«Propagande bourgeoise»

Les autorités d'Ankara, restées assez longtemps silencieuses, commencent à s'exprimer. Du côté bulgare, on rejette avec indignation les affabulations de la «propagande bourgeoise» et on distribue abondamment aux rédactions des lettres de «innocence» bulgares qui ne taissent pas d'éloges sur la manière exemplaire dont se conduisent les autorités à l'égard des musulmans. Mais il n'est plus question de «Turcs», et, peu à peu, dès les mois de mars, la (nouvelle) version officielle apparaît, déformant certaines phrases prononcées par des responsables du parti et reproduites dans des journaux de province. L'opération a bien eu lieu, mais elle était parfaitement «volontaire et spontanée». Ceux qui ont «repris» leurs noms slaves sont les descendants de Bulgares islamisés de force sous l'Empire ottoman (1). En un mot, la boucle est bouclée, et il n'est plus question d'émigrer à l'étranger une quelconque «minorité turque» en Bulgarie. Comme la déclare en mai un dirigeant local du parti, «la restauration des noms bulgares prive la propagande bourgeoise turque de sa base sociale».

D'autres déclarations, reproduites dans la presse bulgare, laissent bien deviner que l'opération «spontanée» a laissé des meurtrissures. Ainsi un responsable appelle à faire preuve de «réalisme» et à reconnaître qu'une part considérable de «cette population [il s'agit évidemment de l'ex-minorité turque] se considère comme blessée dans ses sentiments», et que «le choc n'a pas été surmonté». Mais on trouve aussi des accents beaucoup plus inquiétants. Le président de l'Assemblée nationale, M. Stanko Todorov, membre du bureau politique, déclare ainsi dès le début de mars : «Ceux qui se laissent prendre par la propagande d'Ankara et ses agents nationalistes locaux, ceux qui ont assez de vivre dans leurs villages et souhaitent émigrer doivent savoir que des instructions ont été données aux organismes compétents pour leur assurer une émigration rapide. En l'espace de trois ou quatre heures. Pas vers la Turquie, cependant, mais vers d'autres régions de Bulgarie, où ils pourront vivre plus calmement et trouver leur bonheur.» On peut ou non apprécier l'humour du propos, mais la menace, elle, est limpide.

Les efforts d'assimilation de la minorité turque de Bulgarie ne datent pas d'hier, et des pressions étaient exercées depuis longtemps pour inciter les porteurs de noms turcs à les slaves. Mais pourquoi cette soudaine hâte d'en finir, de

régler le problème «une fois pour toutes, quitte à entamer encore un peu plus la réputation — déjà mal en point — de la Bulgarie ?

Diverses hypothèses ont été avancées, la volonté de faire le ménage avant le recensement prévu pour la fin de cette année, ou encore avant le congrès du parti, quelques mois plus tard ; ou même une manifestation de rancune à l'égard de ces Turcs par lesquels est arrivé le «spécisme» ; la mise en cause de la Bulgarie dans l'attentat contre le pape. Aucune de ces explications, en fait, n'est tout à fait convaincante.

La «guerre» des camions

Les autorités d'Ankara semblent en tout cas avoir tardé à mesurer les dimensions de l'affaire, ou du moins à réagir publiquement. Cependant, en janvier 1985, le Turc, qui a proposé à Sofia de négocier un nouvel accord d'émigration de large envergure. Une solution de dernière extrémité, car, dans le passé, les Turcs déjà affectés par un très fort chômage avaient semblé un peu réticents à l'idée de voir arriver en trop grand nombre leurs cousins de Bulgarie. Mais Sofia, cette fois, ne voulait rien savoir, et les relations entre les deux pays, présentées naguère comme satisfaisantes, se détérioraient rapidement.

Les camionneurs bulgares circulant en Turquie connaissent de sévères désagréments, de même que les chauffeurs de poids lourds turcs en Bulgarie (où ils se plaignaient déjà par le passé d'être systématiquement assommés de contraventions par la police bulgare). Des restrictions furent apportées aux séjours touristiques en Bulgarie. Le consulat de Bulgarie à Istanbul, où s'était réfugié un individu considéré par les autorités turques comme un «agent» bulgare, fut prudemment mis en état de siège, de même que les consulats de Turquie dans diverses villes bulgares, sans parler de l'annulation des rencontres sportives.

Récemment, cependant, une certaine détente est apparue — les conditions de transit pour les camions sont redevenues un peu plus normales, et le siège des consulats respectifs a été levé. Car, malgré qu'ils en soient, les deux pays sont placés dans une situation de dépendance réciproque. Trente six mille camions bulgares transitent chaque année par la Turquie vers le Proche-Orient, et trente mille camions turcs passent par la Bulgarie. La «guerre», sur ce terrain, ne peut que nuire aux deux parties.

Fait accompli

Mais le problème, prétendant régler côté bulgare, reste entier pour les dirigeants turcs. Que peuvent-ils faire ? Rappeler avec une amère ironie que le chef du PC bulgare, M. Jivkov, évoquait lui-même, dans une interview accordée à deux ans à un journal britannique, les droits des «Turcs bulgares» dont il nie à présent l'existence n'avance évidemment rien.

Le handicap kurde

A Ankara, on se déclare résolu à maintenir cette question à l'ordre du jour des divers forums internationaux. Avec quelles chances de succès ? Les Turcs de Bulgarie, souligne-t-on avec aigreur à Ankara, ont le tort d'être des musulmans, et leur sort n'émeut guère l'Europe occidentale, plus portée à dénoncer les violations des droits de l'homme en Turquie même.

Et puis, même s'ils l'admettent difficilement, les Turcs, pressés d'un autre handicap — les géants. Leur propre attitude à l'égard de la minorité kurde, à laquelle ils refusent tout droit spécifiques. Les Bulgares, dans les textes qu'ils diffusent en Occident pour contraindre les accusateurs d'Ankara, n'ont-ils pas beau jeu de souligner que, selon la loi turque, les «ressortissants turcs ne peuvent porter que des noms turcs ? »

JAN KRAUZE.

(1) Cette thèse, jusqu'à présent avancée à propos des seuls «Pontaks», est maintenant étendue à l'ensemble des musulmans de Bulgarie.

déchu

ANDE DU NORD
question

émission
du gouvern
trale

Pologne

URSS

ASIE

TENSION A NEW-DELHI

Le député assassiné mercredi figurait sur la « liste noire » des extrémistes sikhs

De notre correspondant

New-Delhi. — Un climat tendu règne dans la capitale indienne, où toutes les forces de sécurité ont été mises en état d'alerte pour les fusillades de Laiti Makha, député du Congrès (1^{er} août) assassiné mercredi 31 juillet (le Monde du 1^{er} août) ainsi que sa femme et un de ses proches collaborateurs. Le chef de la police de New-Delhi, M. Zved Oarwah, reste extrêmement prudent dans ses déclarations sur l'enquête, évoquant « trois pistes distinctes ». De notoriété publique les ennemis de M. Makha étaient nombreux. Pour l'instant, trois personnes sont retenues « en train d'être enquêtées ». L'un des assaillants serait déjà venu voir M. Makha, une semaine auparavant, pour lui demander une lettre de recommandation. La police cherche activement à dissiper l'impression que les meurtriers sont nécessairement des sikhs. Selon M. Oarwah, les deux tueurs étaient des « professionnels ».

Elu pour la première fois au Parlement national dans les rangs du Parti du Congrès « I » et figurant les proches du premier ministre M. Rajiv Gandhi, Laiti Makha, trente-neuf ans, était un personnage complexe. Dirigeant syndical puissant, il avait recouru à des procédés expéditifs pour accroître l'influence du syndicat qu'il avait créé au détriment de nombreuses autres formations rivales... dont celle qui dépendait officiellement de son parti. Une politicien en vogue, il n'avait pas la

réputation d'être un tendre au sein du parti ni pouvoir et avait dû jouer des coudes pour s'imposer. Détesté par les extrémistes sikhs, il figurait sur la liste des hommes à abattre depuis qu'une commission d'enquête indépendante l'avait accusé d'avoir dans la rue, en novembre dernier, à l'assassinat d'Indira Gandhi, incité les émeutiers à « casser du Sikh ». Il aurait même « distribué argent et alcool » à la foule pour accroître son ardeur.

A l'annonce de la mort du jeune député, les commerçants ont baissé les rideaux de fer, craignant une répétition des scènes de violence qui avaient ensanglanté New-Delhi après l'assassinat d'Indira Gandhi. Des policiers en armes sont en faction dans toutes les rues de la capitale, et les patrouilles ont été intensifiées dans les quartiers qui avaient le plus souffert lors des émeutes de novembre. Pour le moment, aucun incident n'a été signalé, sinon quelques jets de pierres près de l'hôpital où reposent les corps des victimes.

Critiqué pour son imprévoyance estimant que M. Makha n'était « plus en danger », on lui avait, la semaine dernière, retiré ses gardes du corps... le chef de la police invoque le manque de moyens alors que des milliers de personnes dans la capitale sont actuellement classées dans la catégorie à haut risque.

(Indéfini.)

AMÉRIQUES

APRÈS L'ATTENTAT DU 19 JUIN A SAN-SALVADOR

Représailles américano-salvadoriennes contre la guérilla

Washington (AFP, Reuter, UPI). — Des soldats salvadoriens, agissant avec l'aide des services secrets américains, ont tué vingt et un guérilleros et en ont capturé neuf autres en représailles à l'attentat du 19 juin, qui avait fait treize morts, dont quatre « marines » américains — à San-Salvador. Une quarantaine d'autres membres du Parti révolutionnaire du travail contre-américain (PRTC), qui avait revendiqué l'attentat, ont été blessés au cours des raids de représailles, a annoncé, mercredi 31 juillet, la Maison Blanche.

Le porte-parole du Pentagone, M. Fred Hoffman, a déclaré que l'opération avait été menée récemment, mais il a refusé de donner des détails. Il a précisé cependant que des agents des services de renseignement américains avaient fourni des informations aux Salvadoriens, mais qu'ils n'avaient pas pris part aux opérations dans les zones contrôlées par la guérilla de gauche. Ces renseignements ont permis « d'infirmer une fausse rumeur selon laquelle l'assassinat des « marines », a-t-il ajouté.

M. Joseph Weinberger, secrétaire américain à la défense, a pour sa part affirmé : « Le général américain, avec notre aide, s'est occupé [...] d'un certain nombre de personnes impliquées dans ces meurtres ». Il a ajouté que certains des « assassins présumés » des « marines » avaient été arrêtés ou tués lors des raids de l'armée. Des responsables du Pentagone ont corrigé cette déclaration en disant qu'ils ne savaient pas si les responsables de la fusillade se trouvaient parmi les guérilleros démunis ou morts. Un porte-parole militaire salvadorien a indiqué qu'aucun des tueurs n'avait été retrouvé.

Selon un haut fonctionnaire de la Maison Blanche, qui a demandé à garder l'anonymat, l'opération aurait été menée environ deux semaines après l'attentat du 19 juin, et deux dirigeants du PRTC se trouveraient parmi les neuf prisonniers. Le 19 juillet, le département d'Etat avait offert une somme de 100 000 dollars à toute personne qui apporterait des informations de nature « à poursuivre efficacement et à punir » les auteurs de l'attentat du 19 juin. Les Etats-Unis avaient mis en cause le Nicaragua pour « l'appui donné par le gouvernement sandiniste au PRTC ».

Par ailleurs, à San-Salvador, le chef d'état-major des forces armées salvadoriennes, le général Adolfo Blandon, a rendu public le bilan des combats des six premiers mois de l'année. Celui-ci s'élevait à deux cent onze morts, cinq cent soixante-sept blessés et vingt-deux disparus dans les rangs de l'armée. Selon le général Blandon, il y a eu sept cent soixante-quatre morts, environ quatre cent cinquante-cinq blessés et quatre cent cinquante-cinq disparus parmi les membres du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) au cours de la même période.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

LES AGRESSIONS CONTRE LES PRÊTRES. — Le pape Jean-Paul II a dénoncé le mercredi 31 juillet deux agressions récentes contre des prêtres en Algérie, dont un a été assassiné et un autre gravement blessé, en les qualifiant d'« actes de violence aveugle et cruelle ».

Le pape, qui s'adressait à plusieurs milliers de fidèles rassemblés sur la place Saint-Pierre à l'occasion de l'audience générale hebdomadaire, a évoqué l'assassinat de l'abbé Jean-Marie Jover, curé d'El Cheliff, tué de nuit dans son presbytère, et l'attaque contre un vieux missionnaire, membre de l'Institut des Pères blancs, le Père Paul Martz, qui avait été gravement blessé dans la basilique Notre-Dame d'Alger.

Espagne

L'ETA REVENDEQUE LE DOUBLE ATTENTAT DE LUNDI. — L'ETA militaire a re-

vendiqué, ce jeudi 1^{er} août à Bilbao, les deux assassinats, commis le 29 juillet, du vice-amiral Fausto Escrigas, directeur général de la politique de défense au ministère de la défense, et d'un sous-commissaire de police de Victoria. Le vice-amiral Escrigas est le quarante-septième militaire assassiné par l'ETA depuis 1973. — (AFP.)

Guatemala

UN PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ ASSASSINÉ. — M. Carlos Leonel Caxaj, professeur à l'université de Guatemala, a été assassiné le mardi 30 juillet, près de la capitale, a annoncé la famille de la victime. M. Caxaj militait au sein du GAM, un groupe d'entraide qui réunit des parents de personnes disparues. En avril dernier, le vice-président de cette organisation, M. Maria del Rosario et son fils, âgé d'un an, avaient aussi été assassinés. — (AFP.)

DIPLOMATIE

LA RENCONTRE SHULTZ-CHEVARDNADZE A HELSINKI

Le ton de la diplomatie soviétique semble avoir davantage changé que ses orientations

De notre envoyé spécial

Les cérémonies organisées à Helsinki pour célébrer le dixième anniversaire de la signature de l'acte final de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), qui réunissent les ministres des affaires étrangères de trente-deux pays dans la capitale finlandaise, devraient s'achever ce jeudi 1^{er} août. La réunion a été marquée, mercredi, par la rencontre entre les chefs de la diplomatie américaine et soviétique, MM. Shultz et Chevvardnadze, rencontre que l'agence Tass a qualifiée, comme la partie américaine, d'« événement utile, franc et nécessaire ».

Les ministres des affaires étrangères des Douze, qui s'étaient réunis mercredi soir en marge de la cérémonie, ont par ailleurs adopté un ensemble de dispositions à l'égard de l'Afrique du Sud, comportant

notamment le rappel en consultation de leurs ambassadeurs à Pretoria. (Lire page 2.)

A Bonn, M. Richard Falgout, sous-secrétaire américain à la défense, a déclaré, au cours d'un séminaire de la fondation du Parti chrétien-démocrate, qu'un « accord-cadre » fixant les normes et les objectifs de la coopération entre la République fédérale et Washington à propos du projet de défense spatiale IDS devrait être conclu « avant la fin de l'année ». Le porte-parole du chancelier s'est refusé à confirmer cette déclaration, mais a indiqué qu'un groupe d'experts ouest-allemands se rendrait à Washington en septembre.

Sur le chapitre des droits de l'homme, M. Chevvardnadze n'a pas manqué de faire remarquer à ses interlocuteurs qu'il n'avait pas du tout apprécié le discours musclé tenu la veille à la tribune du palais Finlandia par M. Shultz. Le secrétaire d'Etat avait, rappelle-t-on, mentionné les sommets d'une vingtaine de dissidents poursuivis ou emprisonnés dans les pays de l'Est pour leurs opinions politiques ou religieuses. Invité à commenter cette intervention, M. Vladimir Lomelko, chef du service de presse du ministère des affaires étrangères à Moscou, s'est contenté de dire que « chacun écrit ses discours comme bon lui semble, et selon ses capacités » et que l'Union soviétique « n'a pas pour habitude d'apprendre aux autres comment il faut faire ». Il a indiqué que les deux ministres étaient parvenus à « établir un climat de travail ».

Discuter de mesures concrètes

Il est clair que les Soviétiques ne désirent pas particulièrement discuter des droits de l'homme à Genève, et qu'ils ont proposé à Helsinki trois thèmes « concrets » de négociations à leurs interlocuteurs : le désarmement, les conflits régionaux et les affaires bilatérales. Les préparatifs en vue du sommet de novembre se poursuivront maintenant au niveau des fonctionnaires, et les deux ministres se rencontreront de nouveau au cours de l'automne, à New-York et à Washington.

L'entretien du ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, avec le chef de la diplomatie soviétique, mercredi matin, a été « franc et direct ». Il a essentiellement porté sur la préparation de la visite officielle de M. Gorbachev à Paris, et il en ressort apparemment, du côté soviétique, une volonté d'approfondir les problèmes bilatéraux. M. Chevvardnadze a évoqué les propositions de l'URSS de moratoires sur les essais nucléaires. On estime, en général, dans les milieux occidentaux que de telles mesures se heurtent à des problèmes de vérification et de contrôle, et qu'elles sont difficilement envisageables tant qu'un climat de confiance internationale ne sera pas restauré.

Les ministres des affaires étrangères de quinze pays ont pris la parole mercredi au palais Finlandia.

Dans une certaine indifférence, il faut bien le dire, en raison des nombreuses rencontres bilatérales, qui se déroulent parallèlement. Dans son discours, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a souligné que les frictions entre les deux Etats allemands, qui autrefois pesaient sur le climat de politique internationale, avaient fait place « à un sentiment de responsabilités communes pour le bien de la stabilité de l'Europe ». Cette évolution positive, a-t-il ajouté, se manifeste aussi dans l'examen des questions d'ordre humanitaire entre les deux Etats allemands. Il a relevé les progrès que constituent les possibilités accrues de réconciliation des familles qui ont vécu séparées dans les deux pays. Il a toutefois souligné que, « dans ce domaine comme pour ce qui est des atteintes aux droits de l'homme, de la liberté de culte et des droits des minorités », bien des choses restent à faire.

Le chef de la diplomatie de Bonn a apporté officiellement le soutien de la RFA à la proposition française, présentée par M. Dumas la veille, de réaffirmer, lors de la réunion de la CSCE de Vienne en 1986, « le droit de chacun de quitter son pays, y compris le sien, et d'y revenir », à décider que la partie de l'acte final d'Helsinki, qui en traite sera « effectivement appliquée » ; et d'organiser ensuite une conférence sur la réunion des familles en Europe, conférence que la France est disposée à accueillir. D'une manière générale, on insiste du côté français sur la nécessité, en matière de défense des droits de l'homme, de discuter avec les Soviétiques de mesures concrètes, plutôt que de se borner à les affirmer éternellement les « grands principes ».

ALAIN DEBOVE.

« Mieux se connaître »

L'objectif de cette rencontre n'était pas de tenter de trouver un accord sur un sujet particulier, ou de formuler de nouvelles propositions, mais avant tout d'éclaircir et de préciser les positions de chaque gouvernement, et de préparer le sommet Reagan-Gorbachev du mois de novembre. Selon un haut responsable de l'administration américaine, qui a refusé de fournir des détails sur le contenu des discussions portant sur les questions « régionales » et de dire qu'il n'y avait eu « aucune tension », les deux ministres ont « établi un climat de travail ». Il a indiqué que les deux ministres étaient parvenus à « établir un climat de travail ».

Après-midi du 31 juillet, M. Chevvardnadze a eu un entretien de trois heures avec son homologue américain, M. George Shultz. Selon un haut fonctionnaire du département d'Etat, ces conversations ont été « utiles, intéressantes et franches », et elles se sont déroulées « sur un ton d'affaires » (business like), mais sans apporter, semble-t-il, d'éléments réellement nouveaux. Pour la première fois dans ce type de rencontres soviéto-américaines, les délégations ont eu recours à la traduction simultanée. De l'avis des deux parties, l'entretien a été « constructif » ; cette technique a permis de gagner du temps et de passer un revue un large éventail de questions.

Celles-ci avaient trait principalement au contrôle des armements, aux problèmes régionaux, aux droits de l'homme et aux affaires bilatérales. La délégation américaine a constaté que les divergences de vues demeuraient profondes et qu'une grande « continuité » dans les positions soviétiques se manifestait. Il est vrai qu'on ne s'attendait pas à un lâchage de la politique de l'URSS « du jour au lendemain », même après les changements rapides intervenus ces derniers temps à Moscou.

Ancien ambassadeur à Dublin et à Prague

M. EMMANUEL D'HARCOURT EST MORT

M. Emmanuel d'Harcourt, ancien ambassadeur, compagnon de la Libération, est mort mardi 30 juillet.

(Né le 19 novembre 1914, Bessac en Gironde, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, E. d'Harcourt s'est engagé dans les Forces françaises libres dès sa démobilisation en 1940. Ses combats lui valent la Légion d'honneur à titre militaire, la croix de guerre, la médaille de la Résistance. Il devait finalement être fait compagnon de la Libération. Intégré au cadre des affaires étrangères en août 1944, il fut d'abord envoyé en poste à Orléans, puis affecté à l'administration centrale (Europe) en 1947, à Londres comme secrétaire général adjoint de la commission permanente du traité de Bruxelles en 1948, à Copenhague en 1950, à Prague en 1952 et, deux ans plus tard, de nouveau à l'administration centrale (affaires économiques). E. d'Harcourt a ensuite été nommé à Varsovie (1958), à Rome (1963), puis ambassadeur à Dublin en 1969 — il accompagnera le général de Gaulle lors du voyage de l'ancien chef de l'Etat en Irlande, après son départ de l'Elysée — et à Prague en 1973. Il avait pris sa retraite en 1979.)

Sur l'air du consensus

(Suite de la première page.)

Le discours technologique de Venise n'a pas laissé plus de souvenir que le discours de Cancun. La destination franco-mexicaine est restée sans lendemain, et l'appel à un nouveau Bretton Woods n'a pas éveillé le moindre écho.

On a prétendu donner une dimension militaire aux consultations franco-allemandes, mais on ignore si elles ont débouché sur quelque chose, et sur l'initiative de défense stratégique du président Reagan, grand problème à l'ordre du jour, Paris et Bonn sont gravement divisés. Arrêtons là l'énumération. Ce que depuis le 10 mai 1981 le gouvernement donne l'impression de savoir le mieux faire, ce sont les commémorations. Ce qui fait défaut malheureusement, ce sont les aboutissements. Le décor change, les scènes se succèdent, mais l'argument de la pièce est toujours le même : beaucoup de bruit pour rien.

Et pas mal de dégâts aussi ! En Afrique. Les événements du Tchad ont porté une atteinte grave et durable au prestige de la France et à la confiance qu'elle inspire.

Rien, il faut le reconnaître, n'a marqué un triste spectacle donné par le gouvernement : ni la malvenue de s'être fié à la parole de Kadafi, ni les contre-vérités proférées à tous les niveaux de l'Etat, ni l'humiliation d'avoir exposé le crédit du chef de l'Etat en Crète, ni surtout l'acceptation à peine déguisée de la partition du Tchad.

Changement de décor

Avec l'URSS. Au début tout était clair. Prenant ostensiblement, sur ce point comme sur d'autres, le contrepied de son prédécesseur, le président de la République adopte une position en rétro dans l'affaire des Pershing et annonce solennellement que l'Afghanistan, les SS-20, la Pologne, lui interdisent d'avoir des

relations normales avec Moscou. Le temps passe. Bientôt la France craint d'être exclue du dialogue Est-Ouest au moment où Reagan le révoque, et on s'avise à Paris que les bénéfices intérieurs et extérieurs de la « fermeté » vis-à-vis de Moscou ont été épuisés.

Du coup le décor change : la France, en pleine répression polonaise, signe un énorme contrat gazier qu'il faudra réviser ultérieurement et qui contribuera à aggraver le déséquilibre de ses échanges commerciaux avec l'URSS ; le président de la République prend le chemin de Moscou sans qu'aucune des conditions qu'il avait semblé y mettre soit remplie. L'Afghanistan est toujours occupé par l'armée Rouge, le nombre des SS-20 double, l'état de guerre fait passer son rouleau compresseur sur la Pologne. Certes, M. Mitterrand se rattrape en faisant réentendre sous les voûtes du Kremlin le nom de Sakharov. Mais qui ne voit qu'à travers ses embardées successives, la diplomatie socialiste a bien du mal à trouver, entre le dialogue et la fermeté, le juste équilibre qui doit marquer nos rapports avec Moscou.

En Europe. La pire, à savoir l'éclatement de la Communauté, a été évitée, et on aurait mauvaise grâce à nier la réalité du danger ou à contester le rôle positif joué par la France. Mais en son inverse, il faut dire une singulière complaisance pour ne pas constater, que, à l'exception du problème britannique que M. Mitterrand a accepté de régler en concédant à M. Thatcher, à titre définitif, les mêmes avantages qu'il reprochait à son prédécesseur de lui avoir accordés à titre provisoire, aucune des hypothèses qui pesaient sur l'avenir de l'Europe n'a été levée : ni l'hypothèque financière, ni l'hypothèque agricole, ni l'hypothèque de l'élargissement, dont les problèmes n'ont été reportés et non résolus, ni l'hypothèque politique, dont on amoncelle le désencheînement, mais qu'on les fausses manœuvres du récent sommet de Milan ont, au contraire, sensiblement aggravées.

L'indépendance de la France, enfin. Les intentions ne sont pas en cause, mais les faits : un pays ne s'endette pas sans aliéner une part de sa liberté ; il ne vit pas à crédit sans entamer son crédit ; il ne dévalue pas sa monnaie sans se dévaluer lui-même.

On comprend mieux, dès lors, pourquoi les chanciers du consensus préfèrent invoquer les principes qu'à border les sujets concrets.

Trop d'éloquence, trop de discrétion

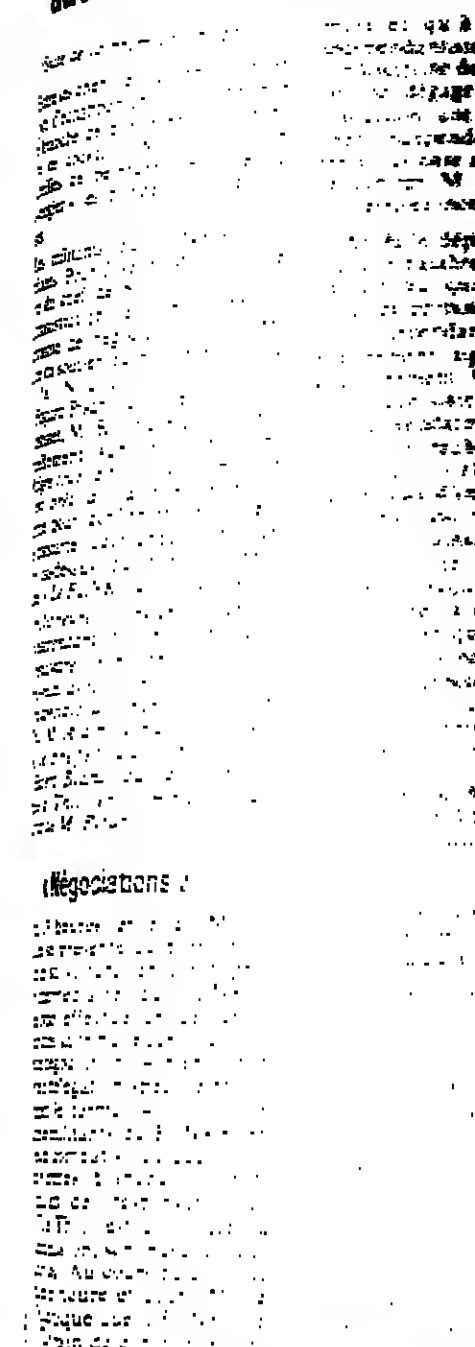
Il eût été pourtant plus intéressant pour les Français, mais plus risqué évidemment, que le ministre nous éclaire sur les pensées et les intentions du gouvernement. Que pense le juste celui-ci de la « guerre des étoiles » ? Comment compte-t-il s'y prendre pour convaincre Kadafi de retirer ses troupes du Tchad ? Par quels moyens envisage-t-il de soutenir les efforts de paix au Proche-Orient ? Quel parti prendra-t-il dans le débat ouvert, à propos des traités européens, entre les révisionnistes et les antirévulsionnistes ?

Trop d'éloquence sur les principes, trop de discrétion sur les applications. C'est présumer à l'excès de la naïveté de l'opposition. Il ne suffit pas de l'inviter à danser sur l'air du consensus pour la convaincre d'adhérer à une diplomatie qui a réduit la France à un rôle de figurant dans les rapports Est-Ouest. Il faut dissiper de la sorte du Moyen-Orient, à l'entente le capital d'estime et de confiance dont elle avait hérité en Afrique et même aujourd'hui de faire végéter l'Europe à l'écart des grands chemins de l'histoire.

Un consensus, pourquoi pas ? Mais pas dans le brouillard où s'enveloppe une politique moins habile à remporter des succès qu'à masquer ses échecs.

JEAN FRANÇOIS-PONCET.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE les affrontements s'aggravent autour de la mine d'or



مكتبة ابن الجوزي

051-117-01

politique

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les affrontements s'aggravent autour de la mine de Thio

(Suite de la première page.)

Entre les chemilles de l'engin, dont le pot d'échappement est orné par une branche de bananier, une trentaine de cocktails Molotov et de bouteilles de peinture destinées à « aveugler » les blindés ont été déposés.

Les militants du FLNKS sont confiants. Pour Joseph Moindou, le frère du chef de Saint-Philippe-II, l'administration est maintenant contrainte de négocier. Il est persuadé du soutien du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, M. Edgar Pisani, dont le directeur de cabinet, M. Roland Kessou, est actuellement sur le territoire. « Malgré tout, dit-il, tout le monde ici est prêt à l'affrontement ». Comme pour confirmer ses dires, une pancarte accrochée dans un arbre au-dessus du barrage, proclame : « Le FLNKS dit et fait ».

Vers 10 heures (1 heure à Paris), les indépendantistes déclarent que des rencontres sont prévues dans l'après-midi avec le chef de la délégation spéciale assurée en gestion de Thio, M. Alain Le Ravallec, puis avec le préfet du territoire, M. Hubert Blanc, qui devraient se rendre à Thio en compagnie de l'adjoint de M. Pisani.

« Négociations »

Vers 13 heures, en effet, M. Le Ravallec se présente au barrage au volant de sa voiture, en compagnie d'un intermédiaire du FLNKS. Après avoir effectué un détour, il pénètre dans la tribu. Face à lui, à la table des négociations — bien que le chef de la délégation spéciale refuse fermement le terme, — il y a une dizaine de militants du FLNKS, en « tenue de combat », casques, fourreaux et armes blanches. Joseph Moindou, un des responsables du FLNKS de Thio, est assis face au chargé de mission, son masque à gaz autour du cou. Au cours du dialogue qui dure une heure et quart, M. Le Ravallec explique que le FLNKS de Thio est en train de gommer le chemin politique parcouru depuis six

mois et qu'à Nouméa les anti-indépendantistes se réjouissent de l'indiscipline des gens de Thio. Peu à peu se dégage de cette laborieuse discussion une proposition que les chefs indépendantistes vont soumettre à leur base avant, espèrent-ils, de rencontrer M. Hubert Blanc, qui doit arriver incessamment.

Après le départ de M. Le Ravallec, une palabre réunit les membres de la tribu, qui adoptent à l'unanimité les propositions de discussion. Les indépendantistes réclament un engagement signé du délégué du gouvernement, M. Ferdinand Wibeaux, fixant une date pour le départ des quatre gendarmes territoriaux qui sont à la recherche de Maurice Moindou. — « On veut surtout voir partir deux d'entre eux, dit un militant, ceux qui nous connaissent le mieux » — ainsi que la diminution du nombre de gendarmes mobiles que les Canaques de Thio veulent voir ramener à seulement quelques dizaines alors qu'ils sont près de six cents actuellement dans la région. Certains indépendantistes n'hésitent pas à affirmer que l'administration leur a laissé entendre qu'elle pourrait céder sur ce point.

Entre-temps, M. Blanc est arrivé au village de Thio en hélicoptère. Comble de malchance pour lui, son appareil se pose en même temps que deux Fuma qui viennent d'évacuer seize Européens et Wallisiens d'une zone encerclée la nuit précédente par les Canaques.

A sa descente d'hélicoptère, le préfet est pris à partie par les réfugiés qui reprochent vertement à l'administration de ne pas assurer leur sécurité. Mais, contrairement à ce qu'espèrent les indépendantistes, le préfet n'ira pas à Saint-Philippe-II pour les rencontrer. Un vague rendez-vous est pris pour le lendemain, vendredi, à moins que d'ici là M. Wibeaux juge que ce qui n'était « pas négociable » mercredi, et dont on a pourtant parlé toute la journée de jeudi, soit à nouveau jugé irréversible ce vendredi.

FREDERIC FILLOUX.

Plus de trois cents préfets déplacés depuis 1981

Depuis que Napoléon a créé les préfets et surtout depuis la loi du 10 août 1871, jamais aucun gouvernement n'a voulu reconnaître que les changements de préfets qu'il opérât étaient inspirés de considérations politiques ou électoralistes. Certes l'image du préfet chargé de « faire les élections », largement justifiée sous la III^e République, peu contestable sous la quatrième, est devenue moins juste sous la cinquième. Depuis que les commissaires de la République ont vu, en 1982, leurs pouvoirs d'« exécutif » des collectivités locales disparaître au profit des présidents des conseils généraux, cette conception est largement obsolète. Ils ne distribuent plus le même des subventions qui étaient réputées faire bien voter. Le résultat des élections depuis 1982, à lui seul, pourrait le prouver.

Et pourtant, il reste toujours dans l'esprit l'idée qu'une « valise des canquetteries » n'est jamais totalement innocente, qu'elle n'est jamais uniquement guidée par le seul souci de la « bonne gestion du corps ». Comme on se plaît à le dire place Beauvau, le préfet reste encore pour beaucoup, comme l'a écrit l'un d'eux, M. Marcel Savreux, « l'homme à tout faire de la République, le portavoire du gouvernement, le lampiste gelé devant faire face à toutes les situations, réparer l'irréparable, remédier à l'irréductible ». Et cet expert ajoute : « Avec comme perspective un éventuel congédiement dont il ignore les raisons ». En effet, bien des préfets se sont demandés ou n'ont pas voulu s'avouer les motifs d'une telle disgrâce.

Le mouvement décidé par le gouvernement mercredi 31 juillet ne saurait donc totalement échapper à cette réputation. Il retient particulièrement l'attention à un double titre : sa date et son ampleur. Certes, il est arrivé — mais ce n'est pas une règle — que de tels mouvements se produisent en été. Celui de 1981, survenu en juillet et en août, était imposé par la victoire présidentielle de mai et la victoire législative de juin. Celui de 1982 ne concernait que sept départements et il avait été réglé le 13 juillet. L'année suivante, ce sont les mois de mai et juin qui avaient été choisis. En 1984, ils ont permis le début de l'année jusqu'à celui du mois d'août d'un changement de premier ministre et de ministre de l'intérieur du mois précédent. Enfin, c'est en mars

1985 que M. Joxe a procédé à des changements touchant — déjà — une quarantaine de postes.

Dès lors, on s'interroge dans les milieux administratifs sur la date retenue du 31 juillet 1985. Assez éloignée des dernières consultations électorales défavorables pour la majorité, certaines mesures peuvent difficilement apparaître comme des sanctions. A sept mois des législatives, elles ne peuvent non plus être prises pour la mise en place d'un réseau d'hommes sûrs.

Rajeunissement du corps

Certains y voient, au contraire, l'occasion saisie pour être prêt à temps à parer à toute éventualité. Et d'évoquer les rumeurs entretenu dans certains cercles de l'opposition, comme de la majorité, d'une dissolution de l'Assemblée nationale et d'élections anticipées. L'« Humanité » du 1^{er} août y voit la preuve « du choix de la défaite de la « majorité » actuelle en 1986 et la perspective d'une collaboration tranquille entre la droite et François Mitterrand ». Ladite droite, évidemment, y voit plutôt le contraire et n'y trouve aucun cadeau. M. Gantier, député UDF de Paris, évoque même « des mesures politiques dignes du Second Empire ».

Ce qui retient aussi l'attention, c'est l'ampleur de ce mouvement. Depuis sa création, la V^e République n'a guère connu qu'une demi-douzaine de changements de cette importance. On peut citer ceux de 1967 (42 postes) et de 1974 (21 postes), puis ceux de 1981, de 1984 et de 1985. Au total, depuis mai 1981, quelque trois cents vingt-neuf membres du corps préfectoral ont changé d'affectation, ont été placés en position hors-cadre ou ont bénéficié d'un congé spécial (79 en 1981), 74 en 1982, 49 en 1983, 34 en 1984 et 53 en 1985). Dans des mouvements aussi vastes, la plupart du temps se mêlent les considérations d'efficacité du commandement, de déroulement normal d'une carrière, de la rotation régulière des titulaires, mais aussi les faveurs faites à un élu local ami ou le contraire, sans oublier les promotions ou les blâmes canonisés et les règlements de comptes à retardement. Récompenses et punitions sont donc parfois maladroites à distinguer nettement.

Le ministère de l'intérieur se plaît à souligner dans l'actuel mouvement

le rajeunissement du corps. En fait, celui-ci était déjà largement entamé. Il n'est que confirmé. On insiste aussi sur le fait que, parmi les neuf qui, pour la première fois, reprennent leur casquette de préfet, sept sont d'anciens élèves de l'ENA. Or, si l'Ecole nationale d'administration est la source normale du recrutement du corps préfectoral, les précédents mouvements ont enregistré la nomination de syndicalistes (comme, par exemple, M. Chéreau) ou de militants socialistes (comme MM. Jacques Royette, Christian Blanc, Jean-Gilles Marzin, Guy Merheim ou Michel Debarre, ministre du travail), ou encore de policiers (comme MM. Broussard ou Proureau).

Le ministère de l'intérieur souligne également que les dix préfets placés en position hors-cadre ou en congé spécial, c'est-à-dire sans poste (1), avaient une moyenne d'âge de cinquante-huit ans. Or, non seulement l'âge de la retraite est de soixante-cinq ans pour les préfets, mais plusieurs sont plus jeunes que certains maintenus en fonction. Il semble plutôt que si ce mouvement assure des changements tout à fait normaux et des promotions tout à fait régulières pour les membres du corps préfectoral, il reflète en revanche une certaine coloration politique pour quelques mutations et pour les départs. On comprend que M. Lamberlin, qui était préfet des Alpes-Maritimes depuis 1973 — un record! ait choisi à six mois de la retraite le « congé spécial ».

Les autres, plus jeunes, avaient été nommés à leur poste actuel en 1981, comme MM. Jourdan et Desgranges, et fin 1983, comme MM. Manière, Mazenot, Lacroix et Crépeau. Tous avaient servi dans le corps préfectoral avant 1981. Dans les milieux politiques et administratifs, on retient particulièrement le départ pour le Ministère de M. Yves Bonnes, directeur de la DST, dans lequel on ne voit pas une promotion. En revanche, on en voit une pour le jeune préfet des Hautes-Alpes, M. Rémy Pantrif, qui devient à Paris le chef du contre-espionnage.

Certains fonctionnaires rappellent que l'ancien directeur avait mené de grands succès contre les « espions » de l'Est et les terroristes du Proche-Orient. Ils soulignent que le nouveau directeur de la DST, natif de la Nièvre, camarade de promotion à l'ENA du directeur du

cabinet de M. Dumas, bénéficiera auprès des services secrets de certains pays orientaux des contacts qu'ils a pu nouer lorsque, pendant trois ans, il a été le chef de cabinet de M. Cheysson, alors ministre des relations extérieures. Les liens du contre-espionnage avec le Quai d'Orsay devraient être renforcés. Mais on se demande si l'efficacité sera accrue. M. Madelin, député UDF d'Ile-et-Vilaine, y voit « un signe de faiblesse avant la visite de Gorbatchev à Paris ».

Réorganisation au ministère

On note enfin que le gouvernement n'est pas ingrat en nommant M. Silberzahn, conseiller de M. Fabius, à la tête de la région de Haute-Normandie, où le premier ministre possède ses bases électorales, ou en faisant de l'ancien collaborateur de M. Pisani à Nouméa, M. Christian Blanc, le préfet de Seine-et-Marne, ou encore en nommant dans la Nièvre M. Fournet, directeur du cabinet de M. Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Il reste à M. Pierre Joxe à réorganiser son ministère. Deux postes de directeur doivent être pourvus, celui du personnel et des affaires politiques, laissé vacant par la nomination de M. Thorval dans les Hauts-de-Seine, et dont le remplacement est important en cette période pré-électorale, et celui de M. Jean-Michel Hubert aux affaires financières, immobilières et sociales, dont le départ s'apparente à un renvoi. Deux postes de sous-directeur, aux finances locales et au personnel, sont également à pourvoir. Le ministre aurait l'intention, à cette occasion, de procéder à un « remodelage » de la place Beauvau, mutant dans ses missions administratives que policiers. On peut légitimement se demander comment de telles transformations pourraient, dans une certaine mesure, ne pas avoir de caractère politique.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Dans la position hors cadre, le préfet est sans affectation mais demeure à la disposition du ministre. Le « congé spécial », dont le nombre est fixé par le gouvernement chaque année, s'apparente davantage à une pré-retraite.

L'ÉTÉ SEUIL

Denise Bombardier a du ton et de la voix... C'est la diabolique dans le bémol.

JEAN-FRANÇOIS JOSSELYN
LE NOUVEL OBSERVATEUR (75 F)

Denise Bombardier

POLITIQUE

LE MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le mouvement préfectoral décidé mercredi 31 juillet par le conseil des ministres concerne trois régions et vingt-sept départements. Il implique quarante-deux préfets et hauts fonctionnaires.

CHAMPAGNE-ARDENNE : M. Paul BERNARD.

M. Paul Bernard, préfet, commissaire de la République de la région Corse et du département de la Corse-du-Sud, est nommé commissaire de la République de la région Champagne-Ardenne, commissaire de la République de la Marne, en remplacement de M. Pierre Manière, nommé hors cadre.

[Né le 12 septembre 1934 à Montpelier (Hérault), M. Bernard, ancien élève de l'École nationale d'administration, est nommé en 1966 sous-préfet de Pithiviers et en 1968 chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne. En octobre de la même année, il est nommé chef de mission régionale de Bretagne. Il était sous-préfet de Lorient depuis avril 1974, préfet de l'Aveyron en 1977, de la Sarthe en 1981. M. Bernard était commissaire de la République de la région Corse et de la Corse du Sud depuis le 18 mai 1983.]

CORSE : M. Bernard LANDOUZY.

M. Bernard Landouzy, préfet, commissaire de la République des Pyrénées-Atlantiques, est nommé commissaire de la République de la région Corse, commissaire de la République de la Corse du sud, en remplacement de M. Jean-Louis Destandau, nommé commissaire de la République de Champagne-Ardenne et de la Marne.

[Né le 16 juin 1934 à Paris, M. Landouzy, ancien élève de l'ENA, occupé en 1960 et 1961 les fonctions de chef de cabinet des préfets de la région (Algérie) et de la Corse. En 1962, il est mis à la disposition du préfet d'Ille-et-Vilaine. En 1967, il devient directeur du cabinet de la région Midi-Pyrénées. En 1969, il est chargé des fonctions de secrétaire général de Morbihan. Il était sous-préfet de Brest depuis août 1973. Préfet de la Réunion en 1977, nommé préfet hors cadre en 1980, préfet de la Haute-Marne en 1982, il était commissaire de la République des Pyrénées-Atlantiques depuis le 22 juin 1983.]

HAUTE-NORMANDIE : M. Claude SILBERZAHN.

M. Claude Silberzahn, préfet hors cadre, conseiller auprès du premier ministre, est nommé commissaire de la République de la région Haute-Normandie, commissaire de la République du département de la Seine-Maritime, en remplacement de M. Alain Géroldi, nommé à la Cour des comptes.

[Né le 18 mars 1935 à Mollhouse (Haut-Rhin), licencié en droit, breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Silberzahn, ancien secrétaire général de la préfecture de la Martinique, en 1967, avant de participer à plusieurs cabinets ministériels : en qualité de conseiller technique de M. André Bord, à la présidence du conseil, en 1971-1972, en qualité de chef de cabinet de M. Alain Calvez, au ministère de l'Équipement et du Logement, en 1972, puis, la même année, en qualité de conseiller technique de M. Xavier Deniau au secrétariat d'État aux DOM-TOM ; enfin, en 1973-1974, en qualité de directeur du cabinet de M. Bernard Stasi, qui avait succédé à M. Xavier Deniau à la rue Oudinot. Avant d'être nommé conseiller auprès de M. Laurent Fabius, M. Silberzahn avait été directeur de la région de Seine-Maritime (où il avait fait la connaissance du futur premier ministre) et préfet de la Guyane, de 1982 à 1984, date de sa nomination à l'Hôtel Matignon.]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : M. Patrice MAGNIER.

M. Patrice Magnier, administrateur civil, sous-directeur au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé commissaire de la République du département des Alpes-de-Haute-Provence, en remplacement de M. Claude Guyon, nommé commissaire de la République de département d'Indre-et-Loire.

[Né le 18 juillet 1938 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Patrice Magnier a été directeur du cabinet du préfet de la Corse, en 1964, puis directeur du cabinet du préfet de la région de la Réunion, en 1969, sous-préfet de Provins, en 1974, et secrétaire général de la préfecture de la Réunion, en 1976, avant d'être nommé, en 1980, sous-directeur des affaires politiques au secrétariat d'État chargé des DOM-TOM, puis, en juin 1982, sous-directeur des personnels et de la formation à la direction générale de l'administration au ministère de l'Intérieur.]

HAUTES-ALPES : M. Lucien KALFON.

M. Lucien Kalfon, sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Montmorillon (Val d'Oise), est nommé préfet, commissaire de la République du département des Hautes-Alpes, en remplacement de M. Rémy Paustrat, nommé directeur régional DST.

[Né le 23 août 1936 à Osm, M. Lucien Kalfon, ancien élève de l'ENA, a notamment occupé les fonctions de chef de cabinet auprès du Nordbert Segard, secrétaire d'État, puis au ministère de l'Intérieur, de juin 1974 à février 1975, avant de conserver ce rôle auprès de Norbert Segard jusqu'à celui-ci, en 1976, secrétaire d'État aux postes et télécommunications. Il fut ensuite le directeur du cabinet du président de la mission interministérielle de la mer, M. Achille Fould, en 1978-1979, avant d'être, en juillet 1981, en qualité de M. Michel Crépeau, alors ministre de l'Environnement, il était commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Montmorillon depuis février 1984.]

ALPES-MARITIMES : M. Jean-Pierre PENSA.

M. Jean-Pierre Pensa, préfet, commissaire de la République de la région Alpes-Maritimes, en remplacement de M. Pierre Lambertini, admis, sur sa demande, au bénéfice du congé spécial.

[Né le 10 janvier 1923 à Bastia (Haute-Corse), M. Pensa a été, en droit, ancien élève de l'École libre des sciences politiques, M. Pensa a été attaché, successivement, aux cabinets de Robert Prigent, Pierre Abelin, Yvon Coué du Foresto, Henri Quenille et Robert Schuman, de 1946 à 1951. Sous-préfet de Castellane (Alpes-de-Hautes-Provence) en 1952, il fut, en 1953, chef du cabinet de Robert Schuman. Après avoir été affecté au service de coopération internationale de la police, M. Pensa est devenu, en 1966, chef de cabinet de M. André Bettecourt. Conseiller technique au cabinet de M. Pierre Vautour, secrétaire d'État à l'Intérieur en 1973, M. Pensa a été nommé préfet du Gers, en 1974, de Vauluisant, en 1978. Il était préfet, commissaire de la République de l'Isère depuis le 8 juillet 1981.]

ISÈRE : M. Jean MINGASSON.

M. Jean Mingasson, préfet, commissaire de la République de la Drôme, est nommé commissaire de la République de l'Isère, en remplacement de M. Jean-Pierre Pensa, nommé commissaire de la République des Alpes-Maritimes.

[Né le 28 février 1931 à Paris, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Mingasson a été sous-préfet de Calvi (Haute-Corse) en 1964, de Langres (Haute-Marne) en 1968, depuis il est devenu secrétaire général de la Gendarmerie (1973), directeur du cabinet du préfet de la région Midi-Pyrénées (1976) et secrétaire général de l'Isère (1980). Nommé préfet, il était commissaire de la République de la Drôme depuis le 22 juin 1983.]

ARDECHE : M. André TERRAZZONI.

M. André Terrazzoni, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Ardeche, en remplacement de M. Jean-Gilles Marzin, nommé commissaire de la République du département de la Sarthe.

[Né le 2 juillet 1933 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), M. Terrazzoni, diplômé d'études pénales, administratives et financières, a occupé diverses fonctions auprès de M. Jacques Chirac, de 1967 à 1971. De 1971 à 1980, il a été successivement : sous-préfet d'Avignon (État), secrétaire général de la préfecture de la Drôme, chef de mission auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne avant d'être, en juin 1980, nommé secrétaire général des Alpes-Maritimes.]

DROME : M. Jacques PALAZY.

M. Jacques Palazy, préfet, commissaire de la République du Tarn, est nommé commissaire de la République de la Drôme en remplacement de M. Jean Mingasson, nommé commissaire de la République de l'Isère.

[Né le 12 février 1928 à Malaga (Maroc), M. Palazy, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, diplômé de droit public et d'économie politique de la faculté de droit de Montpellier, est chef de cabinet du préfet de l'Indre en 1951, du préfet de Morbihan en 1953, puis du préfet de Seine-et-Marne en 1954. Secrétaire général des Basses-Alpes (département devenu celui des Alpes-de-Haute-Provence) en 1956, puis du Lot en 1959, sous-préfet de Chalon (Indre-et-Loire) en 1960, secrétaire général d'Eure-et-Loire en 1964, sous-préfet de Sedan (Ardennes) en 1967, secrétaire général des Bouches-du-Rhône en 1972, directeur du cabinet du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône en 1974, sous-préfet d'Alès (Gard) en 1977, secrétaire général du Loiret en 1979, préfet des Hautes-Pyrénées en 1982, M. Palazy fait commissaire de la République de Tarn depuis le 12 octobre 1983.]

EURE-ET-LOIR : M. Jean-Louis DESTANDAU.

M. Jean-Louis Destandau, préfet, commissaire de la République des Landes, est nommé commissaire de l'Eure-et-Loir, en remplacement de M. Yves Moures, nommé commissaire de la République de l'Indre-et-Loire.

[Né le 30 novembre 1938 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques, licencié en droit, M. Destandau a été administrateur puis directeur d'études dans un bureau d'études d'urbanisme et d'aménagement du territoire (BERU) puis CODRA. Adhérent au PS en 1979, il a été appelé, la même année, par M. Pierre Joxe, élu président du conseil régional de Bourgogne, à diriger son cabinet. Nommé préfet, il était commissaire de la République des Landes depuis le 20 octobre 1982.]

FINISTÈRE : M. Yves BONNET.

M. Yves Bonnet, préfet, directeur de la surveillance du territoire au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé commissaire de la République du département du Finistère, en remplacement de M. Hubert Blanc, chargé, depuis le 26 juin dernier, d'une mission auprès de M. Fernand Wibaux, délégué du gouvernement, haut commissaire de la République et du Nouveau-Calédonie.

[Né le 20 novembre 1925 à Chartres (Eure-et-Loire), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Bonnet a été chef de cabinet du préfet de la Mayenne en 1960, puis du préfet de la Manche en 1963. Après avoir été directeur de cabinet du préfet de la Guyane, il a été nommé en 1968 sous-préfet de la Trinité (Morbihan) ; détaché en 1970, en qualité d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur, nommé en 1974 sous-préfet d'Arles (Bouches-du-Rhône) et, en 1978, sous-préfet de Dunkerque (Nord). Représentant de l'Union des centres sportifs de plein air (UCSPA), il est resté le conseiller technique jusqu'à ce que M. Michel Crépeau, à l'été 1981, directeur de la qualité de la vie auprès du ministère de l'Environnement.]

INDRE-ET-LOIRE : M. Claude GUYON.

M. Claude Guyon, préfet, commissaire de la République des Alpes-de-Haute-Provence, est nommé commissaire de la République du département de l'Indre-et-Loire, en remplacement de M. Pierre Blondel, nommé commissaire de la République du Val-d'Oise.

[Né le 8 juin 1928 à La Roche-sur-Yon (Vendée), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Guyon a, notamment, été chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne, de 1967 à 1972, avant d'être nommé sous-préfet de Mulhouse (Haut-Rhin) en mai 1977. Préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1981, il était commissaire de la République des Alpes-de-Haute-Provence depuis le 16 juin 1982.]

plonné de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Guyon a, notamment, été chargé de mission, puis chef de mission auprès du préfet de la région Auvergne, de 1967 à 1972, avant d'être nommé sous-préfet d'Alès (Gard), en 1974, puis sous-préfet de Mulhouse (Haut-Rhin) en mai 1977. Préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1981, il était commissaire de la République des Alpes-de-Haute-Provence depuis le 16 juin 1982.]

LANDES : M. Pierre SEBASTIANI.

M. Pierre Sebastiani, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, est nommé préfet, commissaire de la République du département des Landes, en remplacement de M. Jean-Louis Destandau, nommé commissaire de la République du département d'Eure-et-Loir.

[Né le 27 octobre 1939 à Savignyn-sur-Loire (Eure-et-Loire), M. Sebastiani, ancien élève de l'ENA, a été notamment directeur du cabinet du préfet de la Nièvre (1971), secrétaire général de la Loire (1973), secrétaire général du Lot-et-Garonne (1975), sous-préfet de la Dordogne (1976) et secrétaire général de l'Eure-et-Loir (1978), en janvier 1982.]

LOT : M. Michel BESSE.

M. Michel Besse, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet, commissaire de la République du département du Lot, en remplacement de M. Jean Thiebaut, nommé délégué à la qualité de la vie.

[Né le 7 juillet 1941 à Retz (Maine-et-Loire), ancien élève de l'ENA, M. Besse a exercé les fonctions de directeur du cabinet dans les préfectures de la Drôme (1968) et des Yvelines (1972), puis de sous-préfet de la région d'Eure (1977), sous-préfet de Scellés (1980), enfin secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, en juin 1983.]

LOZÈRE : M. Michel BRIZARD.

M. Michel Brizard, sous-directeur au ministère de l'Intérieur, est nommé commissaire de la République du département de la Lozère, en remplacement de M. Maurice Joubert, nommé commissaire de la République du département de la Mayenne.

[Né le 24 février 1936 à Paris, M. Brizard a occupé successivement les fonctions de conseiller technique au cabinet de l'ENA puis, en qualité d'administrateur civil, d'être nommé sous-préfet, de poste successivement dans le Gers et dans le Lot. Affecté en 1976 au ministère de l'Intérieur, il a été chef du bureau des répartitions financières à la sous-direction des affaires locales et de développement économique, avant de devenir, en mai 1982, sous-directeur des finances locales et de l'action économique auprès du ministre de l'Intérieur.]

HAUTE-MARNE : M. Jean-CLAUDE ROURE.

M. Jean-Claude Roure, délégué à la qualité de la vie, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Marne, en remplacement de M. Albert Lacollet, nommé préfet hors cadre.

[M. Roure, né le 11 mai 1938 à Alger, licencié de lettres, ancien président de l'UNEF, est, depuis 1966, fonctionnaire de l'administration nationale, attaché à la Société centrale d'équipement du territoire (SCET). Il y a successivement occupé les postes de chef de service d'équipement touristique, directeur de la société d'équipement de la Drôme, directeur de l'agence d'urbanisme de ce département, et, en 1980, le poste de directeur de la SCET pour la région Midi-Pyrénées. Parallèlement, M. Roure a été, de 1967 à 1977, administrateur, rétrospectivement, président de l'Union des centres sportifs de plein air (UCSPA), il est resté le conseiller technique jusqu'à ce que M. Michel Crépeau, à l'été 1981, directeur de la qualité de la vie auprès du ministère de l'Environnement.]

MAYENNE : M. Maurice JOUBERT.

M. Maurice Joubert, préfet, commissaire de la République de la Lozère, est nommé commissaire de la Mayenne, en remplacement de M. Georges Mazenot, nommé préfet hors cadre.

[Né le 14 juin 1930 à Grenoble (Isère), licencié en droit, M. Joubert est sous-préfet d'Albertville (Savoie), en 1965, de Mauguio (Hérault), en 1967, et de Valenciennes (Nord), en 1979. Nommé préfet, il était commissaire de la République de la Lozère depuis le 22 juin 1983.]

MORBIHAN : M. Bernard MAILLÉ.

M. Bernard Maillé, préfet, commissaire de la République du département de Morbihan, est nommé commissaire de la République du département de Morbihan, en remplacement de M. Jean Desgranges, nommé préfet hors cadre.

[Né le 22 juin 1929 à Sedan, M. Maillé est passé par l'ENA. Sous-préfet de Rodez (1958), puis de Lorient (1963), il est chargé de mission au cabinet de M. Louis Joxe, ministre d'État chargé des affaires algériennes (1960-1962). Il poursuit sa carrière préfectorale à Bayeux, dans le Lot-et-Cher (comme secrétaire général), puis à Arles en Morbihan et à Nevers, à Boulogne-Billancourt, avant d'être nommé préfet de l'Aude (1980), préfet de la Haute-Loire (1981), enfin, préfet de la Sarthe le 18 mai 1983.]

NIÈVRE : M. Jacques FOURCET.

M. Jacques Fourcet, sous-préfet, directeur du cabinet du secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Nièvre, en remplacement de M. Mohamed Bengouet, nommé le 13 juin le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, Chef de bureau de contrôle administratif et financier de la région de Paris en 1969, sous-préfet de Malhousse en 1974, sous-préfet du Havre en 1977, puis, en 1980, à l'inspectorat général de l'administration, en 1978, il devient l'année suivante, secrétaire général de la Loire. Il avait été nommé préfet, commissaire de la République du Tarn-et-Garonne en septembre 1982.]

TARN-ET-GARONNE : M. Paul MINGASSON.

M. Paul Mingasson, administrateur civil, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Tarn-et-Garonne, en remplacement de M. Jean-Marie Diemer, nommé commissaire de la République du département du Tarn.

[Né le 28 février 1945 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Mingasson a été administrateur civil au ministère de l'Équipement et du Logement, puis au ministère de l'Urbanisme et du Logement avant de devenir, en 1981, conseiller technique au cabinet du premier ministre.]

VAL-D'OISE : M. Pierre BLONDEL.

M. Pierre Blondel, préfet, commissaire de la République du département d'Indre-et-Loire, est nommé commissaire de la République du département du Val-d'Oise, en remplacement de M. Pierre Jourdan, nommé préfet hors cadre.

[Né le 11 juillet 1929 à Grand-Francy (Oise), chef de cabinet du préfet de la Loire, puis de celui de l'Alsace de 1953 à 1957, M. Blondel est nommé sous-préfet d'Ussel en juillet 1959, et de Loches en août 1961. En septembre 1964, il devient chef de cabinet du préfet de la région Haute-Normandie et, en août 1969, secrétaire général de la Haute-Savoie. Sous-préfet de Bayonne en septembre 1973, il est nommé en mai 1975 chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), puis préfet de Reims (1977), préfet de la Savoie (1980) et préfet d'Indre-et-Loire le 17 novembre 1982.]

VOSGES : M. Yves MOURES.

M. Yves Moures, préfet, commissaire de la République du département d'Indre-et-Loire, est nommé commissaire de la République du département des Vosges, en remplacement de M. Clément Bouhin, nommé commissaire de la République du département des Pyrénées-Atlantiques.

[Né le 3 octobre 1928 à Marseille, M. Moures a occupé successivement, de 1951 à 1958, les fonctions de chef de cabinet des préfets de la Nièvre, de l'Eure, de Doubs, de la Vienne, de la Haute-Savoie (1962-1964), avant d'être nommé sous-préfet de la Creuse. En 1964, secrétaire général de la Creuse. En 1973, il devient sous-préfet de l'Mayenne. En octobre 1974, secrétaire général des Yvelines. Nommé préfet, il était commissaire de la République des Hautes-Loires depuis le 29 avril 1983.]

HAUTE-LOIRE (1979), puis du Tarn (1981). Il était directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur depuis le 6 octobre 1982.]

TARN : M. Jean-Marie DIEMER.

M. Jean-Marie Diemer, préfet, commissaire de la République du département de Tarn-et-Garonne, est nommé commissaire de la République du département du Tarn, en remplacement de M. Jacques Palazy, nommé commissaire de la République du département de la Drôme.

[Né le 31 août 1927 à Nancy, docteur en droit, licencié de lettres, M. Diemer, enseignant de 1949 à 1958, élève de l'ENA de 1959 à 1961, est mis à la disposition du ministre d'État chargé des affaires algériennes (M. Louis Joxe). Secrétaire général des Hautes-Alpes en 1962, il est réaffecté, en 1965, à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur. Chef de bureau de contrôle administratif et financier de la région de Paris en 1969, sous-préfet de Malhousse en 1974, sous-préfet du Havre en 1977, puis, en 1980, à l'inspectorat général de l'administration, en 1978, il devient l'année suivante, secrétaire général de la Loire. Il avait été nommé préfet, commissaire de la République du Tarn-et-Garonne en septembre 1982.]

TARN-ET-GARONNE : M. Paul MINGASSON.

M. Paul Mingasson, administrateur civil, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Tarn-et-Garonne, en remplacement de M. Jean-Marie Diemer, nommé commissaire de la République du département du Tarn.

[Né le 28 février 1945 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Mingasson a été administrateur civil au ministère de l'Équipement et du Logement, puis au ministère de l'Urbanisme et du Logement avant de devenir, en 1981, conseiller technique au cabinet du premier ministre.]

VAL-D'OISE : M. Pierre BLONDEL.

M. Pierre Blondel, préfet, commissaire de la République du département d'Indre-et-Loire, est nommé commissaire de la République du département du Val-d'Oise, en remplacement de M. Pierre Jourdan, nommé préfet hors cadre.

[Né le 11 juillet 1929 à Grand-Francy (Oise), chef de cabinet du préfet de la Loire, puis de celui de l'Alsace de 1953 à 1957, M. Blondel est nommé sous-préfet d'Ussel en juillet 1959, et de Loches en août 1961. En septembre 1964, il devient chef de cabinet du préfet de la région Haute-Normandie et, en août 1969, secrétaire général de la Haute-Savoie. Sous-préfet de Bayonne en septembre 1973, il est nommé en mai 1975 chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), puis préfet de Reims (1977), préfet de la Savoie (1980) et préfet d'Indre-et-Loire le 17 novembre 1982.]

VOSGES : M. Yves MOURES.

M. Yves Moures, préfet, commissaire de la République du département d'Indre-et-Loire, est nommé commissaire de la République du département des Vosges, en remplacement de M. Clément Bouhin, nommé commissaire de la République du département des Pyrénées-Atlantiques.

[Né le 3 octobre 1928 à Marseille, M. Moures a occupé successivement, de 1951 à 1958, les fonctions de chef de cabinet des préfets de la Nièvre, de l'Eure, de Doubs, de la Vienne, de la Haute-Savoie (1962-1964), avant d'être nommé sous-préfet de la Creuse. En 1964, secrétaire général de la Creuse. En 1973, il devient sous-préfet de l'Mayenne. En octobre 1974, secrétaire général des Yvelines. Nommé préfet, il était commissaire de la République des Hautes-Loires depuis le 29 avril 1983.]

HAUTE-LOIRE (1979), puis du Tarn (1981). Il était directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur depuis le 6 octobre 1982.]

TARN : M. Jean-Marie DIEMER.

M. Jean-Marie Diemer, préfet, commissaire de la République du département de Tarn-et-Garonne, est nommé commissaire de la République du département du Tarn, en remplacement de M. Jacques Palazy, nommé commissaire de la République du département de la Drôme.

[Né le 31 août 1927 à Nancy, docteur en droit, licencié de lettres, M. Diemer, enseignant de 1949 à 1958, élève de l'ENA de 1959 à 1961, est mis à la disposition du ministre d'État chargé des affaires algériennes (M. Louis Joxe). Secrétaire général des Hautes-Alpes en 1962, il est réaffecté, en 1965, à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur. Chef de bureau de contrôle administratif et financier de la région de Paris en 1969, sous-préfet de Malhousse en 1974, sous-préfet du Havre en 1977, puis, en 1980, à l'inspectorat général de l'administration, en 1978, il devient l'année suivante, secrétaire général de la Loire. Il avait été nommé préfet, commissaire de la République du Tarn-et-Garonne en septembre 1982.]

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 31 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

ETABLISSEMENTS PUBLICS

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif aux emplois de direction de certains établissements publics, entreprises publiques et sociétés nationales.

Ce décret, pris en application de l'article premier de l'ordonnance du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'État, met à jour la liste des emplois dont l'importance justifie qu'ils soient pourvus en conseil des ministres. Il tient compte des modifications législatives et réglementaires intervenues depuis 1967, date à laquelle la liste précédente avait été établie.

DÉVELOPPEMENT DE LA TÉLÉVISION

Le secrétaire d'État chargé des techniques de la communication a présenté au conseil des ministres une communication sur le développement du système audiovisuel (lire page 13).

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil, sur proposition de ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a décidé un mouvement préfectoral (lire ci-dessus et page 5).

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Jacques Narbonne, conseiller d'État, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite ;

Sur proposition du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Jean-François Nouaille-Degorce, inspecteur de l'administration, est nommé inspecteur général de l'administration ; M. Jean-Marc Erbes,

MÉDECINE TOXIQUES ET INTERDITS

Les produits Sok

sont toujours commercialisés

L'affaire Sok, médicamenteuse, a été l'objet d'un débat au conseil des ministres, mercredi 31 juillet. Le ministre de la Santé, M. René Harel, a annoncé que les produits Sok, bien que considérés comme dangereux, continueraient d'être commercialisés. Il a précisé que ces produits, utilisés pour le traitement de certaines affections, étaient soumis à un contrôle strict et que leur utilisation devait être limitée à des cas précis. M. Harel a également souligné l'importance de la surveillance médicale de ces patients et a demandé aux médecins de rester très attentifs aux réactions de leur patients sous traitement Sok.

Or a été nommé préfet hors cadre

MM. Pierre MANIÈRE (préfet de la région Champagne-Ardenne), Pierre JOURDAN (Val-d'Oise), Georges MAZENOT (Mayenne), Albert LACOLLET (Seine-et-Marne), Jean DESGRANGES (Morbihan), Albert CREPEAU (Haute-Marne).

Bénéficiaire du congé spécial

MM. Pierre LAMBERTINI (Alpes-Maritimes) et Jacques FERRÉ (directeur de l'urbanisme à la préfecture de police).

En outre, il a été mis fin aux fonctions de directeur des affaires financières, immobilières et sociales, au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, exercées par M. Jean-Michel HUBERT, ingénieur en chef des télécommunications, et M. Claude BOZON, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé directeur de l'urbanisme et des équipements à la préfecture de Paris.

Au cabinet du premier ministre

M. Diennonné Mandelkern, préfet, commissaire de la République des Hautes-Loires, est nommé conseiller auprès du premier ministre en remplacement de M. Claude Silberzahn, préfet, nommé commissaire de la République de la région Haute-Normandie et de la Seine-Maritime.

Le 29 octobre 1983, à Paris, licencié en droit, ancien élève de l'ENA, maître des requêtes au Conseil d'État, en 1965, M. Mandelkern a exercé, notamment, les fonctions de chef de service des affaires culturelles et de l'information au secrétariat d'État aux affaires étrangères, chargé de la coopération (1965-1968) ; secrétaire général du conseil supérieur de l'Agence France Presse (1969-1974) ; rapporteur général de la commission technique des contentieux et des positions dominantes (1970-1975) ; commissaire du gouvernement pour les formulaires des Bessons du Conseil d'État (1972-1974), avant d'être nommé directeur exécutif adjoint du gouvernement en 1974. Nommé préfet, il était commissaire de la République des Hautes-Loires depuis le 29 avril 1983.]

SCIENCE

Dominique Ferriot devine l'information et à la culture

Le ministre de la Culture, M. Dominique Ferriot, a annoncé qu'il allait créer un nouveau service au sein du ministère de la Culture, chargé de l'information et de la culture. Ce service, qui sera dirigé par M. Ferriot lui-même, aura pour mission de promouvoir la culture et de diffuser l'information culturelle auprès du grand public. M. Ferriot a souligné l'importance de ce service et a déclaré qu'il était déterminé à faire de la culture un élément central de la vie sociale.

SPORTS

Automobile

PROTEARI VATANEN

GREVEMENT BLESSÉ

VALLEY D'ARGENTINE

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Jacques Narbonne, conseiller d'État, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite ;

Sur proposition du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation,

MÉDECINE

TOXIQUES ET INTERDITS IL Y A SIX MOIS

Les produits Solomidés sont toujours commercialisés en France

L'affaire Solomidés n'en finit pas de rebondir. Pourtant, en bonne logique, il y a longtemps qu'on ne devrait plus parler des « physiatrons synthétiques » du docteur Jean Solomidés (ce médecin, mort en 1979, qui pensait avoir mis au point un remède efficace contre les affections cancéreuses). Ses produits, jugés toxiques et interdits il y a six mois par les autorités françaises, continuent néanmoins d'être commercialisés au prix de 3,20 F l'ampoule.

En janvier dernier, le secrétaire d'Etat à la santé expliquait avoir la preuve avec des analyses du Laboratoire national de la santé - de la « toxicité » des « physiatrons synthétiques » fabriqués à Sceaux par Océa-Centre, société dirigée par la veuve de Jean Solomidés. A la demande de M^{me} Georges Dufoir, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, on fermait le 22 janvier dernier l'établissement. Et, le 5 février, M^{me} Michèle Solomidés, M^{me} Jean-Michel Solomidés, son fils, ainsi que M. Landrin, pharmacien, étaient inculpés pour « exercice illégal de la médecine et de la pharmacie ».

Via la Belgique

On assiste alors à un véritable début de panique chez les fidèles solomidés, ainsi que chez ceux qui - à raison ou à tort - estiment n'être encore en vie que grâce à la consommation régulière des produits fabriqués à Sceaux. Surpris sans doute par l'ampleur de la réaction, les ministères concernés tentent - une nouvelle fois - de mettre en place une structure de concertation. Objectif : bâtir au plus vite un protocole d'expérimentation scientifique d^{rs} Michèle Solomidés, M^{me} Jean-Michel Solomidés, M^{me} Georges Dufoir, on s'organise. C'est ainsi que ces substances - qui ne bénéficiaient d'aucune autorisation de mise sur le marché et qui ne peuvent donc être qualifiées de « médicaments » - toujours fabriquées par la société Océa-Centre - sont aujourd'hui conditionnées en Belgique, puis revendues en France par l'intermédiaire de trois associations de malades. A Sceaux, un répondant téléphonique renvoie sur un « point de distribution » situé à Athies-Mons au siège du « comité de défense des usagers de la médecine », où on explique aux patients : « Il vous faut d'abord adhérer à notre association moyennant cent francs. Ensuite,

vous nous adresserez la photocopie d'une ordonnance et nous vous ferons parvenir les ampoules de « physiatrons synthétiques ».

« Nous continuons ainsi à avoir la même audience que par le passé », explique M. Jean-Michel Solomidés (qui, après le récent décès de sa mère, reste seul inculpé avec le pharmacien d'Océa-Centre), soit entre 2 000 et 3 000 malades. Nous avons eu des contacts avec le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, et une expérimentation de nos produits sur des malades atteints de cancer pourrait prochainement commencer. En fait, on veut bien que nous travaillions, à condition que cela ne soit pas trop voyant. L'avocat du ministère a fait savoir à notre avocat que les autorités ferme raient les yeux si nous ne parlions plus de « physiatrons synthétiques » et nous retirions nos des composés jugés toxiques, de nos produits ».

Les Ponce-Pilates

Au cabinet de M^{me} Dufoir, officiellement, on ne connaît rien de la commercialisation des « physiatrons synthétiques » via la Belgique, et on s'indigne à l'évocation d'un éventuel contact. Le contact, pourtant, a bien existé, comme nous l'avons confirmé M^{me} Thierry Lévy, avocat de la famille Solomidés, et M^{me} Paul Bouchet, conseiller d'Etat et ancien chargé de mission auprès de M^{me} Dufoir. « M^{me} Dufoir, explique M^{me} Bouchet, est très favorable à ce que tout soit mis en œuvre pour une expérimentation de toutes les formes de médecine. Notre problème, c'est de ne pas favoriser les groupes de pression, quels qu'ils soient. La justice fera son œuvre, mais nous ne pousserons pas à la route. Dans le même temps, nous ne voulons pas jouer les Ponce-Pilates. Au-delà de tout juridisme, une expérimentation devra être mise en œuvre qui rendra compte des caractéristiques de ces médicaments ».

« S'agit-il d'une nouvelle et discrète ouverture après les sanctions publiques de janvier ? Le dossier Solomidés, sans doute jugé plus politique que technique, a quitté le secrétariat d'Etat à la santé pour gagner - avec d'autres, il est vrai - le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Reste une question : comment - sinon pour quoi - les autorités sanitaires françaises laissent-elles, aujourd'hui, dans le commerce des produits qu'elles qualifiaient en janvier de « toxiques » ?

JEAN-YVES NAU.

SCIENCES

M^{me} Dominique Ferriot devient déléguée à l'information et à la culture scientifique

Un décret du premier ministre, publié au Journal officiel du 31 juillet, supprime la mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIST). Le même décret nomme M^{me} Dominique Ferriot à la tête de la délégation. Née le 9 janvier 1950 à Alger, muséologue, M^{me} Ferriot appartenait précédemment au cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

Pour les services communs aux deux ministères, il est créé une direction générale du développement régional et de l'environnement industriel et technologique, qui a surtout pour objet de coordonner l'action des antennes régionales des deux ministères, de répartir les crédits déconcentrés entre les régions, de suivre la préparation et l'exécution des conventions et contrats de plan passés avec les régions.

M^{me} Georges Vianès a été nommé directeur par le conseil des ministres. Né en juin 1938 à Besançon (Doubs), conseiller référendaire à la Cour des comptes, M^{me} Vianès a été directeur de l'Institut national de la propriété industrielle, avant de présider, de 1952 à 1984, la banque Worms.

[La suppression de la MIST était prévue depuis plusieurs mois (Le Monde du 24 avril). Cet organisme a fait l'objet de diverses critiques, dont certaines de la Cour des comptes. La MIST agissait dans trois domaines : information scientifique spécialisée (banques de données), édition scientifique, culture scientifique et technique. Les deux derniers sont repris par la nouvelle délégation à laquelle le personnel de la MIST est intégré. Une Agence nationale de l'information scientifique et technique, groupement d'intérêt économique, devrait être bientôt créée et assurer la promotion des banques de données scientifiques.]

M. Bernard Cassen, directeur de la MIST, s'est vu proposer, par M. Curien, une mission visant à expliciter « le concept d'industrie de la langue » (utilisation de l'ordinateur en linguistique ; traduction aidée par ordinateur) et à définir les initiatives à prendre en ce domaine. Quant au président de la MIST, M. Jean-François Kabane, il va être appelé à de nouvelles responsabilités dans le domaine de la culture scientifique et technique qui fait l'objet d'un programme de recherches.]

Ph. E.

LES INCENDIES DANS LE MIDI DE LA FRANCE

Cinq pompiers brûlés vifs dans les Alpes-Maritimes

Jedi matin 1^{er} août, dans le massif du Tauron, l'incendie qui a causé la mort de cinq sapeurs-pompiers n'était toujours pas maîtrisé, en dépit des efforts de quelque trois cents sapeurs-pompiers présents toute la nuit. Selon un bilan établi mercredi soir, plus de 2 000 hectares de forêts avaient été ravagés en quelques heures. A titre de comparaison, ce sont 17 000 hectares de forêts qui avaient brûlé l'année dernière, chiffre cependant bien inférieur à celui qui avait été enregistré les années précédentes (53 000 hectares en 1983).

Dès les premières heures de la matinée du 1^{er} août, six avions Canadair avaient repris leurs rotations sur le feu.

Dans le Var, près de Calles, l'autre foyer qui s'était également déclaré le 31 juillet avait détruit 900 hectares de forêts et broussailles. Six cents sapeurs-pompiers étaient toujours sur les lieux.

De la fumée dans le ciel de Cannes

Le premier foyer, mercredi en début d'après-midi, a été signalé à la limite du Var et des Alpes-Maritimes. Très rapidement, le feu s'est étendu au massif du Tauron, de l'autre côté de l'autoroute de l'Estrel (A8), menaçant le quartier résidentiel de Mandelieu. Sur toute la baie de Cannes, le ciel a été soudainement obscurci par la fumée, provoquant un début de panique chez les habitants et les estivants, notamment parmi les campeurs installés sur les hauteurs de Mandelieu.

Les craintes se sont accentuées lorsque l'autoroute et la RN 7, encadrées par le feu, ont dû être fermées à la circulation. Des dizaines de villas - dont deux ont été détruites - ont été évacuées. Plusieurs tentes et caravanes ont été détruites au camping du plateau des Chasses, à Mandelieu, et deux autres campings ont été évacués.

En fin d'après-midi, alors que les centres de secours des départements voisins (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes et Bouches-du-Rhône) étaient mis en état d'alerte et appelés progressivement en renfort, la circulation était rétablie sur l'autoroute et sur la nationale. L'un des campings français était réintégré par ses occupants. Cependant, une soixantaine de campeurs ayant tout perdu ont dû être

relégués dans une école de Mandelieu.

CORSE : près de 8 000 hectares détruits

En Corse, ce sont près de 8 000 hectares qui ont été dévastés par le feu. Attisé par le vent, une trentaine de foyers ont été signalés dans le nord de l'île, en Haute-Corse. Ces incendies, pour la plupart d'origine criminelle, étaient maîtrisés ou contrôlés mercredi soir.

Le principal feu s'était déclaré aux portes de Bastia, sur la commune de Furiani, dans la banlieue sud de la ville. Deux pompiers ont été blessés, plusieurs hangars et deux maisons ont été détruits. A Ghisoni, une partie de la forêt de pins (près de 250 hectares) a été dévastée par les flammes.

Dans le cap Corse, les communes de Brando et Sisco ont été particulièrement touchées. Dans cette dernière localité, un camping a été partiellement détruit. En Balagne, un feu a attaqué une pinède de Calvi. Au nord, Saint-Florent n'a pas été épargné. Enfin, la vallée du Golo, dans le sillon central, est elle-même atteinte. Face à cette multiplication de foyers, les moyens mis en œuvre apparaissent très insuffisants : 4 Canadair, 3 avions tractés, 350 hommes, une centaine de véhicules divers, parvenaient mal à

contenir l'extension des feux causés par des allumages volontaires relégués sur le terrain.

Les causes des incendies en Corse sont bien connues : les pompiers ont déjà accusé les bergers de procéder à des « écobuages » sauvages, c'est-à-dire de brûler intentionnellement le maquis pour fertiliser le terrain, pratique courante mais soumise à autorisation. M. François Giacobbi,

le président du conseil général de la Haute-Corse, a dénoncé ces « actes criminels » des bergers.

Pour sa part, M^{me} Louise Moreau, députée des Alpes-Maritimes et maire (UDF) de Mandelieu, trouve « très bizarre que l'on ait pu dénombrer quatre foyers différents sur la commune en quelques minutes ».

« Une enquête est en cours », a-t-elle précisé.

DANS LA CREUSE ET DANS LE LOIRET

Neuf morts (deux familles entières) dans deux accidents de la route

En vingt-quatre heures, deux familles ont été anéanties par deux accidents de la route qui se sont produits les 30 et 31 juillet.

Mardi matin, près de La Souterraine (Creuse), un couple et ses deux enfants ont été tués et le conducteur d'un poids lourd gravement blessé sur la nationale 145 : M. Jean-Louis Orillon, trente-huit ans, agriculteur à La Chevallerie (Loire-Atlantique) conduisait en vacances sa femme, Jeanine, trente-huit ans et leurs deux enfants, Stéphane, quatorze ans et Mikael, onze ans, dans une voiture tractant une caravane. Pour une raison inconnue, l'autobus s'est déporté sur la gauche et a été traîné sur une trentaine de mètres par un camion arrivant en sens inverse. Le conducteur du poids lourd, M. Fabrice Mascareu, vingt-trois ans, demeurant à Limoges (Haute-Vienne) a été hospitalisé à Guéret dans un état grave.

Mercredi matin, près de Sury-aux-Bois (Loiret), une famille de cinq personnes, qui revenait de vacances dans l'Est, a trouvé la mort. L'accident a eu lieu vers 5 h 45, en pleine ligne droite, dans une zone boisée à proximité de la commune de Sury-aux-Bois, à mi-chemin entre Montargis et Orléans.

M. Jean-Michel Cédano, trente ans, carrossier à Latillé (Vienne), son épouse, Roselyne, trente et un ans, et leurs trois enfants, Cécile, Ingrid et Cédric, âgés respectivement de neuf, cinq et trois ans, circulaient en direction d'Orléans, quand leur voiture s'est déportée sur la gauche de la chaussée où elle a heurté de plein fouet un camion arrivant en sens inverse. Le chauffeur du camion, M. André Poulin, cinquante ans, domicilié à Aschères-le-Marché (Loiret), a été légèrement blessé dans la collision.

« Inauguration du Mémorial des victimes de la route. - La comédienne Nicole Courcel et le délégué interministériel à la sécurité routière, M. Pierre Mayet, ont inauguré, le 31 juillet, le Mémorial de l'avenir construit sur l'aire de Curcy (Côte-d'Or) de l'autoroute A 6. Ce monument, consacré aux victimes de la route, a été érigé non loin de l'endroit où cinquante-trois personnes, dont quarante-six enfants, périrent brûlés vifs, le 31 juillet 1982, dans la catastrophe de Beaune. L'œuvre a été réalisée par le sculpteur Françoise Jolivet et le site, aménagé par l'architecte Jacques Valentini.

UNE QUARANTAINE DE FAMILLES COMORIENNES EN CONFLIT AVEC LE GÉRANT D'UN «HOTEL» DU DIX-SEPTIÈME

Des années de crasse et de misère

Une odeur poisseuse, pénétrante sur fond de murs couleur fraise et vanille. Une odeur qui ne vous lâche plus, même si la façade est propre : elle a été récemment lavée. Dans cette impasse calme, presque bougeotte du dix-septième arrondissement de Paris, les deux plaques « Maison meublée », « Coeur moderne », inspirent presque confiance. Ce pourrait être un de ces petits hôtels de Châteaubien, où Miller avait couché des jours tranquilles.

Tranquillité ? Sur six étages, répartis dans une quarantaine de chambres, ils s'entassent, jusqu'à huit ou neuf dans des pièces de douze mètres carrés. Le plancher est troué, et le lino usé laisse voir les

planches à nu, cassées. Les fils électriques forment des réseaux anarchiques sur des murs déchirés de crevasses. Les enfants aux yeux noirs regardent l'étranger : « Tu cherches une maison, ici ? Il n'y en a pas. On est beaucoup déjà. » En effet.

Dans cette chambre, ils ont plusieurs dans le même lit superposé. La télévision en couleurs est allumée en permanence. La cuisinière, accompagnée de sa grosse bonbonne de gaz porte encore les reliefs du repas de la veille. Il n'y a qu'un lavabo par chambre et les mêmes toilettes servent à tout l'étage. Dans le brio-à-brac, tous les appareils ménagers sont là. Il y a même une chaîne stéréo, mais pas d'air. Pas ou peu de lumière. La plupart des locataires sont comoriens et vivent ici depuis plusieurs années. Les enfants sont venus peu à peu. Mais on est resté, faute de mieux, s'accrochant à la vétusté, de la misère. Cette misère était devenue trop continue sans doute pour que l'on se batte contre elle. Partir ? Encore fallait-il trouver où se loger, et l'on ne trouvait pas.

Inquiétude au Pays basque UN RÉFUGIÉ POLITIQUE DISPARAIT ENTRE LA FRANCE ET L'ÉQUATEUR

(De notre correspondant.) Bayonne. - Colère et inquiétude dans les milieux nationalistes basques après la disparition d'Alphonse Etcheberry, réfugié politique établi à Saint-Jean-de-Luz depuis trois ans : arrêté le 12 juillet dernier à la sous-préfecture de Bayonne, où il était venu renouveler son autorisation trimestrielle de séjour, il s'était vu signifier un arrêté d'expulsion daté du mois de février. Cette procédure d'urgence avait été utilisée - en raison de son appartenance à un groupe armé organisé qui porte atteinte à l'ordre public en France -.

Son avocat introduisit alors un recours devant le tribunal administratif de Pau : celui-ci a déjà annulé de semblables arrêtés pris à l'encontre de Basques espagnols jamais condamnés par les tribunaux français, ce qui est le cas pour Alphonse Etcheberry.

C'est seulement le 26 juillet que le réfugié basque, assigné entre-temps à résidence dans la banlieue parisienne, était prévenu de son embarquement, le lendemain, dans un avion à destination de l'Équateur. A Quito, ses amis ainsi que les autorités gouvernementales déclarent qu'il n'a jamais débarqué à l'aéroport, alors qu'un ministère français de l'Intérieur affirme qu'il a bien quitté le territoire national.

Ph. E.

Sans doute, M. Boudhal et les Comoriens n'ont-ils pas la même lecture de la loi islamique. Par exemple, la présence de son chien, un gros berger, a choqué les Comoriens : « Chez nous, on dit qu'il ne faut pas toucher un chien et surtout ne pas être en contact avec sa queue. Si l'on est taché par sa salive, on doit se purifier grâce à des rites compliqués. » Or le chien monte une garde efficace au point que l'un des locataires porte plainte contre le gérant et produit un certificat médical lui prescrivant un arrêt de travail de douze jours dû à une morsure. Les visites des étrangers sont interdites. Les enfants n'ont pas le droit de jouer dans l'escalier.

Augmentations contestées

Le gérant trouve les locataires sales et menteurs. Il les accuse d'acheter du matériel électronique volé sous son nez. Surtout, il réclame ce qu'il estime être son dû :

La mort du bourreau

De notre correspondant

Nice. - André Obrecht, le dernier bourreau de France, est mort, mardi 30 juillet, à l'hôpital Pasteur de Nice, où il était en traitement dans un service de neurologie. Agé de quatre-vingt-six ans, André Obrecht, originaire de la région parisienne, avait embrassé la profession de bourreau après son ma-

riage avec la fille de son prédécesseur, Edouard Deibler, qu'il avait assisté au cours d'une vingtaine d'exécutions en qualité d'agent du ministère de la justice.

André Obrecht vivait plusieurs mois à Nice, où il devait être inhumé, jeudi après-midi.

« Camping des Baumelles : une cinquième inculpation. - Une cinquième personne, M. Gilles Carbonnel, quarante ans, vient d'être inculpé d'homicides et blessures involontaires par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction à Toulon, chargé de l'enquête sur la catastrophe du camping des Baumelles où onze personnes étaient mortes, le 26 mai, après l'effondrement d'un mur. Le magistrat reproche à M. Carbonnel, entrepreneur en maçonnerie et en travaux publics, d'avoir réalisé des fondations insuffisantes et un remblai de mauvaise qualité.

« Protocole : un butin plus mince pour la dixième agression. - La dernière attaque d'un fourgon de la société Protocole, dans la nuit du 29

au 30 juillet, n'a pas rapporté 20 millions de francs au commando qui l'a attaqué, mais 1 million 250 000 francs. Ce nouveau chiffre a pu être obtenu après des vérifications faites auprès des assurances, des clients et des services de police.

RECTIFICATIF. - M. Jean-Marie Angelini, dont nous avons publié un point de vue dans Le Monde du 27 juillet, nous précise que le sigle du syndicat dont il est le secrétaire général est bien SNPES-FEN (Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée) et non SNEP-FEN.

D'autre part, nous aurions dû imprimer dans le passage relatif à la récidive des jeunes : une étude menée sur les moins de seize ans et non sur les moins de treize pays.

AGATHE LOGEART.

13. Romans d'aventure : légende et mystère d'Alexandre I^{er}.

Le Monde DES LIVRES

Eloge du dépaysement par CLAUDE ROY

Qu'ils fassent le tour du monde... ou celui de leur chambre, les écrivains sont des promeneurs inlassables. Nous avons demandé à certains de tirer la leçon de leurs voyages. Cette semaine, voici les réflexions de Claude Roy.

A Venise, à minuit, dans la brume de novembre, sur le Fondamenta qui conduit aux Tre Ponti, croiser l'Homme à la chèvre et sa noire compagne aux sabots légers, pianotant sur les durs pavés de pierre d'Istrie. Au Mexique, à Tepotzalan, écouter Octavio Paz voltiger sur le trapèze volant de l'intelligence qui relie l'univers, bondissant d'André Breton aux temples indiens, de Sœur Juana de la Cruz à Wittgenstein. A Pékin, au temple du Ciel, écouter un ami raconter les larmes aux yeux la révolution culturelle, et n'allez pas me dire que les Chinois sont impossibles...

J'ai souvent voyagé. Était-ce pour me divertir, selon le verbe latin, pour me détourner et distraire, me changer les idées, changer d'air, et m'oublier un peu (oubliant que le voyage emporte avec soi le voyageur) ? Était-ce pour me retrouver, dans cette distance que le déplacement creuse entre sa routine et soi-même, entre notre train-train et le train, ou l'avion, ou la route ? Était-ce pour me recueillir, dans ce dépaysement relatif, cet allègement et cette cellule de solitaire que l'exil volontaire provoque aussitôt ?

Au onzième siècle, dans son *Livre des portes et des évasions*, Rabbi Cephania Ben Ahoya (je

viens d'inventer son œuvre et sa vie) écrit en chapitre VII : « L'homme pieux et avisé n'a nul besoin de parcourir la terre. Où qu'il soit, il sait qu'il est en exil du vrai royaume. Devant chaque homme rencontré, il sait que le plus proche demeure un étranger si on ne lui ouvre son cœur dans la clarté de l'Éternel. Quoi qu'il lui advienne, le sage et avisé garde la vertu, d'étonnement. Et sa maison comme son petit jardin lui sont terres inconnues, continents à chaque instant découverts, constante surprise et l'occasion de cet émerveillement qui, à toute minute, inspire à l'âme le désir de louer Dieu. »

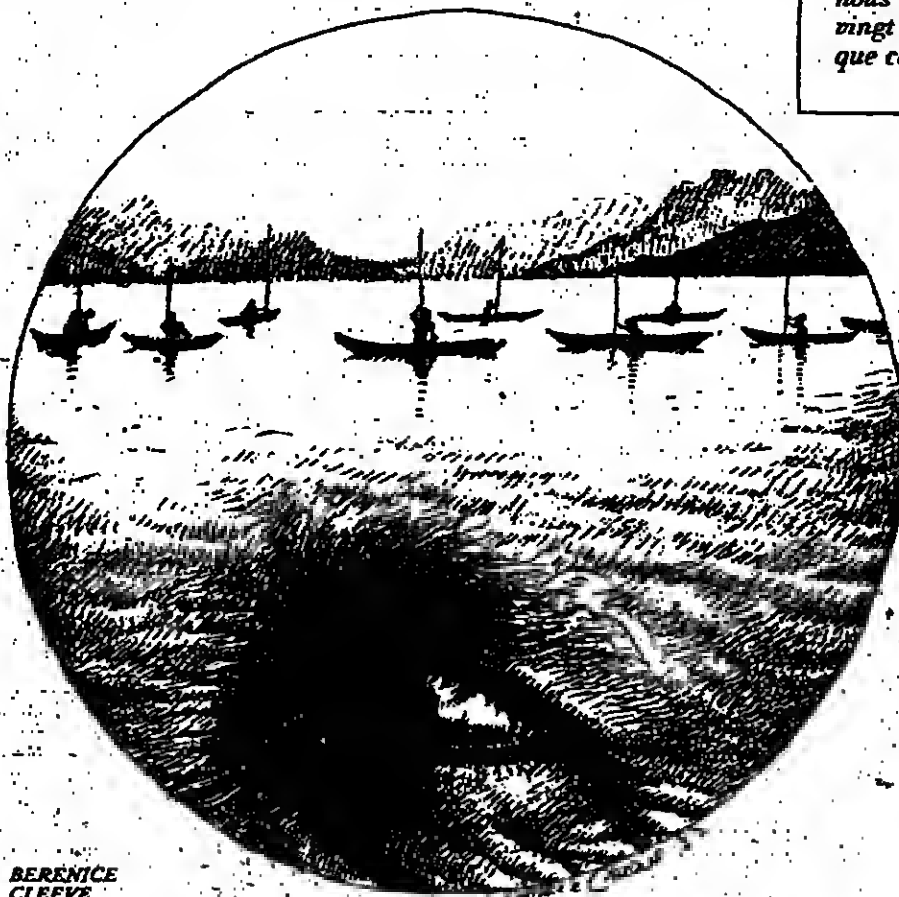
Alors suffisamment écouté la leçon du Rabbi ? J'ai dû souvent aller chercher loin ce qui m'attendait à ma porte.

Shakespeare et Pascal

C'est pourtant l'expérience des voyages qui m'a retenu de persister dans des erreurs très répandues à mon époque et m'a dépourvu de quelques sophismes, illusions et balivernes qui encombraient encore certains. Dans le jeu de bascule entre l'idée d'une nature humaine si universelle-que quasiment constante et unique, et le relativisme ethnographique absolu, qui récusait totalement le mythe de la « Grande Famille

des Hommes », et refuse l'image pieuse d'hommes tellement frères que déjà jumeaux, il n'est pas facile de garder l'équilibre.

L'un, avec Shakespeare et Shylock, nous rappelle que notre prochain, même celui qui semble très loin, est un homme comme nous. « N'a-t-il pas des mains, des organes, des sens, des affections, des passions... nourri de la même nourriture, blessé des mêmes armes, sujet aux mêmes maux, guéri par les mêmes moyens, échauffé et refroidi par le même feu et par le même hiver ? » Mais voici l'autre qui constate, avec Montaigne et Pascal, que les coutumes diffèrent autant que les costumes, qu'il y a une vérité en deçà des Pyrénées et son contraire au-delà, que le deuil se porte noir ici et blanc à la Chine, que la variété des hommes est telle, enfin, que dire l'Homme est une mode récente et déjà démo-



BERENICE CLEVE

dée, qui ne reviendra plus, et qu'un humaniste est un chien, comme disait Sartre de l'anti-communiste.

Je fus donc le contemporain et, je le confesse, pendant une ou deux saisons presque tenté d'être la dupe, d'une étrange folie. Des hommes qui avaient projeté d'établir sur cette terre le règne de la fraternité, qui postulaient au départ l'égalité de chacun et qui, au terme, prétendaient, même si les conditions sociales l'avaient entre-temps corrompue, la reconquérir pour tous, réinven-

taient allègrement le racisme et les hiérarchies ethniques qu'ils avaient passionnément niées. Un racisme « de gauche » prenait ainsi la relève d'un racisme de droite.

Le vieil attirail colonialiste

Tout ce qui, dans les révolutions étrangères de notre temps, pouvait apparaître comme sauvage, irrationnel, monstrueux, barbare ou mensonger était galement attribué aux caractéristiques nationales, à l'essence ethnique ou aux racines historiques des peuples en question. L'idolâtrie de Sualine, le mensonge érigé en art d'État, les innocents avouant avec complaisance des crimes imaginaires, la russité expliquait tout cela. On redoubla

de racisme « progressiste » à propos de la Chine. Le vieil attirail colonialiste, qui avait servi à l'époque du sac du palais d'Été et des canonniers, fut exhumé de la naphaline pour fier toute inquiétude aux maoïstes qui auraient pu s'inquiéter des cruelles extravagances du vieillard Mao. Les psychanalystes maoïstes nous expliquaient que les Chinois n'ont pas la même sexualité que les Blancs, ont échappé au complexe d'Édipe, et ont la peau dure, plus dure que la nôtre.

Les sémiologues nous assuraient que les Chinois étaient exempts de notre fameuse manie de vouloir chercher un sens à tout, et les philosophes nous assuraient dialectiquement que le principe de non-contradiction est inapplicable à la pensée chinoise.

C'est la chance d'avoir un peu voyagé, et lié quelques amitiés, de Moscou à Pékin et de Prague à Budapest, qui me vaccina contre ces balivernes. Je ne contestais pas que la Russie avait eu un passé différent du nôtre, sans Réforme, peu de Lumières, pas de Révolution, et beaucoup de despotisme. Mais je me souvenais surtout de Soviétiques qui pleuraient en parlant de leurs déportés ou exécutés, qui haussaient les épaules en lisant les coquecigrues de la *Pravda*, qui riaient des bêtises officielles et dont la singularité et la différence n'empêchaient point de les reconnaître comme notre reflet dans un miroir, à peine un peu autre.

(Lire la suite page 12.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Desnos le désosseur Bris, colle

LA presse française, depuis un moment, cultive le calambour. Dernier cri : le titre-contrepet, qui tient lieu d'information, de sensation. Les friands y voient une nouveauté. En fait, c'est une vieille histoire. Depuis que l'homme use de la parole, il s'en moque. Rappelez-vous un certain Jésus-Christ : tu es Pierre et sur cette pierre... Il fallait oser !

Amateur de limites, le vingtième siècle a joué sur les mots comme un fou. La poésie, du moins. Dans la prose, la confiance régnait. Plus que la confiance : l'illusion d'exprimer la réalité même, la pensée même. Quel confort de croire au langage-nature ! Las ! Ce n'est qu'une convention parmi d'autres ; un produit de l'histoire, comme la forme des pagnes papoues ou des coiffes bretonnes ; un code arbitraire offert aux bris-collages.

Parmi les enfants du siècle qui ont démantibulé le jouet langagier « pour voir » : Desnos. Desnos le désosseur. Libéra nos, Desnos qui êtes osseux... (Ce y est : le contagion !)

APRÈS Rimbaud et Mallarmé, que fera ? C'est l'ennui, avec les génies, ils écumient, ils laissent bouche bée. L'autrisme a commencé à casser la baraque, puis Duchamp. Important, Marcel Duchamp, comme agent permissif.

On en est là quand la Grande Guerre s'achève. Après ce festival de barbarie, les mots, comment s'y fier, surtout les ronflants ? Par naissance (en 1900, d'un mandataire aux Halles), Robert Desnos n'a pas la révérence chevillée au corps. La rue Quincampoix lui a servi d'école. Ses rêves, également, qu'il a notés dès l'âge de sept ans, attentif à ce qui sort de l'âme intime, au « noir » en général.

Retour du service militaire au Maroc, c'est tout naturellement qu'il rejoint les surréalistes. Il fait plus que les rejoindre : il les éblouit. Dans ses *Entretiens*, André Breton voit en lui le plus

doué du groupe pour les expériences de « sommeil hypnotique ». Il salue ses vertiges.

Desnos aurait dû se méfier. Est-ce l'époque qui veut cela, riche en inquisiteurs, ou est-ce le fait des écoles littéraires ? L'excommunication, chez les surréalistes, suit de près le dithyrambe. Dès le second *Manifeste*, l'auteur de l'Ode à coco en prendra pour son grade : « ambition ridicule », « incompréhension inexcusable des fins poétiques actuelles ». Notez l'adjectif « inexcusable » des détenteurs du Beau prêts à couper les têtes.

Aragon sortira les coupeaux et frappera bas, c'est sa manière. Dans le *Surréalisme au service de la révolution* (juillet 1930), il traitera l'ancien ami de coupeur pour nettes de province, de menteur professionnel, de menteur à mordre. Est-ce ainsi qu'on montre sa force ? Il n'y a que les faibles pour le croire !

Il est vrai qu'entre-temps Desnos leur a faussé compagnie. Il a décréto que le surréalisme était tombé dans le « domaine public », et que son esprit devait insuffler désormais le journalisme, le cinéma, la radio, la chanson, la publicité. Plus pendable : il n'a pas craint de bouler à nouveau les trouvailleries fulgurantes qui caractérisaient l'école dans le moule des rythmes et des rythmes anciens, au besoin alexandrin à peine malmené.

Ce parcours apparaît particulièrement bien dans *Cette nuit*, qui regroupe les premiers poèmes de la période 1919-1929. Le recueil est à relire en compagnie de Marie-Claire Dumas, qui lui a consacré une analyse minutieuse dans la collection « Unichamp » de chez Champion.

(Lire la suite page 12.)

PRIX DU ROMAN JEAN GUIREC

Alain
BLOTTIERE



Le point d'eau

roman

GALLIMARD nrf

● ROMAN D'AVENTURES

Légende et mystère d'Alexandre I^{er}

Antoinette Peské, « descendante de princes mongols », et son mari Pierre Marty racontent la « vie cachée » du tsar Alexandre I^{er}, le « vainqueur de Napoléon ». Une folle rêverie romanesque.

Le tsar Alexandre I^{er} meurt à Tanagerod, en Ukraine, le 19 novembre 1825, mais il ne meurt pas. Il disparaît, et dix ans plus tard, aux confins de l'Oural, un homme, Fédor Kousmitch, est arrêté. Aux interrogations de la police Kousmitch ne répond rien. Il demande la grâce d'être envoyé au bagne, en Sibirie. Les autorités ne se font pas prier, car elles ne savent que faire de ce drôle de type. Fédor Kousmitch passera plusieurs années au bagne, insistant pour subir les châtimens que méritent ses compagnons. Après avoir été libéré, Kousmitch vivra encore longtemps. Il meurt en 1864, avec la réputation d'un saint.

Légende, la fuite et la survie du tsar Alexandre, ou bien vérité ? Tolstoï, qui alla voir le vieux Kousmitch, et l'historien Maurice Paléologue y crurent dur comme fer. Le tsar Alexandre I^{er} n'avait-il pas été illuminé lorsqu'il lut pour la première fois les Évangiles en 1812 ? Ne présente-t-il pas, dès cette époque, les signes d'une ardente inquiétude mystique ? Et en 1824, soit un an avant sa mort supposée, n'a-t-il pas connu un irréparable chagrin avec la mort de Sophie Dimitrievna, la fille qu'il avait eue de sa maîtresse ?

Aujourd'hui réédité après un long purgatoire, le livre d'Antoinette Peské et Pierre Marty ne fait que de fugitives allusions à cette croyance, mais il remplit l'immense vide que constitue la seconde vie d'Alexandre. Et comme de ce destin stupéfiant, on n'a presque aucune trace, c'est à une folle rêverie sur les périples du vagabond peut-être impérial

que nous sommes invités. Roman d'aventures qui se dévore comme tel, et d'aventures toujours mystérieuses, au point que nous ne savons jamais si les épisodes de ce destin rocambolesque sont arrivés à Alexandre après sa mort officielle ou à un vagabond.

Les couleurs sont nettes, précises, brillantes, et, pourtant, ce sont celles du songe, comme s'il arrivait que le songe ait le même poids, le même éclat que le réel. Là est sans doute la réussite de Peské et Marty : toutes les géographies dans lesquelles nous entraîner le paria sont géographies de cette terre, avec leurs cailloux, leurs herbes, leurs isbas ou leurs yourtes, leurs derviches, leurs sables, leurs torrents, et c'est néanmoins par les sentiers de l'imaginaire que nous pérégrinons.

La dérive de l'homme perdu

On ne résumera pas la dérive de l'homme perdu. Celle-ci trace un labyrinthe compliqué qui entrelace ses chemins entre un monastère du Caucase, les splendeurs défuntes de Samarkand ou de Boukhara, les tentes des nomades kirghizes, les charmes de la vallée heureuse, dans l'Altaï, le marché bigarré de Semipalatinsk, les dunes de sable de la Perse, la hlancheur des neiges sibériennes. Mais ce labyrinthe semble toujours sur le point de se défaire, à la manière d'un mirage, ce qui donne une fragilité étonnante, dangereuse, précaire, à chacune des aventures du pèlerin. En même temps, c'est

à une quête initiatique que nous sommes conviés, car on suppose bien que si le tsar Alexandre monte la comédie de la mort pour sortir d'une société fastueuse, hypocrite et dévastatrice, ce n'est point pour le seul plaisir de se transformer en mendiant, mais parce qu'il est à la recherche d'un royaume qui n'est point de ce monde.

On pourrait se distraire à décrypter les épreuves du malheureux en utilisant quelques codes ésotériques ou symboliques, apparier par exemple les aventures de l'homme sans identité et celles de la quête du Graal, ou de certains contes zen

Ici, le chemin se perd est le seul livre que fient en commun Pierre Marty et Antoinette Peské. Pierre Marty est mort, tandis qu'Antoinette Peské mène une vie retirée. Elle est âgée de plus de quatre-vingt ans. Lorsqu'elle était encore une enfant, ses parents la firent remarquer de Guillaume Apollinaire. Plus tard, au début des années 30, elle écrivit un roman passionnel : *La Boîte en os* (voir « Le Monde des livres » du 8 juin 1984).

ou tibétains. Nous n'esquisserons pas même ce travail, on cette cuistrerie, mais on ne saurait négliger que l'innocence de ce livre dissimule un jeu blasonné et toujours emblématique.

Dans ces sortes de quêtes, les femmes — avec quelques autres ingrédients, comme les animaux, les sourds-muets, les aveugles, l'or, les rivières ou les forêts — jouent par tradition un rôle décisif. Le vagabond ne manque pas

à la règle. Des femmes, il en connaît de toutes sortes, qui le mèneront aux portes du paradis ou dans les coupe-gorge de l'enfer. Sarasya, la souillon, l'humble prostituée, démaie de beauté, mais dont le cœur n'est qu'amour, aurait peut-être tendu au voyageur une passerelle vers le bonheur, si un décret, fulminé à coup sûr par les puissances supérieures, ne l'avait tuée net en l'ébouillantant.

La femme qui la remplace, la tzigane Malouzia, est plus pénible. Belle, dépravée et insaisissable, elle est la tentation de l'infamie. Elle veut, dit le vagabond, que « je la croie chienne et que je l'aime chienne, comme un chien. Et j'y consens. Je ne voulais pas me leur-rer, ni la chasser. J'épousais son abjection, je la faisais mienne ». Pauvre bonhomme ! Ce n'est pas avec une créature pareille qu'on a des chances de croiser les chemins du bon Dieu, et l'errant serait bien près de choir au néant si la tzigane, un beau matin, ne disparaissait soudain, se contentant à l'avenir d'infecter ses nuits.

Dien a des cruautés de l'auve

Vient la troisième femme, Masha, rencontrée chez les Jieux Croyants. Celle-ci est épatante : un pays exquis, une jolie maison, un cœur généreux, et l'errant est décidé à se fixer. Il va jeter son bâton de nomade et entrer au royaume de la joie, mais cette joie n'est pas la bonne, et un ange, qui est probablement la

fille du tsar Alexandre, la douce morte de 1824, l'oblige à rompre. La chère et gentille Masha sera délaissée, car les desseins de Dieu ne sont pas seulement impénétrables. Il a des cruautés de fauve.

Sur la fin du livre, voici un moine bouddhiste qui enseignera des sagesse difficiles. Difficile est aussi la lecture de ce trop long passage. On nous expliquera sans doute que le sens de toute la quête est enfermé dans ces cent dernières pages, auprès du moine mongol, et que le livre se dévoile enfin dans le miroir des spiritualités orientales. N'en doutons point, mais regrettons-le : les conversations sur le nirvana, le karma, le Petit et le Grand Véhicule, sont harassantes. Et le plaisir candide que nous prenions à la lecture de ce roman s'alourdit soudain.

Reste un beau livre d'aventures : débauche et délire, hantes lumières tournantes, femmes éblouies, errances, paradoxes et égarements, morts et coïncidences, il ne manque rien à cette fable qui nous conduit, à son terme, en ce lieu indiscernable où « tous les chemins se perdent ».

GILLES LAPOUGE.

★ ICI, LE CHEMIN SE PERD, de Peské-Marty. Edit. Phébus. 500 p., 98 F.

Poèmes de la BOMBE ATOMIQUE réunis et présentés par ALAIN BOSQUET (Choix de textes du monde entier) LE HAMEAU Éditeur 15, rue Servandoni - 75006 PARIS

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Les sentiers de Juan Goytisolo

JUAN GOYTISOLO, qui est l'un des écrivains espagnols les moins « convenables » d'aujourd'hui, hante trois lieux. Il y a New-York, où il donne des cours et conférences. Il y a Marrakech, où il cueille la fleur des jours, écrit ses livres et respire à sa convenance. Le troisième lieu est plus étrange encore : c'est l'appartement parisien de Juan Goytisolo, un septième étage dans le quartier du Sentier, quelque part entre le cinéma Rex et la place du Caire. La porte Saint-Denis n'est pas loin, et le bariolage des cultures, des mœurs ; le mélange des parlers et des coutumes ; le viol de l'Occident (en quelque sorte) s'y devine à fleur de pavés. L'auteur de *Juan sans terre* a besoin de ces trois axes, ils le font graviter autour de l'essentiel, dont il ne cesse de parler d'une manière plus ou moins implicite : l'Espagne.

Une Espagne retrouvée

Les deux livres de Juan Goytisolo qui viennent de paraître simultanément en traduction française se répondent et s'accompagnent plus qu'il ne semble à première vue. Le narrateur de *Paysages après la bataille*, l'anti-héros de la rue du Sentier, homme éclaté s'il en fut, se retrouve, en effet, dans les énoncés magistraux du professeur Goytisolo, auteur des *Chroniques sarrasines*.

Ce qu'évoque Juan Goytisolo, dans les *Chroniques*, n'est rien d'autre que cette Espagne d'avant le très catholique Ferdinand, où l'on parlait deux langues et où l'on vivait sur trois cultures : l'occidentale, l'arabe et la juive.

Dès lors, comme le contre-héros de la rue du Sentier, qui a pris pour modèle le révérend



Dodgeon, amateur de petites filles, Goytisolo ouvre à son lecteur les « sentiers », d'une réflexion. Par exemple : comment à l'origine — se constituer espagnol sinon en recourant à un contre-modèle : le Sarrasin, le Maure, l'Arabe, bref l'Autre ? Les siècles qui suivent ne modifient rien, et Goytisolo peut écrire avec justesse : « *La Tuxi du seizième siècle est l'Autre de l'Européen.* »

Sur ce thème du voyage en Orient, Goytisolo a écrit des pages fortes. Il montre comment le texte arabe avait l'expérience, et — donc — comment, dans leurs relations, les voyageurs-narrateurs s'obligent à être fidèles au pré-conçu et au pré-dit. L'Autre est constitué par mes fantasmes : le divorce entre l'Orient et l'Occident est là ! C'est pour-

quoi le héros du Sentier, dans ce livre-puzzle qu'est *Paysages après la bataille*, va mettre en arabe toutes les pancartes indéchiffrées du quartier. Il sera terroriste de hasard, et amoureux de passage.

Les vertus du métissage

Si *Paysages après la bataille* est un ouvrage qui doit se lire dans tous les sens, mais où Raymond Queneau retrouverait ses petits, les *Chroniques sarrasines*, recueil d'essais solidement charpentés, — désignent très nettement la place actuelle : à fuir, à passer de prendre l'Autre pour « simple objet d'un discours explicatif et rationnel ». L'Autre, ici, c'est le « Maure », l'Arabe, le musulman. Le discours dont il s'agit date des origines de la rupture. C'est avec raison que Juan

Goytisolo indique combien les disciples d'Erasmus poëtics protestants furent accueillants pour les Arabes, contrairement aux catholiques qui firent de la Sainte Inquisition une ligne de partage du monde. Goytisolo est à la fois un romancier inconfondible et un critique redoutable : les deux vont admirablement ensemble. Et la lecture du tout est d'un plus salutaire, car elle nous enseigne les vertus du métissage.

HUBERT JUNI.

★ *PAYSAGES APRÈS LA BATAILLE*, de Juan Goytisolo, traduit de l'espagnol par Alina Schimman, Fayard, 185 p., 79 F.

★ *CHRONIQUES SARRASINES*, de Juan Goytisolo, textes traduits par Dominique Chatelle et Jacques Rémy-Zépar, Fayard, 217 p., 85 F.

JEAN DUTOURD ET de l'Académie française. JEAN Le mauvais esprit -EDERN HALLIER

Olivier Orban

« On se croirait dans une bande des Frustrés, chapitre « Tout fout le camp. »

JÉRÔME GARCIN, L'Événement du jeudi

« Leur conversation ? Un vrai régal ! »

JACQUES-PIERRE AMETTE, Le Point

« D'une verve et d'une liberté d'esprit exceptionnelles. »

GILLES PUDLOWSKI, Paris Match

« Le mauvais esprit éclate, fulgurant, à toutes les pages. »

FRANÇOISE DE COMBEROUSSE, France Soir

Écoutez la dissonance !

BERNARD FRANK, Le Monde

OLIVIER ORBAN

LES ÉCRIVAINS ET LE VOYAGE

Nos grands livres d'apprentissage

DE l'Odyssée d'Homère aux Exercices de style de Raymond Queneau, la littérature occidentale a conjugué toutes les formes possibles du voyage. Nos grands livres d'apprentissage sont aussi des itinéraires : *Moby Dick*, *Robinson Crusoe*, *Gulliver*, *Alice*, *Le Petit Prince*... et il est rare que les best-sellers d'aujourd'hui n'aient pas recours au dépaysement. Plus qu'un genre littéraire, il semble même que le voyage soit consubstantiel à l'acte d'écrire : voyez Roussel, voyez Barthes, voyez Butor.

L'écrivain en voyage est devenu une figure emblématique de l'Occident. Il prolonge à sa manière la tradition du récit chamanique, car il va glaner dans le monde des images qui, en retour, devraient nous éclairer sur notre

de nous-même. Les plus beaux textes ne sont-ils pas ceux où se croisent l'ailleurs et l'introspection ?

Henri Michaux a proclamé la vanité des voyages. Mais le désenchantement fait partie du genre, et certains, plus sarcastiques que d'autres, construisent leurs récits sur les illusions de l'exotisme. N'empêche qu'il faut avoir fait les frais de l'inconfort, du risque, de l'aventure, ou plus banalement du sentiment d'étrangeté, pour en revenir.

Les temps modernes, en introduisant la vitesse, ont modifié les conditions du voyage. Aussi les écrivains actuels s'intéressent-ils moins au déplacement et insistent davantage sur le séjour. La littérature de l'exil, involontaire ou non, a remplacé, pour une part, la littérature d'évasion.



BERNARD CLÉVEY

Où sont les Artaud, les Cendrars, les Kerouac des années 70 et 80 ? Où sont les Albert Londres, les Joseph Kessel ? En même temps que les grands reporters étaient peu à peu rem-

placés par des « correspondants à l'étranger », les voyageurs freelance renouaient peu à peu à se faire les héros et les paladins de leurs propres reportages. Moins cinématiques, plus discrets, leurs ré-

cits se jugent à l'originalité du regard et à la capacité de rendre l'ambiance sociale. Moins narcissiques, moins désordonnées, moins naïves aussi, leurs chroniques participent du théorique et du vécu. De l'analyse et de l'intuition. Du poème et du politique. La Chine de Simon Leys, le Brésil de Gilles Lapouge, la Grèce de Jacques Lacarrière, le Japon de Nicolas Bouvier, la Panama de J.-M.-G. Le Clézio ou les deux Rimbaud d'Alain Borer (1) ne pâtissent pas d'être comparés à des travaux plus « scientifiques ».

Carol Dunlap et Julio Cortázar, grand amateur de labyrinthes et de canulars, ont fait, en 1982, un « Paris-Marseille par petits parcs ». Ils ont tenu leur carnet de bord et l'ont publié l'année suivante sous le titre : *Les Auto-*

livre parodique fait d'humour et d'observation, de quotidien et de fantastique, annonce peut-être une nouvelle façon de se promener.

JACQUES MEUNIER.

- (1) Jacques Lacarrière : *Terre humaine*, 1976.
- Simon Leys : *Les Habits neufs du président Mao*, Champ Libre, 1971.
- Ondrej Chytil : *« 1018 »*, 1974.
- Gilles Lapouge : *Equinoxiales*, Flammarion, 1977.
- Nicolas Bouvier : *Chroniques japonaises*, L'Age d'homme, 1975.
- J.-M.-G. Le Clézio : *Hat, Skira*, coll. « Les Sentiers de la création », 1972.
- Alain Borer : *Rimbaud en Abyssinie*, La Seuil, 1984 ; *Un sieur Rimbaud se dit agent secret*, L'Asymétrie, 1984.
- (2) Gallimard.

Eloge du dépaysement

(Suite de la page 9.)

Quant aux Chinois, impassibles, sans nerfs, héroïques, ascétiques, chastes sans effort et armés de gènes déjà maoïstes avant la naissance, je les avais découverts tout différents, sensibles, même sentimentaux, et capables de toutes les passions et de toutes les réactions de l'espèce humaine en général. Qu'on puisse manipuler des masses pour leur faire faire exactement l'importe quoi, ou le sait, hélas ! depuis belle lurette, et que les enfants de Bach et de Goethe, ou ceux de Descartes et de Stendhal peuvent faire, en cas de besoin qu'en a l'Etat, d'excellents antisémites ou de parfaits bourreaux. Mais ce qu'apprennent les voyages, c'est que, si les différences culturelles sont considérables entre les peuples, et les contrastes de situations violentement marqués, le noyau humain

reste plus dur sous la dent que ne le croient les jobards.

Vladimir Poutine me faisait remarquer un jour que sur le fil de fer, les équilibristes japonais se servent d'ombrelles. Comme balanciers, que les Russes utilisaient un yagatan et un samovar, les Américains un drapeau étoilé et une carabine du Far West, que les Chinois tiennent un balancier de bambou et deux lanternes de papier, mais que, de toute façon, l'élément constant c'est un homme aux pieds nus sur un fil de fer tendu, et que le reste est secondaire. Le profit du voyage, c'est de découvrir ce qui demeure en place quand on ne reste pas en place. Le plaisir du voyage, ce sont les mille et un balanciers différents que les hommes ont inventés pour se tenir en équilibre sur le fil de la vie.

L'ennui, c'est que peu de voyageurs voyagent. Ils se déplacent et se font transporter, tout au plus. A l'époque où le voyage était un luxe, une entreprise coûteuse et difficile, seuls quelques marginaux et aventuriers découvraient réellement les pays étrangers. Le voyageur aristocratique changeait de salons, de cour, parfois de domestiques, mais sa relation avec le monde demeurerait la même que dans son pays : il fréquentait les grands et se faisait servir par des serviteurs. D'où le double stéréotype, des peuples étrangers, composés, aux yeux du voyageur qui se déplace sans vraiment bouger, de nobles seigneurs (raffinés, généreux, loyaux et lettrés), et de valets (hypocrites, avides, fourbes et perfides). Aujourd'hui, le voyage devient un produit de consommation de masse, le « tourisme » va

d'aérodrome en hôtel sans changer de décor, de boniment, de visages ni de marchandise. Il est si peu assuré, dans la précipitation où, d'une étape à l'autre, le maintien des organisateurs, d'être vraiment allé à Louxor, à Bangkok ou au Niagara, qu'il a besoin de multiplier les photographies pour être certain, au retour, d'avoir vraiment été en Inde ou à Cuba.

Le regard neuf et l'oubli de soi

L'insouciance étant souvent cette vertu qui s'en va par écoulement des horreurs de l'esprit de système, c'est le théoricien de l'immortalité des races humaines qui a le mieux pratiqué une intelligente hygiène morale du voyage. Gobineau est le plus ouvert, le plus

libre et le plus égalitaire des voyageurs. Il saute spirituellement les gens qui « veulent l'homme pareil à eux-mêmes, de même sang, de mêmes habitudes, vivant dans le même milieu », qui, dans un pays étranger, « aperçoivent et n'osent que peu d'individualités, le plus généralement celles de leurs domestiques : encore les méprisent-ils souverainement parce qu'ils ne sont pas vêtus comme eux, ne mangent pas comme eux ». Pour éviter ces travers, couchant Gobineau, « j'ai tâché de répudier complètement toute idée vraie ou fautive de supériorité ».

Une sorte d'approximation profane de cette sainteté à laquelle les religions, même athées, comme le bouddhisme ou le tao, voudraient nous amener, c'est l'état d'esprit du voyageur ou que l'arrachement, délicieux à ses habitudes met en état d'apesanteur. Il est couronné par une grâce fragile, qui ne dure pas toujours. Mais c'est une grâce. Le matin où l'on arrive à Oaxaca ou Mexico ou à Canton, à Tbilissi (Géorgie) ou Phénix (Arizona), pourquoi se sent-on à la fois léger, enjoué et bienveillant ? Parce qu'on est soudain débarrassé des horreurs de la routine, détaché de soi par le dépaysement, et rappelé à la modestie par le sentiment d'ignorance qui nous envahit. L'œil volontaire et agrippé impose le voyage nous restitue la fraîcheur de la première vue et nous rappelle à l'humilité.

Les plus-pauvres-que-la-pauvreté

Comme Gobineau, ou à « répudié complètement toute idée vraie ou fautive de supériorité ». Le voyage comme « exercice spirituel » n'est évidemment qu'un ersatz du véritable détachement et d'un profond ressourcement. C'est un état intérieur de quasi-lévititation, mais aussi précaire, aussi superficiel et peu mérité que la légèreté euphorique procurée par le hashish ou certaines drogues psychédéliques. Le regard neuf, l'oubli de soi, l'extrême attention donnée aux autres, aux nouveaux venus, cela fait du bien, mais cela ne dure pas. Au reste, l'anti-voyageur existe aussi, produit par milliers d'échantillons dans les usines à tours-pour-touristes. Celui-là va partout réclamant, s'il est français, son bifeck pommes frites, son Ricard et sa jelle, et dans les autres nationalités leurs aussi tristes équivalents.

La veille du marché de Chiebi-castanango, les petits Indiens Quichés courbés, le front tirant sur la sangle du fardeau, chargés comme bêtes de faix, qui descendent à petits pas pieds nus dans la montagne. Avant d'aller débaler

leur leur cargaison au marché, ils iront brûler de l'encens dans de vieilles boîtes de Coca-balançotes au bout d'une anse en liane, en l'honneur des dieux indiens et de la Vierge Marie, sur les marches de l'église coloniale. Dans la réserve hopie de Moencopi, les célébrations de la fertilité et les cérémonies pour obtenir l'eau, où les ouvriers hopis d'El Alamo ont laissé leurs bleus de travail à la maison pour redessiner sur leur peau nue les peintures corporelles sacrées et revêtir le pagne de cuir tissé. Dans les maisons de terre sèche de la Takrouna, au-dessus du Sahel tunisien, on dans les bidonvilles de la Ville des morts au Caire, dans le cimetière Al-Quarafa transformé en cité de la misère, les plus-pauvres-que-la-pauvreté couverts de mouches dans les déjections.

Hier, les penseurs du siècle de la semaine et les vents dominants expliquaient que les pauvres du monde sont pauvres parce que les riches sont riches. (Ça ne doit pas être aussi simple.) Aujourd'hui, le vent inversé explique que les pauvres du monde sont pauvres parce que leurs « dirigeants » les exploitent aussi efficacement, et peut-être plus féroce, que les colons de jadis ou les compradores d'hier. (Ça doit tout de même être plus compliqué.) Le fait premier demeure, leçon inoubliable de la plupart des voyages : le bien-être est le privilège de peu. La pauvreté, le dénuement et souvent la famine sont le lot de la plupart. L'axiome de Rochefort est toujours valable. Il n'y a qu'à actualiser les chiffres et se dire qu'on peut être sujet sans qu'il y ait de monarchie. « La France compte cinquante-cinq millions de sujets, sans compter ceux de mécontentement ».

On a beau se dire que toute inégalité et toute revendication sont relatives, et que le maugre est naturel à l'homme, même comblé, on sourit parfois d'entendre ses compatriotes gémir quand on a vu les hommes mourir de faim en Afrique, les hommes mourir d'injustice et de tortures au Guatemala, les hommes mourir d'efforts inhumains en Asie, et sans aller à ces extrêmes, quand on a simplement vu une queue de ménagères à Varsovie ou à Moscou, les bidonvilles de Mexico ou les trottoirs de certains coins de Harlem. Ce que le voyage enseigne aussi, c'est à savoir plaindre avant d'oser se plaindre, et si l'on peut, à aider et servir, plutôt qu'à s'aider et se servir.

Rien ne vaut l'ivresse du départ, sinon la douceur du retour. Qui n'est pas seulement le retour à un lieu, mais qui peut être — aussi — un retour sur soi.

CLAUDE ROY.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Bris, colle

(Suite de la page 9.)

DONC, le jeune Desnos veut échapper à la trinité castratrice Rimbaud-Mallarmé-Lautréamont. Repasser par Nerval ? Il y a cru (voir ses réflexions sur la poésie, dans *Destinée arbitraire*). Mais cela ne suffit pas. Il faut annexer à la poésie les domaines qui paraissent incompatibles avec le « satané langage noble ». Via Villon, par exemple. Via le subconscient, aussi : et c'est la plongée tête baissée dans la rêverie, l'hypnose, avec l'espoir de réconcilier lyrisme et canaille, sublime et burlesque. En vers comptés, en quatrains ? Pourquoi pas. La vraie licence poétique n'est-elle pas de ne rien exclure, y compris les corsets anciens, les antiques parapets ?

Marie-Claire Dumas éclaira notre lecture en professeur de Sorbonne qu'elle est. Contrairement à un préjugé obscurantiste très répandu en poésie, l'émotion gagne au décortiquage conceptuel. L'intérêt se déplace de la chose représentée vers le tournant capital du poète, qui est : comment dire plus, autre chose, n'importe quoi.

D'où l'escalade, puis la désescalade, dans la trinité trinitaire machine des mots. Les opérations accomplies par Desnos portent des noms savants : elles recouvrent des tentations courantes. Exemples : traiter en style noble d'un sujet familier (*Ode à Coco*), ou l'inverse (*Le Fard des argonneuses*) ; retourner et concasser des propositions majestueuses jusqu'à en faire de la charpie, comme les durs Dumas avec les *Paraphes de Pascal* ; jouer à perte de vue avec les homonymies et les homophonies telles que « obèses opulents » mis pour « au plus lent ».

Duchamp avait lancé ce genre d'à-peu-près en chaîne, attribués à « *Rrose Sélavy* » (Eros, c'est la vie). Desnos reprend la balle au bond. Cela va de la contrepétition dialectique du type « molla de la fesse » aux rébus, alliterations et permutations les plus insondables. « *Au ricochet des flots* », s'écrit bien : « *ô ris, cocher des flots* », ou : « *Aurlo, huphet des flots* ». Jeu de vacances en or. Essayez, par le biais des fautes défectives. Rien assuré, et trouble garanti. Si les sons commandent au sens, où va-t-on ?

C'est bien ce qui fascine Desnos : ne pas savoir où on cycle amène (houx, ce cyclamen : OK ?). Le Vrai et le Beau périclitent d'un coup, délégués (des liti-caisses : délit, qu'est-ce ?). Plus c'est bête et laid, mieux c'est. La substance sonore signifie à sa guise. L'éphémère fleurit et avoue son creux d'équation retournable. Les mots-valises font l'amour. Naissent des monstres, peignés et hirsutes. Dans *Des-nos*, il y a destruction du savoir. Nous voilà en plein. Les livres servent, aussi, à saper la confiance. Après, on marche sur les mots d'un autre pas ;

comme sur une neige meringuée. Crissement d'esplanade battue. (Ne cherchez pas, ce n'est pas une, de contrepétition : nulle coquetterie clandestine à déboucher ; car la genre veut de la verdure à faire rougir les comtesses. Dieu sait pourquoi !)

DESNOS mort — à quarante-cinq ans (1), déporté, tant il est vrai que les mots fous mènent à tout, même à l'héroïsme. — la flamme de la gémme verbale a été reprise au vol par des espérances en tous genres : Audoubert, Leiris, Claude Roy, Roubaud.

Le lacanisme a sévi, sur ces entre-faites (entre-faites). Autour des années 70 et de l'axiome « langage et inconscient, même structure », on a vu déboucher le calembour à prétention psychanalytique. Hélène Cixous fut la plus prolifique. « *Au non-dupé ers* » pour « *au nom du père* », si les deux peuvent s'écrire, « ce n'est pas un hasard », comme on dit quand on ne sait pas trop à quoi tiennent les choses.

Mémoires ? D'un sens. Mais aussi l'air que le fidèle à l'ancienne n'est plus possible sans puerilité. Et l'enfantillage de ne plus prendre les mots au sérieux, si c'est un enfantillage, fait tâche. Pourquoi la vogue des à-peu-près dans la presse et dans la poésie ? Fascination pour notre confrère satirique du mercredi, Meaque du contrepét ? Réurgences des slogans sobriétaires ? Avatars vulgarisés du lacanisme ? Hymne indirect à la supériorité que le langage conserve, sur l'image, de s'avouer, en même temps qu'il assène, non fiable ?

J'ai lu quelque part que le goût du calembour avait à voir, sous couvert de jovialité absolue, avec un instinct d'auto-destruction. Serions-nous au bord du suicide collectif ? Hélas ! je ne retrouve pas la référence, et salue des autorités interrogées n'ont pu me mettre sur la voie. L'ai-je rêvé ?

Dans le doute, faisons confiance à Freud pour qui le mot d'esprit ne signale rien de si fâcheux. Ce serait seulement le moyen d'économiser une décharge affective, ce soulagement nous viendrait du Sumoi, autant dire de ce qui reste de nos parents en nous.

Merci à eux !

* CORPS ET BIENS, de Robert Desnos, Poésie/Gallimard, 192 p.

* ÉTUDE DE « CORPS ET BIENS », DE DESNOS, de Marie-Claire Dumas, Ed. Champion, 164 p., 74 F.

* LE MOT D'ESPRIT ET SES RAPPORTS AVEC L'INCONSCIENT, de Freud, Idées/Gallimard, 408 p.

(1) Le 8 juin 1945 au camp de Thérèse (Tchécoslovaquie).

CC Télévisions

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

Chaines nationales : l'un

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

Chaines locales : entre 4

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

Canal Plus reste codé

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

Service public : une ch

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

Diagles du jeu : libert

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

Soutien à la création : u

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

Le satellite : entre le public

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

La presse écrite : maintien

La chaîne nationale de télévision CC Télévisions a été créée par le conseil d'administration de la chaîne nationale de télévision CC Télévisions. Elle a pour but de promouvoir la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision. Elle a pour objectif de développer la production française de programmes de télévision.

مركز الأمل

05.1.1985

communication

Télévisions privées : réactions hostiles de l'opposition

La majorité satisfaite, l'opposition très critique, les communistes hostiles. Telles sont les réactions après les décisions prises par le conseil des ministres, mercredi 31 juillet, en faveur de l'ouverture de nouvelles chaînes de télévision privées.

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, estime qu'« il s'agit de la création d'un modèle français original dont le maître mot est l'équilibre ». Le secrétaire national à la culture du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, parle de la même manière d'une « ouverture raisonnable et équilibrée ».

Pour la droite, le reproche majeur est l'absence de libéralisation réelle. « Ce n'est pas du tout un

système libéral », estime M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et les nouvelles chaînes seront « des télévisions semi-publiques ». Pour M. Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, « les cartes sont truquées », c'est « du bricolage prélectoral, une magouille ». M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, parle de « pseudo-progrès, une sorte de libéralisme tenu en laisse », tout comme M. Jacques Baumelet, député RPR des Hauts-de-Seine, qui estime que les nouvelles chaînes, « faussement indépendantes, resteront indirectement contrôlées par le pouvoir ». M. Jean-Marie Rausch (UDF), président de l'Asso-

ciation nationale nouveaux médias, déclare que « la vraie libéralisation aurait consisté à confier la première ou la deuxième chaîne à un grand groupe ou à plusieurs grandes entreprises, et la troisième à l'ensemble de la presse régionale ».

Ces jugements sévères contrastent avec les premières réactions des milieux professionnels, dans l'ensemble favorables. L'Union des annonceurs exprime sa « satisfaction », le Réseau autonome de télévision (RATV), qui regroupe plusieurs dizaines de projets locaux, apprécie la réponse faite « au besoin d'expression locale par la télévision ». L'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale (USPQR), qui avait été très critique à

l'égard du rapport Bredin, « prend acte » des modifications apportées par le gouvernement, sans les condamner. Du côté des personnels de la radiotélévision, le puissant Syndicat unifié de radiotélévision (SURT-CFDT) juge les décisions « positives ».

Cette modération, voire cette approbation, se retrouvent dans la presse, dont les commentaires sont mesurés. Le *Quotidien de Paris*, notamment, reproche à certains de ses amis de l'opposition de faire la fine bouche et estime que « toute brèche au monopole est bonne à prendre ». Mais pour l'*Humanité*, l'organe du PCF, les décisions gouvernementales sont une « liberté pour les appétits financiers ».

• Chaînes nationales : l'une chante, l'autre pas

Le gouvernement reprend la proposition contenue dans le rapport Bredin qui définissait deux réseaux multivilles pouvant desservir une soixantaine d'agglomérations, et à terme 40 % de la population.

Le premier réseau, destiné aux jeunes, sera affecté à une chaîne à dominante musicale et pourrait fonctionner dans quelques villes et une partie de la région parisienne au

début de 1986. Des tours de table ont d'ores et déjà réuni autour du projet Europe 1, Publicis, Gaumont, NRJ, Filipacchi et le Club Méditerranée. D'autres candidats, telle la maison de disques Virgin, se mettent également sur les rangs.

Le second réseau aura une vocation plus généraliste, ses programmes devant être relayés plus tard par le satellite TDF 1.

Qui en sera maître d'œuvre ? « Rien n'est encore décidé », affirme M. Fillioud. Mais on sait que RTL est un candidat pratiquement incontournable puisque déjà demandeur d'une fréquence sur le satellite et d'une fréquence au sol.

Les deux réseaux feraient l'objet de concessions de service public décidées par l'Etat.

• Fréquences : certaines disponibles avant 1986

Une partie « significative » du réseau de diffusion pour les nouvelles télévisions pourra être disponible avant la fin de l'année. C'est ce qu'a promis M. François Schoeller, PDG de Télédiffusion de France (TDF), au cours d'une conférence de presse réunie le 1^{er} août. Des fréquences sont disponibles dans la plupart des soixante-deux plus grandes villes retenues par TDF pour son étude, fournie en temps utile au gouvernement et à M. Jean-Denis Bredin (voir carte).

avec des émetteurs de faible puissance, des stations « ultra-locales ».

Le coût des investissements pour TDF est important : 345 millions de francs pour les deux réseaux multivilles, 40 millions de francs pour des installations provisoires (pour démarrer plus vite) et 50 millions de francs pour les stations locales. Si l'on veut doubler les émetteurs, pour « sécuriser » les chaînes, il en coûtera 155 millions supplémentaires. Un coût qui serait alors supporté par les futures chaînes, qui paieraient en cas contraire un tarif inférieur à celui du service public.

Dans trente-quatre de ces villes, on pourra décaler une troisième fréquence pour la télévision locale ; une quinzaine d'autres villes, plus petites, pourront aussi en bénéficier. D'autre part, il n'est pas impossible de faire fonctionner un peu partout,

part, le Conseil national de la communication audiovisuelle pourra en permanence contrôler son travail ; d'autre part le service des fréquences sera ouvert à tous les partenaires intéressés. Mission a été donnée au nouveau sous-directeur, M. Denis Laroque, d'en faire « une maison de verre ».

M. Schoeller a indiqué en outre que la rapidité d'installation des moyens de diffusion était liée aussi à la capacité de trouver des sites convenables pour les émetteurs. Pour Paris, par exemple, la tour Eiffel est préférable à la Tour de Roumainville. Ces difficultés liées aux sites touchent actuellement plusieurs millions de personnes sur l'ensemble du territoire.

• Chaînes locales : entre 40 et 50

Une quarantaine, dans un premier temps, annonce le gouvernement, qui déposera dès la mi-septembre devant le Parlement un projet de loi confiant à la Haute Autorité la mission de leur délivrer des autorisations. En attendant cet aménagement

nécessaire de la législation, les candidats pourront avoir accès aux espaces disponibles sur l'antenne de FR 3 pour présenter un prototype de leur projet. Plus de 400 candidatures ont déjà été enregistrées à la Haute Autorité, des plus fantasistes

aux plus sérieuses. Enfin, ces stations locales ne resteront pas strictement locales : elles pourront si elles le désirent se regrouper en réseau de programmes ou constituer des centrales d'achat.

• Canal Plus reste codé

Cryptée, financée à la fois par la publicité et par les abonnements, et desservant en décembre 1985 90 % du territoire, la chaîne payante

conserve sa formule actuelle. Le communiqué du gouvernement suggère simplement que Canal Plus

« devra s'adapter au nouveau contexte audiovisuel » : en clair, faire la preuve de sa viabilité économique.

• Le service public : une chaîne culturelle

Le service public reste dans la course, puisque c'est lui qui est appelé à devenir l'opérateur d'une chaîne culturelle et éducative de haut niveau diffusée sur le satellite TDF 1. Le projet présenté par Pierre Desgraupes reçoit l'approbation du gouvernement, qui, décidé à faire un effort particulier pour assurer son démarrage, débloque

700 millions de francs de financement budgétaire (par abaissement du taux de TVA sur la redevance).

C'est FR 3 qui accueillera cette chaîne culturelle, avant sa montée sur le satellite. La troisième chaîne, qui dispose de fortes capacités de production et de nombreuses plages horaires disponibles, va d'ailleurs se

trouver au centre du nouveau dispositif : elle accueillera la chaîne culturelle et les programmes éducatifs chers au président de la République, abritera les préfigurations des télévisions locales et inaugurera dès la rentrée une stratégie de réseau en portant de douze à vingt-trois le nombre de ses relais de programmation régionale.

• Les règles du jeu : liberté contrôlée

Elles seront définies avec précision lors de la négociation des concessions de service public pour les deux réseaux nationaux et inscrites à l'automne dans la loi sur la communication audiovisuelle en ce qui concerne les stations locales. Mais M. Fillioud a déjà précisé quelques axes essentiels de cette réglementation.

L'Etat, à travers Télédiffusion de France (TDF), reste maître de l'infrastructure technique pour la diffusion des programmes. Il s'agit de garder une cohérence globale dans l'aménagement des ressources hertziennes, d'éviter la course à la puissance et les brouillages que l'on a connus avec les radios privées, mais aussi de pouvoir intervenir rapidement en cas de non-respect des cahiers des charges. Le plan de

fréquences établi par TDF sera néanmoins soumis à l'examen critique du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA).

Les programmes des nouvelles télévisions seront soumis à certaines règles : part de création originale, pourcentage de programmation française et européenne, autant de quotas progressifs qui ne sont pas encore fixés. On sait déjà que les chaînes privées devront respecter le même cahier des charges que le service public en ce qui concerne le cinéma (délais de passage et jours de programmation des films). La publicité ne pourra pas interrompre les programmes.

L'accès au financement publicitaire reste contingenté : édition, immobilier et distribution commer-

ciales sont toujours interdits d'antenne. Cette limitation, qui pourrait être assouplie progressivement sur certains secteurs, a pour but essentiel de protéger les ressources de la presse écrite. Pour clarifier la concurrence publicitaire avec le service public, le gouvernement a décidé de maintenir le plafond de ressources de ce dernier, tout en réévaluant ses tarifs, qui, trop bas, auraient fait une concurrence déloyale au secteur privé.

Enfin, aucun partenaire ne pourra être majoritaire dans l'exploitation d'une station locale (cette disposition ne concerne pas les deux chaînes « multivilles »). Le gouvernement doit étudier une disposition limitant la participation d'un même investisseur dans plusieurs télévisions.

• Le soutien à la création : une épargne obligatoire

Le développement de programmes originaux reste le souci majeur du gouvernement, qui a décidé de généraliser le mécanisme du fonds de soutien déjà appliqué au cinéma, à Canal Plus et au câble. Un prélèvement sur les recettes de toutes les chaînes, publiques comme privées, alimentera directement la production cinématographique et

audiovisuelle française. On parle d'un montant de 5,5 %, dont 4 % ira à l'audiovisuel et 1,5 % au cinéma. Pour amorcer la pompe dès la première année, le gouvernement envisage une contribution budgétaire qui pourrait atteindre 200 millions de francs, prélevés sur les 700 millions de francs obtenus grâce à l'abaissement du taux de la TVA

sur la redevance. Les pouvoirs publics pourraient négocier aussi une réduction du nombre d'heures que les chaînes publiques sont obligées de commander à la Société française de production (SFP), afin que cette dernière ne domine pas le marché aux dépens des sociétés privées.

• Le satellite : entre le public et le privé

Le gouvernement n'a pas suivi M. Jacques Pomonti dans son projet de chaînes thématiques alimentées par différents partenaires européens. Le sort de deux des quatre canaux est déjà fixé : l'un sera réservé à la chaîne publique à dominante culturelle et éducative, l'autre à la chaîne privée « généraliste » qui pourra

ainsi toucher une audience supérieure aux soixante villes que son réseau terrestre lui permet d'atteindre.

On peut penser que les négociations vont reprendre entre la France et le Luxembourg sur les projets de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (un canal en allemand,

un canal en français). Il restera peut-être un canal, sur les quatre mis en service par TDF 1, à la fin de 1986, disponible pour une télévision étrangère. Les discussions sur la constitution de la société de commercialisation devraient reprendre très rapidement en fonction de ces nouveaux objectifs.

• La presse écrite : maintien des aides

Le gouvernement a été sensible au risque que fait peser le développement de la télévision privée sur les ressources de la presse écrite.

D'un côté, il autorise les entreprises de presse à se diversifier dans

l'exploitation de stations de télévision ou la production de programmes.

De l'autre, il pérennise les mesures en faveur de la presse : TVA limitée à 4 %, fonds d'aide aux

quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire.

La loi de finances pour 1986 devrait reconduire toutes les autres franchises dont bénéficient les journaux.

La droite et les communistes hostiles à « l'ouverture »

(Suite de la première page.)

L'arbitrage du 31 juillet est clair : les socialistes n'investiront pas les télévisions privées pour garder, en cas de défaite électorale, un contrôle sur les médias. M. François Mitterrand et ses conseillers ont ébauchi une autre stratégie politique : bâtir très vite un dispositif solide qui, rassemblant la majorité des entreprises du secteur et la quasi-totalité des investissements disponibles, ne pourrait être que difficilement ébranlé par le retour de l'opposition au pouvoir.

Qui peut, en effet, sérieusement s'opposer à la création d'une chaîne culturelle à vocation européenne ? Comment contester une télévision musicale destinée aux jeunes ou un réseau négocié avec RTL en échange de la location de deux canaux sur le satellite de télévision directe ? Peut-on remettre en cause un schéma dans lequel cinéma, radios périphériques, presse écrite et groupes financiers veulent investir rapidement parce que les bonnes places sont en nombre nécessairement limité ?

M. Alain Madelin, porte-parole de l'UDF, a beau menacer : « Ceux qui ont accepté de jouer avec le gouvernement... prennent le risque de voir les cartes redistribuées en 1986 », il sait sans doute qu'il est déjà trop tard. On ne pourra plus privatiser FR 3, comme le souhaitait M. Robert Hersant, alors que régionalisation, ambition culturelle européenne et contenu éducatif y seront étroitement liés, selon le vœu de M. Serge Moati. Il sera difficile de toucher à Antenne 2, TF 1 ou Canal Plus sans rencontrer l'opposition des propriétaires de télévisions privées, résolus à se défendre contre la concurrence. On peut parler sans ris-

ques que les concessions de service public qui leur seront attribuées comporteront des clauses de protection financière contre toute modification du paysage audiovisuel.

Ainsi l'opposition voit sérieusement compromise la mise en œuvre de son programme électoral sur la communication, à moins de provoquer lors de son arrivée au pouvoir un bouleversement qui constituerait une menace pour toutes les entreprises du secteur. D'où son embarras devant un contrepied politique éloquent mais qui ne sert pas exclusivement des intérêts partisans.

Si l'on veut soumettre à la critique les décisions du 31 juillet, il faudra chercher ailleurs. Se souvenir par exemple que la gauche avait promis en 1982 un tout autre modèle de développement pour la communication en France. Le plan de câblage mariait alors dans la même économie télévision et télécommunications, services interactifs et consommation passive, dialogue avec les banques de données et divertissement. La logique de l'abandon du contre-balançait sur ces réseaux le pouvoir de la publicité, rapprochant la circulation des images des besoins sociaux, donnait naissance à des programmes plus « ciblés », échappant à la dictature de l'audience. Surtout, le câble tissait un lien étroit entre un pari culturel et un défi industriel générateur d'emplois et de richesses.

Le temps a sans doute manqué à la gauche pour poursuivre son rêve. L'impatience, la pression d'échéances électorales, ont imposé une logique de développement plus classique, plus proche du grand modèle américain. Demain, c'est la publicité et la quête de l'audience

maximale qui risquent de dominer toutes les chaînes publiques et privées.

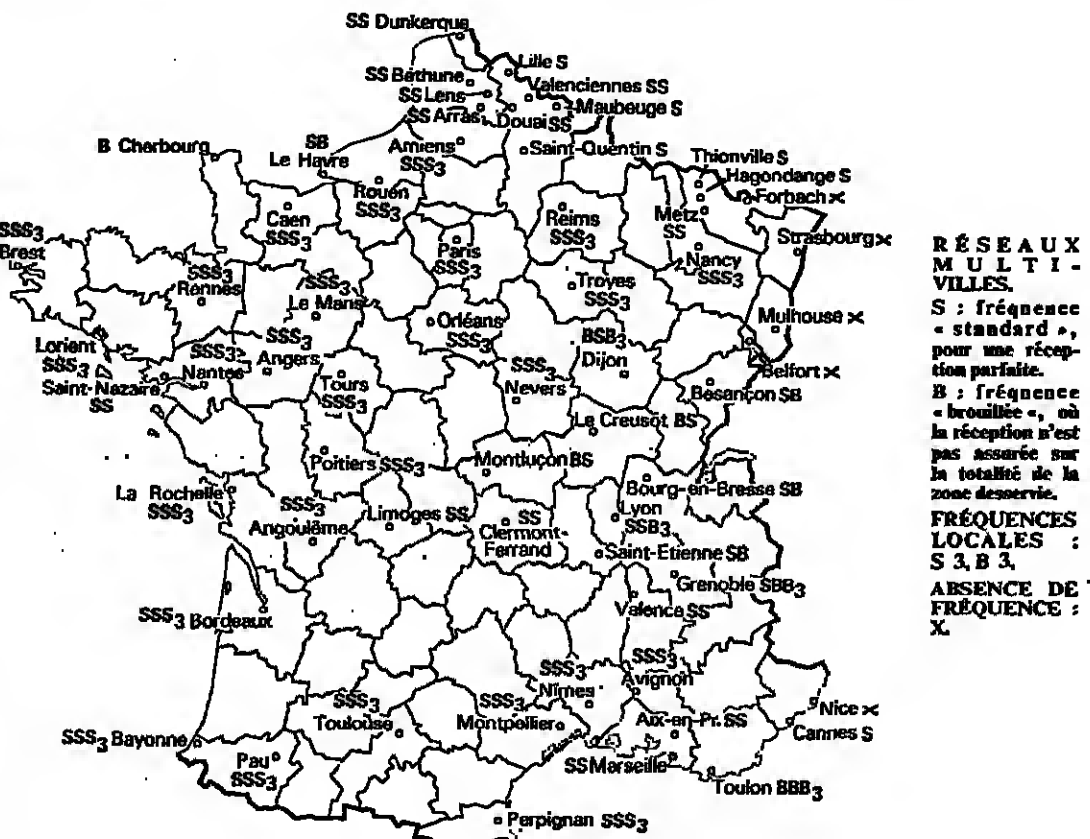
Certes les pouvoirs publics ont balisé cette voie commerciale de garde-fous : fonds de soutien aux industries de programmes, chaîne culturelle, interdiction de couper les émissions par spots. Mais le doigt une fois mis dans l'engrenage, il sera difficile d'éviter des programmes stéréotypés, comme en témoignent les expériences néerlandaise ou italienne.

Qui peut aujourd'hui prévoir les conséquences sociales d'une telle évolution ? Qui peut répondre à la menace d'une France coupée en deux, celle des villes, copieusement arrosée de programmes gratuits, celle des zones rurales, qui n'aura d'autres ressources que l'équipement coûteux en paraboles pour satellite ? M. Jean-Denis Bredin, dans son rapport, avait mis en garde : « La télévision privée peut, en quelques années, apporter un supplément de culture et d'intelligence, mais, faute de précautions, elle pourrait être le chemin d'une régression irrémédiable ».

Il faut espérer que les grands parisiens industriels survivront à cette reconversion, que le câble progressera, entraînant avec lui la filière opto-électronique et la vidéocommunication, que le satellite qui, avec la norme D2 MAC, est la planche de salut de l'électronique européenne face aux Japonais, trouvera son équilibre économique. Sinon, ce beau contrepied politique sera chèrement payé.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Lire en dernière page un entretien avec M. Georges Fillioud.



SPECTACLES

FESTIVALS

AVIGNON

Retour aux sources

Le Festival d'Avignon s'est terminé le 31 juillet. Il suffirait de résumer : c'était bien cette année, bien et beau. « Il y a des choses où trois mille mots trois mille mots de pas assez », dit à peu près Rosa Colfield, héroïne de Faulkner.

Cette phrase nous revient, terriblement insistante. Il nous semble la réentendre dans ses modulations, telle que Laurence Mayeur la « sortait » du fond douloureux d'elle-même à la chapelle des Pénitents blancs (1).

Il se passait là quelque chose de grave qui s'appelle le théâtre : un mystère sur lequel rêve Valère Novarina dans son texte *Pour Louis de Funès*, un monologue, un morceau de roi qu'André Marcon a su prêter et qu'il se promet de reprendre à la rentrée.

Il écrit, Novarina : « Je voudrais qu'on éteigne la lumière sur le théâtre maintenant, et que tous ceux qui savent, qui croient savoir, reviennent au théâtre dans le noir, non pour encore et toujours regarder mais pour y prendre une leçon d'obscurité, bûche en pénombre, souffrir du monde et hurler de rire, souffrir du monde, du temps, des nombres, des quatre dimensions, entrer dans la musique. »

Avignon 85 n'a l'éclat de l'ombre ? Dans cette obscurité, il y eut Alain Cuny lisant tout seul à une table des pages de Strindberg (*Ille de mort*). Et la voix de Cuny dans le noir fut un miracle.

Noir, nuit : comme par hasard, deux spectacles avaient pour titre *Nuit d'Irlande* et *La Nuit de M. Lucienne*. Comme par hasard, le sommet du Festival était la nuit complète du *Mahabharata*, et l'un se bécotaient pour des tickets jusqu'à frôler le marché noir (remplissage des gradins à 120 %).

Chercher encore ? Macbeth est une tragédie nocturne ; *Lucèce Borgin* : une œuvre de jache d'encre, jouée dans l'effluve de la nuit ; comme l'a déclaré Vitez, redoublant d'éloquence scintillante en une conférence de presse où il n'a pas craint de citer le *Fil de l'épée*, du général de Gaulle, pour expliquer que l'éclairage des têtes au théâtre profitait après chaque guerre des progrès techniques des éclairages dans les combats... Tragédie-stratégie à jamais liée ?

La guerre... Elle était là celle-là aussi, à travers les choses montrées on dices de spectacle en spectacle, au cirque sombre de Kantor (fréquent également à 120 % de la capacité de la salle) jusqu'au *Savon*, cette chose dont Francis Ponge considérait la texture pendant l'Occupation où l'on en manquait (succès public à 100 %).

Et puis nous voici au *Savon*, parlons donc de l'eau, un élément quasi omniprésent de plateau en plateau. Dans *Macbeth*, Denise Genoe, nuval des robinets, Jérôme Derre, dans le *Groom*, de Jean Vautrin, par Chantal Morel, se lavait compulsivement les mains dans un bidet portatif, là-bas, dans la carrière de la tribu Brook, on avait creusé une vraie rivière et un lac miniature.

L'eau, la guerre, la nuit

Et ne parlons pas des Cartes blanches aux acteurs, montées - un peu trop vite, hélas ! - en l'honneur du retour à Avignon du Théâtre ouvert de Lucien Abbon. Les textes choisis par les huit comédiens invités, pour beaucoup, avaient à voir avec la mer, les fleuves. Ainsi Matthé Nahyr, dans ses souvenirs d'un récent voyage en Inde, s'aspergeait la figure et les cheveux, faute d'avoir pu réaliser son rêve d'un spectacle sur un bateau au long du Rhône... et de nuit. Et Dominique Valadé se faisait inonder de la tête aux pieds.

L'eau, la guerre, la nuit comme des leitmotivs ou plutôt des entonnoirs, des correspondances point si fortuites que l'un préférerait la croûte. De même le Kathakali et les cancris de musique indienne étaient autant d'échos au *Mahabharata*. On n'oublia pas de siffler le réclame de Kumar Gandharva, le plus immense vocaliste de la musique indoustan.

La ferveur des Indiens a-t-elle été contagieuse ? Au total, ce Festival ressemblait à une méditation sur le théâtre. On regardait, on écoutait des comédiens souvent seuls, avec rien, rien d'autre que leur voix et leur corps. Ils n'ont été plu-

sieurs, comme Christian Rist, à se mettre ainsi en danger. Une grosse partie de la famille du théâtre, on presque, est venue par vagues successives. Certains oncles, on cousins, on petites-nieces sont restés plus longtemps que d'autres, racontant à ceux qui débarquaient ce qui se passait dans une sorte de bienveillance rare, due peut-être à la tournure d'esprit du nouveau directeur, Alain Crombeque, qui déclarait par exemple : « J'ai horreur de la tauromachie », en annonçant « qu'après tout, Macbeth a rempli à 83 % la Cour d'honneur ».

Au total, ce festival aura drainé cent dix mille spectateurs, soit autant que l'an dernier, en l'espace de moins de représentations. Et si la manifestation a été plus essentiellement consacrée au théâtre, c'est probablement tant mieux.

Et si Vincent, et si Vitez ou Lassez semblent au milieu du paysage un peu en porte à faux, c'est que le théâtre n'a plus rien à démontrer. Tout est cassé. On en est sûr. La crise est là. Mais compte la présence, au long de ces semaines, de tous ceux et celles qui avaient seulement envie de ne manquer aucune des créations, de se nourrir à la source.

Polémique

Pas vraiment de tralala : quelques spécialistes en mondanités en furent déconcertés... Qu'importe. Deux cent cinquante journalistes - dont beaucoup de étrangers - se sont déplacés. Quant aux « professionnels » - tournures, agents n'opérant sur plusieurs pays, représentants des centres culturels français à l'étranger, envoyés des ministères, délégués de la SACD et même de la SACEM, spécialistes du mécénat (2), - ils ont défilé - en nombre et ont tenu leurs réunions et débats.

Ce sont les professionnels de la langue de bois politique que l'on a moins entendus. Il n'y a guère en de harangues. Le PC s'en est tenu à un déjeuner de presse et la Fédération des élus socialistes et républicains à un « dialogue » (à minuit !) autour d'un buffet pour clore une rencontre d'élus sur le thème « Initiatives culturelles et développement local ».

A VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON

« Les Perses », d'après Eschyle

L'opéra naquit dans les dernières années du seizième siècle du désir de faire revivre la tragédie grecque en retrouvant le secret alliage du théâtre, de la poésie et de la musique. Depuis lors, les compositeurs ont régulièrement éprouvé le besoin d'aller puiser leur inspiration dramatique à la source même, c'est-à-dire chez Eschyle, Sophocle ou Euripide. Ces dernières années, on a pu voir ainsi, avec des fortunes diverses, un certain nombre d'œuvres de théâtre musical inspirées par ces textes si grands qu'ils font généralement craquer les habits neufs dont on veut les parer.

En écrivant *Les Perses*, « pièce parlée et chantée d'après la tragédie d'Eschyle », Frédéric Rzewski (né en 1938) était sans doute conscient du risque d'une telle entreprise (il avait déjà composé une *Antigone-Légende* en 1982), aussi, après avoir écrit un livret mieux adapté que l'original à la forme musicale qu'il voulait donner à sa partition, s'est-il soucié de conserver, pour la représentation, la clarté du théâtre parlé. Certes, la déclamation des cinq comédiens est presque toujours soutenue par les musiciens et souvent mêlée aux voix des chanteurs, mais on ne perd jamais un mot du texte. Les chanteurs apparaissent d'ailleurs comme les doubles de certains acteurs, mais le procédé, qui pourrait sembler rapidement lassant, est utilisé avec assez de subtilité et de diversité pour fonctionner comme un écho amplificateur, ajoutant une dimension dramatique.

Selon la tradition depuis *l'Histoire du soldat*, les musiciens sont visibles sur le côté de la scène : habillés de blanc, ils pourraient se confondre avec le décor, composé exclusivement d'escaliers et de paliers blancs eux aussi ; les instruments conservent cependant leur couleur habituelle et se détachent, tout comme les acteurs vêtus de bleu, par allusion, peut-être, à la mer près de Salamine où la flotte perse fut coulée par les Grecs, puisque c'est le sujet de la pièce.

Les musiciens, issus de l'ensemble Musique vivante, sont peu nombreux - six, dirigés par Diego Mas-

sa, on a évoqué le rôle de l'Etat dans l'émergence des régions. On a souligné encore que les idées de mécénat, tout comme de décentralisation, étaient des idées de l'actualité ministérielle, etc. On a constaté que la droite ne prononce pas les mots de « politique culturelle » et se contente de prôner le désengagement de l'Etat, au risque de la municipalisation et du mercantilisme. Dans l'ensemble, des propos d'une prudence d'avant les chambardements électoraux...

Seulement voilà : le 25 juillet, M. Michel Guy, ancien ministre, directeur du Festival d'automne et conseiller en matière de culture des municipalités de Nîmes, Arles et Avignon, a accordé un *Quotidien de Paris* un entretien dénonçant « le manque de grands desseins » et, partant, « l'échec de la gauche dans le domaine culturel ».

Alors, cinq jours plus tard, M. Faivre d'Arzier, ancien directeur du Festival d'Avignon et actuel conseiller de M. Fabius en matière de culture, sous couvert de réplique à M. Michel Guy, donne, dans le journal *le Matin*, son opinion sur son successeur à Avignon. Il lui reproche de naviguer sans se mouiller ni se compromettre entre une municipalité RPR et le conseil général socialiste. Laissons ces nostalgiques et amertumes politiciennes.

Découvrir, inventeur passionné d'événements théâtraux bien avant M. Faivre d'Arzier, Alain Crombeque, l'homme silencieux et attentif, à le respect unanime des artistes. Il défend ce, ceux, qu'il aime. Un point, c'est tout. Il pousse à la création, à la façon d'un « producteur » et, comme il a bon goût et bien de la persévérance, on peut être sûr que le Festival 86 sera à la hauteur ; d'ailleurs, il annonce la venue d'Alfredo Arias (avec Pierre Dux), et qu'à la musique indienne succédera celle de l'Afrique, et à Ponge Nathalie Sarraute. Enfin, *Intolerance*, le film de Griffith sera projeté accompagné par un orchestre, dans la Cour d'honneur.

MATHILDE LA BARDONNIE

- (1) Le spectacle *Je songe au vieux soleil* sera repris au Festival d'automne ainsi que plusieurs autres, dont celui de Kantor.
- (2) L'ADMICAL, notamment, et la CAECL.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
 Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
 (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeu 1^{er} août

théâtre

- BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24), 20 h : Tailleur pour dames.
- CLOTRE DES BILLETES** (523-49-78), 19 h 30 : Le 58 se couche.
- COMEDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Rêveries d'été à l'élysée.
- DAUNOU** (261-49-14), 21 h : le Canard à l'orange.
- DIX HEURES** (606-07-48), 22 h : Soixante ans de mariage.
- ESPACE KIRON** (373-50-25), 20 h 30 : Putain on m'a dit que l'on était un homme (Farid Chopel).
- ESPACE MARAIS** (366-90-14), 18 h 30 : Trombi-Ca-Zar.
- GALERIE 25** (246-63-51), 19 h : Sexualité en danger (Suzanne Lurje).
- LUCERNAIRE** (544-57-34), 20 h : L'Est rigolo ; 18 h : Parions français ; 21 h : Chêne qui pleure ; 21 h 45 : Comédie d'été ; 21 h 30 : Rue des Nuits-Blanches.
- MATHURINS** (265-90-00), 21 h : les seconds ; 20 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : L'été finit ; 22 h 30 : Fil de la vie.
- OEUVRE** (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive au dixième siècle.
- PALAIS-ROYAL** (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.
- PORTE ST-MARTIN** (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.
- POTINIERE** (261-44-16), 21 h : En canard.
- THEATRE D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-endormis ; 22 h : Nous on fait ou on nous dit de faire.
- THEATRE 33** (877-38-03), 20 h 30 : Courtines pas mort.
- TOURTOUR** (887-82-48), 18 h 30 : Merveilleux éponyme ; 20 h 30 : Agathe ; 22 h 15 : Tango pile et face.
- VARIETES** (233-09-92), 20 h 45 : N'oubliez pas nos amis.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-55), 21 h : la Gaspie mal à droite.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

GYMNASSE (246-79-75), 21 h : Thierry le Luron.

TOURTOUR (887-82-48), 22 h 30 : Tango pile et face.

Les concerts

(voir également la rubrique « Festival »)

La Table Verte, 22 h : Ch. Chazet (Dowland, Bach, Villa-Lobos).

Lacourrière, 20 h : H. Jeany (Schubert, Beethoven, Chopin).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : G. Mighty Fies.

FOUNDAIRE ARTAUD (582-66-77), 23 h : Sieste Groussan.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Sany et Sany ; 20 h 30 : Michel Silva.

MONTANA (248-93-68), 22 h : R. Urrutger.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : McCoy Tyner Trio.

PETIT OPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Solal, P. Carlini, T. Rabreau.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : J. Lacroix Jazz Orchestra.

SUNSET (261-46-60), 23 h : D. Lockwood Quartet.

TROIS MAILLETS (354-00-79), 23 heures : Voices of America, Paul Cooper.

Les cafés-théâtres

- ATHLETIC** (624-03-83), 20 h 30 : la Libération ; 21 h 15 : le Fichtelberg.
- AU-BEC-FIN** (256-29-35), 20 h 30 : Chants d'été ; 22 h : Casey Cocktail ; 22 h 15 : Rue d'été des jeunes.
- BLANCS-MATEAUX** (887-15-84), 1. 20 h 15 : Arush ; 22 h 15 h 30 : les Démones jouent ; 22 h 30 : les Sacres Montreux ; 22 h 30 : le Sacre des bêtes frustes ; 22 h 30 : le Sacre du bouillabaisse.
- BOUVIER** (373-47-44), 21 h 15 : Y'en a marre... ça va ?
- CAFÉ D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFÉ DE LA GARE** (549-27-78), 20 h 30 : Riez, riez, profitez-en... ; 22 h : les 15 ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges-mes hommes ; 22 h 30 : Orléans de secours ; 22 h 15 : Ça brûle pas mal ; 21 h 30 : Le chroniqueur châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
- CAFE D'EDGAR** (320-45-11), 1. 20

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 1^{er} août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Histoires vécues** : Bachou, l'honneur des Canaries.
de R. Colombani, adaptation de G. Colonges.
Les mémoires de Bachou, paysan de la Creuse, accablé de dettes et obligé de vivre avec une femme handicapée. Réal. : A. Dhaussy. En deuxième partie, l'honneur des Canaries, réal. : J. Kerchbron. Une « marque » dans les ruines d'un château, troublée par l'arrivée de deux hommes voulant construire un village de vacances.

22 h **D'homme à homme** : le passé perdu et la nostalgie de l'avenir, émission de P. Dumayet. Deux ethnologues, Didier Bonillon et Pierre Lhuissier, procèdent à une vaste enquête dans le parc national des Ecrins (Hautes-Alpes). Ils tentent de comprendre pour quelles raisons les villages se dépeuplent.

22 h 55 **Journal**.

23 h 10 **Choses vues** : V. Hugo la par M. Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Cinéma** : Ah ! les belles bacchantes. Film français de J. Loubignac (1954), avec R. Dhéry, C. Bresson, R. Bussières, R. Luguet, J. Maillet, L. de Funès (Réalisation).
Un ethnologue de police, une danseuse débauchée, un plombier et sa femme perturbent les tableaux d'une revue de music-hall. Transposition à l'écran, par un réalisateur nullissime, d'un spectacle burlesque de Robert Dhéry.

22 h **Ah ! les belles bacchantes** : Victor Hugo. Réal. : Trefou (3 parties).
Les débuts de Hugo comme polémiste : il attaque Louis-Philippe, qui a interdit « Le roi s'amuse ». Il rencontre Juliette Drouot et leur extraordinaire liaison commence. Sa fille Léopoldine meurt. La révolution de 1848 éclate. Phases d'écriture commentées avec la verve habituelle d'Alain Decaux.

23 h 5 **Journal**.

23 h 30 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Feuilleton** : Fanny et Alexandre, de Ingmar Bergman. Avec P. Allwin, B. Guvc, E. Froling, G. Wallgren.
L'intégrale du grand feuilleton réalisé pour la télévision suédoise par le metteur en scène de « Septième Sceau », l'histoire mi-réelle mi-imaginaire d'une famille bourgeoise au début du siècle. Tendresse, douceur, douleur. Admirable !

22 h 5 **Journal**.

22 h 30 **Rencontre de l'été**.

22 h 35 **Prélude à la nuit**.

« En vacances », de D. de Severac, par P. Corre et E. Escrijean, piano.

CANAL PLUS

20 h 30 **Camp d'été**, film de R.-J. Siegel. 22 h 15, **Histoire d'O** n° 2, film de E. Rochat. 23 h 55, **Don Camillo** est ravi, film de L. Comencini. 1 h 35, **Les pionniers du Kenya**. 2 h 25, **Festival de jazz Antibes-Juan-les-Pins 1984**.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Feuilleton** : « Le Chevalier à la charrette ».
21 h **Les Perses** (festival de Radio-France et de Montpellier), pièce parlie et chantée de F. Rzewski, d'après Eschyle, dir. musicale : Diego Masson, mise en scène C. Gangneron. Avec A. Garrein, J.-F. Gardell, I. Honeyman, J. Mayeur.

23 h **Nuits magiques** : la naissance.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 34 **Avant-concert**.

21 h 30 **Concert** (en direct de la Cour Jacques-Cœur) : « Lenore », de Duparc, « La Mort de Cléopâtre », de Berlioz, « La Tragédie de Salomé », de Schmitt par l'Orchestre national de France, dir. T. Fulten.

6 h 10 **Concert de jazz** : Grand Orchestre « Vent du Sud ».

Vendredi 2 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h **Jeu** : Le grand labyrinthe.

12 h 35 **De port en port**.

13 h **Journal**.

13 h 40 **Choses vues** : V. Hugo la par M. Piccoli.

13 h 55 **Croque-vacances** (et à 16 h 35).
Variétés, bricolage, dessins animés.

14 h 30 **Variétés** : Renaud au Zénith.

15 h 45 **Images d'histoire**.
La bataille de l'Atlantique.

16 h 15 **Tourisme** : le Var, c'est super.

17 h 35 **La chance aux chansons**.

18 h 5 **Mini-journal pour les jeunes**.

18 h 15 **Série** : Ardèche pour les fidèles.

19 h 15 **Jeu** : Anagramme.

19 h 40 **Les vacances de monsieur Léon**.

20 h **Journal**.

sur tous les carrelages
et ce soir, vendredi,
nocturne jusqu'à
20 h 30
à la SAMARITAINE-RIVOLI

20 h 35 **Formule 1** : Mireille Mathieu, Patrick Duffy.
De M. et G. Carpentier.
Avec : John Denver, Michel Sardou, Julio Iglesias, Chantal Goya.

21 h 45 **Variétés** : Chapeau (Carlos).
De M. et G. Carpentier.
Yves Lecoq présente Carlos et de nombreux extraits de spectacles de M. Schumann, Raymond Devos.

22 h 40 **Histoires naturelles**.
De E. Lalou, L. Barrière et J.-P. Fleury.
Les Dombes, une région entre ciel et eaux.

23 h 10 **Journal**.

23 h 25 **Choses vues** : V. Hugo la par M. Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 **Télématin**.

12 h 50 **Jeu** : Le caducée des neufs.

12 h 45 **Journal**.

13 h 35 **Série** : Une femme nommée Golda.

14 h 25 **Aujourd'hui la vie**.
Projection : désactive.

15 h 25 **Série** : Les douze légionnaires.

15 h 55 **Sports** etc.
Hippisme : championnats d'Europe de saut à Dinard.

18 h **Récré A 2**.
Vratounous : Watoo-Watoo : Les mystérieuses cités d'or.

18 h 40 **Flash info**.

18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

18 h 15 **Informations régionales**.

19 h 40 **Feuilleton** : Permis de construire.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Feuilleton** : Tendre comme le rock.
De H. Baker, réal. J. Espagne. Avec P. Norbert, A. Gattegno, M. Lallou.

21 h 40 **Apostrophes**.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « personnages controversés », sont invités : André Gide (« Gallifet, le faussaire de la Commune »), Georges Polizot (« Chénier de Laclos, ou l'obscuration »), Edith Sive (« Paul Léautaud et le « Mercure de France » »), Julien-Frédéric Tarn (« Le Marquis de Custine, ou les malheurs de l'exaltitude ») et Philippe Labro (« pour « Citizen Hugues, l'homme qui acheta l'Amérique » de Michael Draxler »).

22 h 50 **Journal**.

23 h **Ciné-été** : la Prisonnière.
Film français de H.-G. Clouzot (1963), avec E. Wiener, L. Terzieff, B. Fresson, D. Carrel, D. Rivière, D. Moreno.
Une jeune fille devient le modèle consentant et fasciné d'un directeur de galerie d'art qui la photographie nue, humiliée. Dernier film de Clouzot. Etude de comportements morbides et d'une relation sado-masochiste. Discutable.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h **World Games**.
Festival multi-sports, à Londres.

FRANCE-CULTURE

6 h, **Les nuits de France-Culture** : 7 h, **Sous la radio**, la nuit : 8 h, **Arts et techniques de France** : musées des transports urbains, le métro : 8 h 30, **Les chemins de la connaissance** : tarot-ci, tarot-là, destin d'une imagerie populaire : 9 h 5, **Temps libres** : les sans-départ (et à 10 h 50, **Feuilleton** : les Mistralis : 14 h 30, **Forêt sacrée** : table ronde : 18 h 30, **Éloge du vin** : 19 h 15, **Martin Chatek** : 9 h 30, **Mémoires du siècle** : 10 h 30, **L'opéra c'est la fête** : Franz Lehár : 12 h, **Panorama** : entretien avec Noël Delvaux : à 12 h 45, **L'URSS** : à 13 h 30, **Tombé dans le paco** : 13 h 40, **Chansons pour un été** : la chanson de Garance (Arletty) : 14 h, **Nouvelles policières** : « Les Trois instruments de la mort », de G.-K. Chesterton : 15 h 30, **Balades d'Amérique** : 16 h, **Nouveau répertoire dramatique** : « Les Voisins », de J.-P. Aron. Avec M. de Ra, J.-P. Caillet, J. Duby... : 17 h, **Héros du rock** : Keith Richards : 17 h 10, **Le pays d'ici** : la Catalogne et le Roussillon des peintres : 18 h 5, **Agenda** : les célébrations, avec Leopold Sedar Senghor : 19 h 30, **Le roman des jardins**.

20 h 30 **Feuilleton** : « Le Chevalier à la charrette ».

21 h **Concert** : « Trio », de C. Ives et « Trio en ré mineur », de Shumann, par le Raphaël Trio : « Quatorze en sol majeur op. 77 », de Haydn, par le nouveau quatuor de Budapest.

22 h 30 **Nuits magiques** : Knud Viktor.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, **Les nuits de France-Musique** : Carl Schuricht : 7 h 10, **Réville-matin** : 9 h 8, **Occitanes** : La musique des jardins, Boby Lapointe, l'Arlequin, Georges Brassens, Festival de Perpignan, Yves Nat, Moliterni... : 12 h 5, **Le temps du jazz** : 12 h 30, **Concert** : œuvres d'Aam, Salieri, Britten, Mozart, par l'Orchestre de chambre de Norvège, sol. S. Kudo, flûte, T. Toennesen, violon : 14 h 4, **Jeanne et Joseph** : extraits du livre de Joseph Delteil - Jeanne d'Arc : « Œuvres de Verdi, Jolivet, Tchaïkovski, Honegger : 17 h, **L'Empire** (en direct de Montpellier) : 18 h 30, **Récital** : Jean-Louis Haguenauer, piano, interprète des œuvres de Brahms, Schumann, Beethoven/Liszt : 20 h 5, **Jazz Irakere** et Arturo Sandoval à Juan-les-Pins.

20 h 30 **Concert** : « Alborada del gracioso », de Ravel, Suite symphonique extraite de « l'Amour des trois oranges », de Prokofiev, « les Tableaux d'une exposition », de Moussorgski/Ravel par l'Orchestre national de France, dir. R. Chailly.

22 h 25 **Concert** : œuvres de Bach par l'Orchestre de chambre de Norvège, dir. T. Toennesen. Sol. P. Amoyal, violon, A. Hewitt, piano.

6 h 10 **Concert** : Manu Dibango et son groupe.

PORTES DISPARUS (A. v.)

Lambert, 9 (246-49-07) ; Paris Cité, 10 (770-21-71).

POULET AU VINAIGRE (Fr.)

Epée de Bois, 5 (337-57-47).

RENDEZ-VOUS (Fr.)

UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (574-94-04) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40).

LE RETOUR DU CHINOIS (Brit. v.)

UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; V.F. : Grand Rex, 2 (236-03-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-04) ; UGC Ermitage, 6 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (574-94-04) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; UGC Coblentz, 15 (536-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; Images, 18 (522-47-94).

LES RIPOUX (Fr.)

Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40) ; UGC Coblentz, 15 (536-23-44) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

LA ROSE POUR LE CAIRE (A. v.)

Gaumont Hall, 1 (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-32) ; Paramount Odéon, 6 (235-59-83) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (559-04-67) ; Éclair, 13 (707-28-04) ; Bièvre-Montparnasse, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14 (327-54-50) ; Gaumont Convention, 15 (574-93-40) ; Images, 18 (522-47-94).

LA ROUTE DES INDES (A. v.)

Gaumont Ambassade, 6 (359-19-08) ; V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33).

SALE TEMPS POUR UN FLIC (A. v.)

UGC Montparnasse, 6 (574-94-04) ; UGC Boulevard, 9 (574-94-04) ; UGC Coblentz, 15 (536-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; Images, 18 (522-47-94).

SANG POUR SANG (A. v.)

Forum, 1 (297-53-74) ; Paramount, 6 (633-79-38) ; Paramount Mercury, 6 (562-75-00) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galérie, 14 (335-30-40) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

SHOAH (Fr.)

Olympie Luxembourg, 6 (633-77-77) ; Olympie, 14 (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.)

Matignon, 6 (359-31-97).

SPECIAL POLICE (Fr.)

Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-04) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; UGC Coblentz, 15 (536-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; Images, 18 (522-47-94).

STARMAN (A. v.)

Paramount Odéon, 6 (225-10-30) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

STEAMING (A. v.)

Cincoch, 6 (633-10-62).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.)

Epée de Bois, 5 (337-57-47).

SUBWAY (Fr.)

Colisée, 6 (359-29-46).

TERMINATOR (A. v.)

Arcades, 2 (232-54-58).

THAT'S DANCING (A. v.)

UGC Biarritz, 6 (562-20-40).

LE THE AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.)

Quintette, 5 (633-79-38).

UN DAMOISÈLE (A. v.)

Lancaster, 6 (544-57-34).

UN ÉTÉ POURRI (A. v.)

Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Marignan, 6 (359-92-62) ; Parisienne, 14 (335-21-21) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Bastille, 11 (307-54-00) ; Nation, 12 (343-04-07) ; Faubourg, 13 (331-56-86) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

VIAGES DE FEMMES (A. v.)

14 Juillet, Parisien, 6 (322-38-00) ; Saint-André des Arts, 6 (326-48-18) ; Reflet Balzac, 6 (561-10-60) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Olympie Entrepôt, 14 (544-43-14).

WITNESS (A. v.)

Gaumont Hall, 1 (297-49-70) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; George V, 6 (562-41-46) ; Marignan, 6 (359-92-62) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69) ; Français, 9 (770-72-86) ; Paramount Majestic, 17 (759-24-24).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A. v.)

Espace Galilée, 14 (327-95-94).

LES AUTRES S'APPELLENT ALI (A. v.)

14 Juillet, Parisien, 6 (322-38-00).

AMERICAN COLLEGE (A. v.)

Ambassade, 6 (359-19-08) ; V.F. : Lybion, 12 (343-00-69) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

LE BAL DES VAMPIRES (A. v.)

George V, 6 (562-41-46) ; Parisienne, 14 (335-21-21).

BARRY LYNDON (Angl. v.)

Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Calypso, 17 (380-30-11).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)

Napoleon, 17 (267-63-42).

BROADWAY DANNY ROSE (A. v.)

Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A. v.)

Boite à films, 17 (622-44-21) ; Rialto, 19 (607-17-41).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.)

UGC Rotonde, 6 (574-94-04) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (574-94-04).

LA CROISÉE DES DESTINS (A. v.)

Olympie St-Germain, 6 (222-87-23) ; Balzac, 6 (561-10-60).

DÉLIVRANCE (A. v.)

Saint-Michel, 5 (326-79-17).

LA DIAGONALE DU POU (Fr. v.)

Studio de la Harpe, 5 (634-25-32) ; Elysées-Lancelotti, 6 (354-36-14).

LE DERNIER TANGO A PARIS (L. v.)

Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

DEROUE OULALA (Sov. v.)

Comex, 6 (544-28-80) ; Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

2001 L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.)

Gaumont Hall, 1 (297-49-70) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Publicis St-Germain, 6 (222-87-23) ; 14-Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14 (327-54-50) ; Gaumont Convention, 15 (574-93-40).

DUNE (A. v.)

Grand Pavois (h. sp.), 15 (554-46-85).

EASY RIDER (A. v.)

Templiers, 3 (272-94-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.)

Ranching, 16 (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A. v.)

Calypso, 17 (380-30-11).

EXCALIBUR (A. v.)

Calypso, 17 (380-30-11).

EXTÉRIEUR NUIT (Fr.)

Claf Bourbourg, 2 (271-52-36) ; Espace Galilée, 14 (327-95-94).

LA FEMME ET LE PANTIN (A. v.)

Action Christian, 6 (329-11-30).

LA FEMME MODÈLE (A. v.)

Action Écoles, 5 (325-72-07).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.)

George V, 6 (562-41-46).

GUERRE ET PAIX (A. v.)

Reflet Médias, 6 (633-25-97).

HAIR (A. v.)

Boite à films, 17 (622-44-21).

HELLZAPOPPIN (A. v.)

Epée de Bois, 5 (337-57-47).

JAI LE DROIT DE VIVRE (A. v.)

Panthéon, 5 (354-15-04).

JESUS DE NAZARETH (L. v.)

Grand Pavois, 15 (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A. v.)

Châlet Victoria, 17 (508-94-14) ; Ranching, 16 (288-64-44).

LES LARMES AMÈRES DE PIERA VON KANT (A. v.)

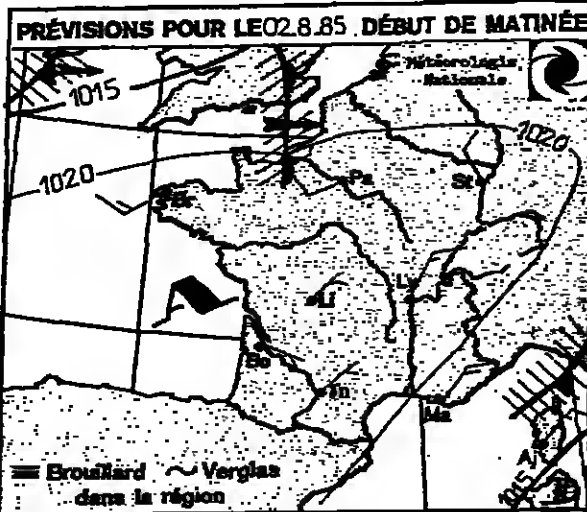
14-Juillet, Parisien, 6 (322-38-00) ; Balzac, 6 (561-10-60) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (35

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 01 AOUT 85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 02.8.85 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le 1^{er} août à 0 heure et le vendredi 2 août 1985 à minuit.

Situations générales :
Après le passage d'une faible perturbation jeudi à travers la moitié sud-est de la France, l'anticyclone des Açores se développe temporairement vers l'ouest de l'Europe.

Vendredi matin : Excepté près de l'extrême sud-est de la France et les régions proches de la Manche, le ciel sera peu nuageux. On observera quelques bruyères locales sur le Bassin Aquitain, le Centre et la Bourgogne. Une caractéristique, c'est la fraîcheur, excepté les régions méditerranéennes où il fera 15 à 18 degrés, partout ailleurs 10 à 13 degrés, localement 8 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris était le 1^{er} août 1985 à huit heures de 1015,4 millibars, soit 761,6 millimètres de mercure.

Températures : Le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} juillet; le second, le minimum dans la nuit du 1^{er} au 2^e août (à Paris) : Ajaccio, 31 et 15 degrés; Biarritz, 22 et 16; Bordeaux, 21 et 13; Bourges, 23 et 15; Brest, 18 et 13; Caen, 20 et 14; Charbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 21 et 14; Dijon, 11 (mini); Grenoble-St-Martin, 11 (mini); Grenoble-St-Georges, 9 (mini); Lille, 22 et 14; Lyon, 22 et 12; Marseille-Mariniane, 27 et 18; Nancy, 21 et 11; Nantes, 23 et 15; Nice-Côte d'Azur, 32 et 19; Paris-Montsouris, 16 (mini); Paris-Orly, 24 et 16; Pau, 23 et 16; Perpignan, 28 et 19; Rennes, 20 et 14.

Strasbourg, 21 et 14; Toulouse, 25 et 17; Tours, 22 et 15; Poitiers-Puy, 23 (mini).

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 (mini); Amsterdam, 19 (maxi); Athènes, 37 et 24; Berlin, 21 et 14; Bonn, 21 et 13; Bruxelles, 21 et 13; Le Caire, 23 (mini); Coppenhague, 21 et 14; Dakar, 29 (maxi); Djibouti, 41 (maxi); Genève, 22 et 10; Istanbul, 36 et 21; Jérusalem, 29 (maxi); Lisbonne, 26 et 17; Londres, 24 et 13; Luxembourg, 20 et 12; Madrid, 32 et 17; Montréal, 22 et 11; Moscou, 23 (maxi); Nairobi, 24 (maxi); New-York, 23 et 21; Palma-de-Majorque, 30 et 20; Rome, 31 et 19; Stockholm, 20 et 14; Téhéran, 44 et 27; Tunis, 23 et 14.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du jeudi 1^{er} août :

DES DÉCRETS
● Modifiant le décret du 3 janvier 1968 portant organisation administrative et financière de la Commission des opérations de Bourse.
● Portant modification du code des postes et télécommunications, de la réglementation et des tarifs des télécommunications dans le régime intérieur.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 2 AOUT
« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (P.-Y. Jasset).
« Le couvent de l'Assommoir », 15 heures, place Vendôme, pied Colonne.
« Le théâtre de l'Odéon de Wally et son quartier », 15 heures, hall du théâtre.
« Le Marais de l'Hôtel de Sully à l'Hôtel Carnavalet. La vie sous Henri IV », évocation de Victor Hugo et de M^{me} de Sévigné, 14 h 30, métro Saint-Paul (L. Hanley).
« Le Marais de l'Hôtel de Beaurais à l'Hôtel de Sens », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lohau (G. Bortan).
« Hôtels de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie.
« Les vieux Belleville et ses jardins », 14 h 30, métro Télégraphe.
« Marie de Médicis dans le jardin de Luxembourg », 14 h 30, angle rue Vaugirard-Tournefort, face au Sénat.
« Souvenir de George Sand et exposition Deveria au musée Remy Schfer », 15 heures, 16, rue Chapal.
« Les Catacombes et l'exposition Nadar », 15 h 15, entrée place Denfert-Rochereau (M. Ragumeau).

RELIGION

RASSEMBLEMENT LIBAN 1985.
Des chrétiens libanais et français organisent jusqu'au 15 septembre des sessions d'évangélisation et de renouveau spirituel pour des jeunes de huit à vingt-cinq ans. Ces sessions s'adressent essentiellement aux réfugiés du Chouf et du Sud.
Pour aider à l'organisation matérielle de ce rassemblement, les dons peuvent être adressés à Rassemblement Liban 85 Bénéficiaire Béthanie, 13, rue du Pant-Louis-Philippe, 75004 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4022

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Hôtes des bois. — II. Sauva pour-être la vie. Manière typiquement méridionale de « voir ». — III. Changement de ton ou changement de propos. — IV. Sel de bain. — V. Interjection. Dans la levée mais non dans la tournée. — VI. « Faible » même quand elle est forte. — VII. Offre un bon coup au moment de régler l'ardoise. — VIII. Mauvaise bête pour de bonnes bettes. — IX. Florie soviétique. — X. Dont la position est des plus confortables sur terre ou des plus inconfortables sur l'eau. — XI. Estime donc, ou méprise. Article.

VERTICALEMENT
1. Rêvé de pensionnaires. — 2. S'ils avaient un beau brin de plume, ils n'en négligeraient pas pour autant la peinture. Divinité. — 3. Personnage de « l'Inde » en même temps qu'un personnage de premier plan. Caractères religieux. Aimaient leur « intérieur » mais n'étaient pas casaniers pour autant. — 4. Sont bonnes à jeter au feu. Un chef.

5. Un homme de bonne composition. S'exprime donc d'un trait. — 6. Qui fait donc une dépression après avoir pété le feu. — 7. Allait des bachantes au favori. Mis en « train ». — 8. Ne craignait pas le froid. Le mot pour rire. — 9. Qui manque donc de « grâce ». Note.

Solution du problème n° 4021

Horizontalement
I. Sarcelles. — II. Atoll. Iva. — III. Chienne. — IV. Ré. Meurt. — V. Inde. Aran. — VI. Siens. Ere. — VII. Teuton. — VIII. Antennes. — IX. In. Nu. Eta. — X. Néfériid. — XI. Associé.

Verticalement

1. Sacristains. — 2. Athénisme. — 3. Roi. Deux. Fa. — 4. Clémentines. — 5. Elfe. Scurs. — 6. Nua. Nu. Te. — 7. Lierre. Sein. — 8. EV. Targette. — 9. Sel. Ne. Saie.

GUY BROUTY.

Se loger à petit prix

Jeunes dans une ville jeune (il y a vingt-cinq ans, comme elle, ils habitent Toulouse), une bonne formation (elle est pharmaciennne, diplômée de l'Institut français de gestion) et, surtout, le dynamisme de ceux qui ont une idée à faire valoir.

Ils utilisent Allo-Stop (1) — une façon économique de voyager et de se loger à petit prix. Mais, pour se loger à petit prix, rien. « Ah ! si nous avions des amis partout pour nous loger ! » soupirent-ils. Des amis partout ? Pourquoi pas si l'on crée un réseau de gens qui bougent avec, en commun, le désir d'échanger ? Utilisant leur nom, Christian et Véronique Héry montent, très vite, le Héry's International Club (HIC).

Son mode d'emploi est simple : un forfait de 500 F par an ouvre un crédit d'hébergement de quatre semaines avec obligation d'offrir la réciprocité. Les quatre séjours pourront n'être que des week-ends, qu'importe : les utilisateurs ne cherchent pas, trop heureux d'être logés pendant un mois pour le prix de quelques nuits. L'argent va à l'association « pour les frais de dossier ».

« Nous avons pris des précautions, précise Christian Héry, assurances, contrats, visites des lieux. La notion de réciprocité est, pour lui, capitale : elle induit une garantie. Aussi, si l'on peut recevoir sans payer, il faut ont quelques amis prêts, à Toulouse, à dépanner sans dédommagement, — n'est-il pas possible de partir sans recevoir ?

Le couple a mené campagne auprès des écoles de langues, de tourisme, d'hôtellerie, auprès des offices de tourisme, des comités d'entreprises, des universités du troisième âge. Depuis sa création, en décembre 1984, HIC a recueilli une centaine d'adhésions en France, mais aussi à Londres, à Madrid, à Stockholm. Une s'agisse d'aller à un concert, une manifestation sportive, un pèlerinage, un congrès, un festival ou de se rendre au chevet d'un malade, HIC donne à ses membres matériels de la convivialité. Seule limite : la présence ou non d'autres membres du club dans les régions concernées.

Christian Héry n'a eu vent de la création, en mars 1985, de l'Agence française pour l'initiative des jeunes en Europe (2), à laquelle il soumettra son projet. « Nous voulons faire connaître l'esprit d'hospitalité », affirme Véronique Héry. Et, ajoute son gestionnaire de mari, « remplacer l'amateurisme généreux mais souvent inefficace par une approche pragmatique et économique ».

DANIELLE TRAMARD.
* HIC, 8, rue Volta, 31000 Toulouse, tél. : (61) 63-61-36.
(1) Tél. : (1) 246-00-66.
(2) 4, rue d'Aboukir, 75001 Paris, tél. : (1) 233-71-51.

EN AUTOCAR

DANS TOUTE L'EUROPE
L'Union internationale des transport routiers (IRU) publie un horaire multilingue des principales liaisons européennes par autocar. De Londres à Istanbul et d'Helinski à Casablanca, ce guide, dénommé « Eurobus », classe les villes de départ par ordre alphabétique. Pour chaque itinéraire, sont indiqués les jours et les heures de départ, la période de fonctionnement de la ligne, le jour et l'heure d'arrivée, le coût des billets (y compris les taxes « étudiants »), le nom des transporteurs et l'adresse des bureaux de réservation.

* Envoyez sur demande formulée auprès de la Fédération nationale des transport routiers (FNTR), 2, avenue Villages, 75008 Paris. Tél. : 563-16-00.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

POUR LABORATOIRE SPÉCIALISÉ ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

CHERCHEUR

Ingénieur ou DEA + formation micro-électronique.
Ecrire avec C.V. à : ADNOT - ENRME, 60, bd Saint-Michel, 75272 PARIS Cedex 06.
Si vous avez la goût des contacts à haut niveau, le sens des responsabilités et la volonté d'entreprendre, effectuez en solit un stage pour devenir un chef de projet.

CONSEILLERS COMMERCIAUX (P.L.F.)

Tél. pour 78, 92, 93, 95, Paris au 500-24-03, poste 43, et pour 91, 94 au 600-62-62, poste 228.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

La mission consiste à l'élaboration des projets et leur exécution afin d'en devenir le commanditaire.
Ce poste est à pourvoir à notre siège situé en proche banlieue Nord.
En outre, suivant la valeur du candidat, il existe une opportunité d'une mission longue durée à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et précisant : M. 80888, B.L.E., 17, rue Labat, 94307 VINCENNES Cedex, qui transmettra.

Avant de recruter Le Département de l'Économie recrute

UN(E) BIBLIOTHECAIRE ADJOINT

pour la bibliothèque centrale de Paris de l'Enseignement.
Conditions de participation : posséder la licence de bibliothécaire, être titulaire du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire (niveau lecture publique ou jeunesse).

Renseignements et inscription : M. de la Direction, Service de Personnel, Bd de France, 91012 EVRY Cedex.
Tél. : (1) 487-20-20, poste 16-06 ou 16-08.

Cédex des inscriptions à l'emploi 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3

est-il en

économie

REPÈRES

Dollar : légère reprise à 8,5150 F

L'annonce d'une hausse de 1 %, en juin, de l'indice composite des indicateurs économiques américains a provoqué, jeudi 1^{er} août, une légère reprise du dollar sur les différents marchés financiers internationaux. Cependant, la devise américaine n'a pas réussi à conserver toute son avance. Après être remontée à 8,53 F (contre 8,4985 F mercredi après-midi), elle cotait 8,5150 F à Paris un peu avant midi. De même, à Francfort, où le baron des 2,80 DM avait été rafraîchi, les échanges se faisaient aux alentours de 2,7915 DM (contre 2,7884 DM la veille).

Les cambistes expliquent le phénomène par la persistance des incertitudes régnant sur l'évolution économique aux États-Unis, l'amélioration constatée provenant surtout de la comparaison floue faite avec les chiffres de mai révisés, eux, à la baisse.

Au sein du SME, le deutschemark, qui s'était raffermi la veille au point d'obliger la Banque de France et la Banque à Belgique de procéder à quelques achats pour tenir sa hausse, a peu varié : 3,0626 F (contre 3,06 F).

D'une façon générale, les affaires ont été assez calmes.

Assurance-maladie : accélération du rythme annuel des dépenses

Selon les statistiques de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAM), la progression des dépenses de l'assurance-maladie s'est accélérée en juin : 10,7 % en croissance annuelle contre 10 % à fin mai. Les soins de santé ont augmenté de 10,9 % (10,2 % à fin mai), les honoraires médicaux de 12,1 % (10 % à fin mai). « Cet accroissement résulte en partie de la différence dans le nombre de jours ouvrés », note la CNAM, qui attribue la hausse des consultations (+ 16,1 % contre 13,9 %) à la modification de la cotisation des électrocardiogrammes.

En revanche, le taux de croissance annuel des dépenses d'hospitalisation continue à baisser : + 8,4 % à fin juin contre + 8,6 % à fin mai. Les prescriptions ont augmenté (+ 15,3 % contre + 13,3 % à fin mai) ainsi que les prestations en espèces (+ 7,6 % contre + 6,9 % à fin mai).

Japon : excédent commercial record en juin

Au lendemain de la publication des mesures destinées à ouvrir davantage son marché, le Japon a annoncé, le 31 juillet, un excédent sans précédent de sa balance commerciale de juin, de 5,72 milliards de dollars. Ce chiffre explique pour une large part l'excédent record atteint par la balance japonaise des comptes courants, qui a atteint 5,65 milliards de dollars en juin, contre 4,38 milliards en juin 1984.

Les exportations japonaises se sont élevées à 14,28 milliards de dollars, contre 8,58 milliards pour les importations. On précise au ministère des finances japonais que l'excédent record de juin n'est pas dû à une augmentation des importations, mais plutôt à une baisse des importations de pétrole.

Pétrole : « L'Arabie saoudite va doubler sa production », déclare M. Yamani

Cheikh Ahmed Zaki Yamani, le ministre saoudien du pétrole, a déclaré, le 31 juillet, que le Royaume saoudien accroît sa production de brut jusqu'à un quota de 4,3 millions de barils/jour, soit le double du niveau actuel. Dans une interview publiée par le quotidien saoudien *Al Sharq Al Awwal*, le ministre saoudien estime que la baisse actuelle des conséquences inacceptables pour le Royaume. Il ne prévoit pas toutefois à partir de quand l'augmentation sera effective. Cette déclaration a provoqué une chute des cours du pétrole sur le marché libre, mercredi 31 juillet.

Prix : hausses du pain, des timbres, du téléphone et de l'assurance automobile

Plusieurs hausses interviennent à partir du 1^{er} août. Le prix du pain augmente de 2 %. Le pain de 500 grammes, dont le prix varie de 4,30 francs à 4,40 francs, selon les départements, sera 5 centimes plus cher, tout comme le pain de 400 grammes (3,75 francs en région parisienne). La ficelle, le pain de seigle et le pain de son augmentent de 2 %. Le prix de la filière et de la baguette restent inchangés. Le dernier relèvement des tarifs date du mois de février, il avait été de 2,5 % en moyenne.

Le prix des timbres-poste augmente, lui de 10 centimes. Le pli urgent passe de 2,10 francs à 2,20 francs et le pli normal de 1,70 franc à 1,80 franc.

La taxe de base téléphonique augmente de 2 centimes, passant 75 centimes à 77 centimes.

Les primes d'assurance automobile augmentent de 2,68 % en raison du relèvement, le 1^{er} août, de la taxe sécurité sociale (+ 3 %).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SE-£	6,5200	6,5250	+ 123	+ 138
SE-DM	2,7915	2,7915	+ 10	+ 10
SE-¥	359,50	359,50	+ 102	+ 113
DM-£	1,0342	1,0342	+ 125	+ 138
DM-¥	2,7121	2,7121	+ 78	+ 84
£-¥	15,1837	15,1837	+ 396	+ 429
£-DM	3,7157	3,7157	+ 163	+ 181
DM-£	4,5367	4,5367	- 97	- 83
£-DM	12,0889	12,0889	- 294	- 125

TAUX DES EUROMONNAIES

	3 M	6 M	9 M	12 M	15 M	18 M	21 M	24 M	27 M	30 M
SE-£	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 1/2
SE-DM	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 1/2
SE-¥	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 1/2
DM-£	9	10	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
DM-¥	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
£-DM	11 7/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
£-¥	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13

COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

Appel d'offres international NP3759

Équipements mécaniques de l'usine de fabrication de rouleaux de convoyeurs à bande

La COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA lance un appel d'offres international en vue d'acquiescer les équipements mécaniques nécessaires à l'implantation d'une unité de fabrication de rouleaux de convoyeurs à bande.

Seuls les constructeurs de rouleaux ou des entreprises en association avec des constructeurs pourront participer, les cahiers des charges relatifs au présent appel d'offres seront retirés contre le paiement de la somme de cinquante dinars (50 DT) auprès de :

Service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa
9, rue du Royaume de l'Arabie Saoudite - TUNIS.

Les offres sous pli scellé établies en six exemplaires et en langue française doivent être adressées au nom de :

Monsieur le Directeur des achats
2130 METLAOUI - TUNISIE

avant le 11 septembre 1985

L'ouverture des plis, non publique, aura lieu le 11 septembre 1985 à 9 heures. Toute offre adressée après cette date ou par télex ne sera pas prise en considération.

AFFAIRES

La CEE autorise les aides supplémentaires à la sidérurgie demandées par différents pays, dont la France

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission de Bruxelles a donné mercredi 31 juillet le feu vert pour l'octroi d'aides supplémentaires d'un montant de 27 milliards de francs, soit quatre milliards d'Ecu à la sidérurgie européenne. Un feu vert de principe car, au moins entre la France et la Commission, le dialogue n'est pas complètement achevé. La plus importante partie de cette nouvelle tranche, soit 13,8 milliards de francs, ira aux entreprises françaises (3,8 milliards de francs qui étaient en suspens au titre du programme de 1983 et dix milliards qui ont été demandés à titre d'aides supplémentaires). Plusieurs pays membres avaient fait valoir que les aides autorisées par la Commission en juillet 1983 ne suffisaient pas pour mener à terme la restructuration de leur sidérurgie, autrement dit, pour rétablir la viabilité de leurs entreprises, et avaient demandé le droit d'en accorder davantage. Il s'agit surtout de la France et de l'Italie, mais aussi, accessoirement, de la Belgique, du Luxembourg, de l'Irlande et de la RFA.

Le conseil des ministres du 26 mars dernier avait donné sa bénédiction à l'opération, en rappelant toutefois que toute aide supplémentaire devait, en principe, être assortie de nouvelles réductions des capacités de production. À cette nouvelle tranche de quatre milliards d'Ecu, correspondant des réductions de capacités d'acier laminé à chaud de plus de 2 millions de tonnes. La réduction pour la France devrait porter sur 750 000 tonnes. L'accord de procédure conclu entre Paris et Bruxelles prévoit que les Français préciseront, dans les jours à venir l'exact montant des réductions auxquelles s'engage à procéder. À ce stade, rien n'est dit formellement sur les installations qui devront être fermées. En Italie, les réductions de capacité maintenant exigées sont de l'ordre du million de tonnes.

Ainsi prend fin la politique de restructuration de la sidérurgie

De notre correspondant

européenne entreprise sous la supervision de la Commission de Bruxelles depuis l'adoption, par les Dix, du « code des aides » en juin 1981. Or, du moins, la première phase de cette politique. C'est un total de crédits publics de 37,5 milliards d'Ecu, soit 255 milliards de francs, qui auront été injectés dans les entreprises de la Communauté pour les moderniser et permettre leur retour à la rentabilité. Parallèlement à cet effort, afin de ramener l'offre à un niveau plus proche des besoins, les réductions de capacités par rapport à la situation de 1980 ont porté sur 32 millions de tonnes, soit l'objectif qui s'était fixé les ministres de l'Industrie des Dix en novembre 1982 à Elsenauer. Cela a entraîné, durant le même laps de temps, deux cent mille suppressions d'emplois. Cependant, la Commission estime qu'il existe encore des excédents de capacité de production de l'ordre de 20 à 25 millions de tonnes. Dans son esprit, la restructuration de l'outil de production n'est donc pas achevée. Pour l'accélérer, elle propose de maintenir, au-delà du 1^{er} janvier 1986, des aides à la fermeture des installations, alors que le code de 1981 indiquait que toute subvention spécifique à la sidérurgie devait disparaître à compter de cette date. Les Dix ne sont pas encore parvenus à un accord sur cette proposition, en raison principalement de l'opposition de l'Allemagne. Ils doivent reprendre le dossier en octobre.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

PAS DE NOUVELLES FERMETURES EN FRANCE

Les conditions imposées par la Commission européenne pour la suppression d'une capacité de production d'environ 750 000 tonnes d'acier n'entraîneront, en réalité, aucune fermeture supplémentaire en France. La demande de Bruxelles vise en effet les usines de Trith-Saint-Léger, de Pompey et de Cockfield-Haumont, dont les fermetures ont déjà été annoncées ces dernières semaines en France. Bruxelles, insistant sur des plans d'acier français tels qu'ils avaient été remis à l'automne dernier, réclame de nouvelles fermetures. Mais la France avait, en quelque sorte, pris les devants.

L'aval donné par la Commission européenne au supplément d'aide publique de 10 milliards de francs donne satisfaction à Paris, qui trouve ainsi l'ensemble de son plan acier accepté. Les experts de la CEE confirment que les entreprises sidérurgiques françaises Usinor et Sacilor retrouveront leur équilibre avant 1987, les unités les moins performantes devant sortir du rouge dans le courant de 1987.

IBM pourra accéder aux brevets développés par le gouvernement japonais

IBM va signer un accord de transfert de technologie avec le MITI, le ministère japonais du commerce extérieur et de l'industrie. Selon cet accord, qui devrait être conclu définitivement en septembre, IBM serait la première firme non japonaise à avoir accès à des brevets développés dans les domaines informatiques sur des fonds du MITI. Jusqu'à présent, ils étaient réservés aux sociétés nipponnes.

Voilà plusieurs années que les sociétés américaines, soutenant par leur gouvernement, réclamaient de tels transferts technologiques. Au Japon, les fruits de recherches (les brevets) financés par Tokyo restent possession du MITI, qui, ensuite, licencie les compagnies japonaises. Les américaines ont, de cette façon, exclues. Aux États-Unis, les brevets des programmes de recherche gouvernementaux deviennent propriété des sociétés américaines elles-mêmes, qui peuvent, en toute liberté, licencier des entreprises japonaises. Ce système donnait au Japon un accès aux technologies des États-Unis, tandis que l'inverse était exclu.

L'ouverture faite à IBM, qui paie, comme il est d'usage, des royalties pour ces licences, s'inscrit sans aucun doute dans le contexte plus global des décisions annoncées par M. Nakasone, en début de semaine, sur la libéralisation du marché japonais. Mais le fait que ce soit le numéro un mondial de l'informatique qui obtienne le premier traitement de faveur est étonnant si on se réfère aux déclarations de « guerre » faites entre IBM et les sociétés japonaises NEC, Hitachi et Fujitsu. Après l'accord intervenu en 1983 entre IBM, d'une part, et Hitachi et Fujitsu, de l'autre, qui faisait suite au procès d'espionnage gagné par le géant américain, et qui lui donne un droit de regard sur les technologies développées par ses concurrents nippons, cet accord avec le MITI éclaire d'un jour particulier la fameuse « guerre ». Tout se passe comme si un armistice avait été signé entre IBM et les plus hautes autorités de Tokyo.

E.L.B.

ENTREPRISES

99,4 millions de dollars de portes au premier semestre pour American Motors

American Motors (AMC), filiale à 45,5 % de la régie Renault, a perdu 99,4 millions de dollars (845 millions de francs) au cours du premier semestre de 1985. Durant la période correspondante de 1984, AMC avait enregistré un bénéfice net de 9,8 millions de dollars (83 millions de francs). Cette dégradation des résultats est due, selon M. José Desdourvader, président d'AMC, « à la faiblesse de la demande américaine pour les automobiles de petite cylindrée ». Or AMC offre une gamme étroite essentiellement composée des modèles Alliance et Encore, versions américaines de la R-9 et de la R-11, dont les ventes ont fortement baissé. M. Desdourvader a affirmé que les importantes mesures de réduction des coûts salariaux déjà prises et l'ajustement des stocks permettraient une amélioration des résultats d'AMC d'ici la fin de l'année 1985.

Renault : la vente des cycles Gitane à Giteau-Yvres est confirmée

La direction de Renault a confirmé, le 31 juillet, à l'occasion d'un comité central d'entreprise, le cession de la filiale à 98 %, MICMO Gitane, qui fabrique 150 000 vélos par an, au holding Yvres-Giteau (le Monde du 26 juillet). Le prix de vente serait de 3 millions de francs, et le Régie consentirait à payer 93 millions de francs pour épurer les comptes de MICMO.

La CGT, la CPDT, FO et la CGC ont émis un avis défavorable à cette transaction. Les organisations syndicales ont estimé que l'abandon de MICMO, qui a perdu, en 1984, 38,8 millions de francs, menace les 330 emplois de l'usine de Machecoul (Loire-Atlantique).

D'autre part, un nouveau sponsor vient de proposer de reprendre l'équipe professionnelle cycliste Renault-Gitane-Eif, elle aussi abandonnée par la Régie. Il s'agit de RMO, entreprise de travail temporaire dirigée par M. Marc Brailhan. Les autres candidats à la reprise de l'équipe Gitane sont M. Guy Merlin, promoteur immobilier, M. Alain Ayache, propriétaire du journal *Le Matin*, et la firme K-Way, spécialiste du vêtement imperméable.

Restructuration chez Bonduelle : 300 suppressions de postes

Bonduelle, leader européen des légumes en conserve et surgelés, prépare pour stopper la chute de rentabilité un plan de restructuration qui se traduira notamment par 300 suppressions de postes sur un effectif global de 2 850 personnes dans

les différents services et usines du groupe.

La direction de cette société, qui fait la moitié de son chiffre d'affaires avec l'étranger, s'inquiète de la concurrence des produits belges et néerlandais. D'autre part, elle dénonce en France la réglementation des prix, la concurrence des coopératives, la « pression » des super-centrales d'échaf qui limitent les possibilités de répercuter la hausse des coûts dans les prix de vente.

Deux cent douze suppressions de postes sur un effectif de 1 252 salariés sont prévues à l'usine d'Estrées-Mons (Somme), 48 sur 359 à Wervicq (Oise), 18 sur 831 à Roncesvalles (Nord). L'usine de Labenne, dans les Landes (51 personnes), ne sera pas touchée. Dans les services administratifs, on comptera 22 suppressions de postes sur 227 (dont 130 à Estrées-Mons).

La direction précise que ces mesures, qui entrèrent en vigueur à la fin de l'année, seront « peu génératrices de chômage » car il y aura 170 départs en préretraite dans le cadre d'un contrat FNE, auxquels il faudra ajouter « les personnes souhaitant retourner dans leur pays d'origine ». — (A.F.P.)

Informatique : Digital Equipment construit une usine en Ecosse

La firme américaine DEC (Digital Equipment Corporation), deuxième fabricant mondial d'ordinateurs, a annoncé le 31 juillet qu'elle allait investir 82 millions de livres (980 millions de francs) en Ecosse pour créer une usine de micro-puces de silicium, près d'Edimbourg. La construction de l'usine devrait commencer au printemps prochain. La production démarrerait en 1988 avec 400 salariés. — (A.F.P.)

Plus de la moitié de l'aide financière a été répartie entre les pays du tiers-monde associés

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Le réveil de Total

L'événement mercredi à la Bourse de Paris a indiscutablement été le réveil de Total. L'action de la compagnie pétrolière, qui depuis le 29 mai dernier avait baissé de près de 20 %, en tenant compte du coupon détaché (18 F net), s'est redressée de 3,6 %. Manifestement les opérateurs ont fait le rendement (12,6 % brut), rien n'avait en apparence de soudainement d'intérêt. Sur le reste du marché, les cours ont continué de s'alourdir mais beaucoup moins vite que la veille. A la clôture, l'indice général a enregistré un repli de 0,5 % (-1,26 % net).

Il reste que nombre de valeurs ont encore été éprouvées. Peugeot a failli être « assésiné », mais une discrète intervention d'une grande banque lui a évité le pire. L'action a quand même encore perdu plus de 2 %. L'activité est restée généralement peu importante. Les professionnels commencent à manquer.

Les statistiques dressées par le Crédit lyonnais sur les émissions de valeurs mobilières semblent le prouver. Rien que pour le mois de juin, et pour les seules valeurs à revenu variable, leur montant a atteint 9,47 milliards de francs (+120,7 %). Ne parlons même pas des valeurs à revenu fixe : 32,29 milliards de francs (+381 %). On sait désormais où sont passés les capitaux disponibles, et puis, rue Vivienne, on évoquait la possibilité d'élections anticipées, un facteur de baisse non négligeable. « La Bourse a horreur du vide » disait un spécialiste.

A la baisse du dollar a correspondu une hausse du prix de l'or à Londres : 328,10 dollars l'once contre 325,25 dollars.

A Paris, le lingot a encore gagné 100 F à 90 000 F et le napoléon 3 à 558 F.

La devise-titre a faibli pour s'échanger entre 5,65 F et 5,70 F (contre 5,77 F et 5,82 F).

Nouvelle baisse des mines d'or (entre 2 % et 6 %).

NEW-YORK

Raffermissement

Amorçé vingt-quatre heures auparavant sur les seules « Blue Chips », le mouvement de reprise s'est étendu, mercredi, à une plus large gamme de valeurs. Toutefois, en raison d'une tendance persistante à l'irréversibilité, il a manqué d'ampleur. Parvenu un instant à 1 357,41, l'indice des Industrielles s'est établi, en clôture, à 1 347,44 (+1,34 point). Le bilan de la journée était cependant à la hausse : 1 980 valeurs traitées, 964 ont monté, 602 ont baissé et 414 n'ont pas varié.

L'encouragement est principalement venu des dernières informations sur l'évolution de l'économie en juin. L'indice composite a progressé de 1 % (plus forte hausse depuis janvier : +1,3 %) et les commandes à l'industrie de 1,9 %. Beaucoup autour du Big Board, y ont vu le signal d'une reprise de la croissance. Cependant, le pleinement des discussions budgétaires, entre la Chambre et la Maison Blanche, ont incité la prudence et freiné les initiatives d'achats. D'autre part, tous les regards sont braqués sur le front monétaire. La semaine prochaine, le Trésor américain doit lancer une vaste opération de refinancement (20 milliards de dollars), et certains craignent que celle-ci n'entraîne une remontée des taux d'intérêt.

L'activité s'est accélérée et 124,17 millions de titres ont changé de mains, contre 102,27 millions.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	21 5/8	21 1/2
A.T.T.	21 5/8	21 1/2
Chrysler	21 5/8	21 1/2
General Electric	21 5/8	21 1/2
IBM	21 5/8	21 1/2
Johnson & Johnson	21 5/8	21 1/2
Merck	21 5/8	21 1/2
Procter & Gamble	21 5/8	21 1/2
Union Carbide	21 5/8	21 1/2
Xerox	21 5/8	21 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LE SUEZ ENTRE DANS LE CAPITAL DE ROUSSEL-UCIAP. - Roussel-Uclaf, troisième groupe pharmaceutique français (10,84 milliards de francs de chiffre d'affaires), dont le contrôle (54,5 %) appartient au géant allemand de la chimie Hoechst, mais qui a aussi l'Etat (40 %) pour partenaire, aura bientôt un troisième actionnaire : la Compagnie financière de Suez.

Le conseil d'administration de cet établissement vient d'approuver le rachat à l'Etat d'une petite partie de sa participation, soit 3,75 % du capital (167 300 actions ordinaires) (1). Aux cours de Bourse actuels (1 510 F), le coût de cette opération se monte à 253 millions de francs environ. Pour financer cet achat,

Suez émettra des actions nouvelles à l'autonomie, dont la souscription sera réservée à l'Etat. La répartition du capital de Roussel-Uclaf est désormais la suivante : Hoechst 54,5 % (sans changement), Etat français 36,25 %, Suez 3,75 %.

Ainsi prend fin une bataille toute amicale, qui avait opposé le Suez à Rhône-Poulenc, au printemps 1984, pour obtenir un strabonin chez Roussel-Uclaf (le Monde du 20-21 mai 1984).

(1) 3,13 % du capital intégral, comprenant 891 110 actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

LA FAMILLE ROCKEFELLER LANCE UN EMPRUNT DE 1,1 MILLIARD DE DOLLARS. - La famille Rockefeller annonce le lancement d'un emprunt de 1,1 milliard de dollars garanti par son célèbre « Rockefeller Center ».

Par le biais d'une nouvelle société appelée la Rockefeller Center Properties Inc., le groupe Rockefeller River la vente dans le public d'obligations garanties par ses propriétés immobilières et foncières. Le groupe Rockefeller demeure toutefois propriétaire du centre et continuera à le gérer. La direction de la nouvelle société, représentée par les délégués des obligations, aura l'option, après une période de quinze ans, de convertir en actions 60 % du total de celles-ci.

BOURSE DE PARIS

Comptant

31 JUILLET

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
3 %	47 40	47 40
5 %	47 40	47 40
10 %	47 40	47 40
15 %	47 40	47 40
20 %	47 40	47 40
25 %	47 40	47 40
30 %	47 40	47 40
35 %	47 40	47 40
40 %	47 40	47 40
45 %	47 40	47 40
50 %	47 40	47 40
55 %	47 40	47 40
60 %	47 40	47 40
65 %	47 40	47 40
70 %	47 40	47 40
75 %	47 40	47 40
80 %	47 40	47 40
85 %	47 40	47 40
90 %	47 40	47 40
95 %	47 40	47 40
100 %	47 40	47 40

annet (N)	132	118 20c	Palmyre-Orientale	484	478
arabici	40	38 40c	Palmyre-Nouveau	198	198
F.C.	281	260 50	Paris-France	159	159
F.S.	572	551	Paris-Orléans	168	168
G.V.	281 68	280 50	Part. Fin. Const. Int.	780	780
Hamboe (M.)	428		Penit-Clairon		
Hamboe (M.)	1200	1117	Pier-Wonder	800	800
			Flower-Hairlock	588	588

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. AFRIQUE
 - OUGANDA : M. Paulo Mwangi nommé premier ministre.
23. EUROPE
 - La métamorphose « spontanée » des Turcs de Bulgarie.
3. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : la réconciliation des « frères ennemis » chrétiens.
4. ASIE
4. AMÉRIQUES
4. DIPLOMATIE
 - LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS D'HELSINKI : rencontre entre M. Shultz et M. Chirac.

POLITIQUE

- 5-6. Le mouvement préfectoral.

SOCIÉTÉ

7. LES INCENDIES DE FORÊT : cinq pompiers brûlés dans les Alpes-Maritimes.
- DÉFENSE : le remplacement de M. Yves Bonnet à la tête de la DST.

LE MONDE DES LIVRES

9. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : *Denos le déosseur, Bris, colle ; Éloge du dépaysement*, par Claude Roy.
10. A LA VITRINE DU LIBRAIRE.
11. LA VIE LITTÉRAIRE.
12. NOUVEAUX : les vertiges de l'identité.
13. ROMAN D'ADVENTURES : *Légende et mystère d'Alexandre P.*

CULTURE

13. COMMUNICATION : la création de deux nouvelles chaînes.
14. Le bilan du Festival d'Avignon.

ÉCONOMIE

17. AFFAIRES : les aides à la sidérurgie.
18. CEE : la mise en place de Lomé III.
- ÉTRANGER : la préparation du budget américain.

RADIO-TÉLÉVISION (15) INFORMATIONS

- « SERVICES » (16) :
 - Journal officiel ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés ; Tao-tac.
- Actualités (16) :
 - Carnet (8) ; Jeu (8) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (19).

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

JEUDI 1^{er} AOÛT
« le Monde »
reçoit
THIERRY MALINIAC
correspondant du Monde à Madrid
Avec
CLAUDE LAMOTTE

VENDREDI 2 AOÛT
« le Monde » en musique
avec
MATHILDE LA BARDONNIE

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ
Plus d'Orléans, Ivry, Aubervilliers, la Défense, Fontenay-s/Bois, Meudon
STAGES INTENSIFS
2 à 20 heures par semaine
734-36-36

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} août 1985 a été tiré à 416 672 exemplaires

A B C D E F G

LE VOYAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PCF A MOSCOU

M. Marchais ne veut pas être démenti par M. Gorbatchev...

Arrivé le soir 30 juillet à URSS, M. Georges Marchais devait rencontrer, à Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev, alors que les relations franco-soviétiques s'améliorent, mais que la politique étrangère de M. François Mitterrand est jugée plus sévèrement que jamais par les communistes français.

Le numéro de juillet-août des *Cahiers du communisme* comporte un article de M. Maxime Gremetz, responsable de la politique extérieure au secrétariat du comité central du PCF, qui ne voit dans les positions prises par le chef de l'Etat que « complaisance à l'égard des thèses bellicistes de Reagan », renforcement de la « politique de blocs et de guerre froide », « abandon de souveraineté et d'indépendance ».

Pour M. Gremetz, les orientations de M. Mitterrand représentent non seulement un « abandon notable des engagements pris au début du septennat », mais une « rupture » avec la politique gaullienne, par rapport à laquelle M. Valéry Giscard d'Estaing avait opéré déjà, mais seulement, un « glissement ».

Pour ce qui est des pays socialistes, M. Gremetz écrit que la politique suivie par le gouvernement dans les premières années du septennat s'est « retournée contre lui au détriment de l'intérêt national » et que la France « se trouve aujourd'hui en position de demandeur » vis-à-vis de ces pays. M. Gremetz cite, pour illustrer cette affirmation, le récent voyage de M. Laurent Fabius en Allemagne de l'Est.

La synthèse produite par le titulaire de la section politique extérieure du PCF constitue, avec la visite de M. Marchais à Moscou, un contrepoint aux préparatifs du voyage de M. Gorbatchev en

France. Un tel voyage pouvant apparaître comme un démenti aux accusations formulées par les communistes à l'encontre de la politique étrangère de M. Mitterrand, le PCF tient à réaffirmer que son opposition au chef de l'Etat n'épargne aucun domaine, surtout pas celui que le président de la République paraît vouloir se « réserver » dans l'hypothèse d'une victoire de la droite aux élections législatives de l'an prochain.

La participation

Les communistes français réaffirment constamment et ont montré, dans une période récente, que leurs choix de politique intérieure ne dépendent pas du considération internationale. « Nous n'allons pas quitter le gouvernement à cause de cette affaire d'euro-missiles », avait dit M. Charles Fiterman, ministre des transports, en juin 1983, alors que le désaccord des communistes avec M. Mitterrand, sur ce dossier, était total et que M. Marchais n'avait pas hésité à aller, un mois plus tard, le proclamer à Moscou.

Le secrétaire général avait eu à subir, d'ailleurs, quelques désagréments de la part de ses hôtes, avant que Moscou ne consente, à l'automne suivant, par la voix de M. Vadim Zagladine, chef adjoint de la section de politique étrangère du PC soviétique, à déclarer « positive » la participation du PCF au gouvernement.

Cette participation n'en demeurait pas moins, fondamentalement, contraire aux conceptions des responsables soviétiques, qui ne s'étaient pas privés de le manifester publiquement dans leur presse. Depuis la rupture de juillet 1984 entre le PCF et le PS, la presse soviétique met de nouveau en relief, à propos de la situation intérieure

française, les analyses et les initiatives des communistes.

Le retour des communistes dans l'opposition n'avait pas empêché, toutefois, sous le règne de Constantin Tchernomirski, une fronde d'intensité dans les relations entre les deux partis. Les amis du PCF ne se situaient pas dans le clan alors dominant à Moscou. S'il pouvait y avoir des doutes à ce sujet, M. Marchais les avait levés en s'abstenant de paraître aux obsèques de Tchernomirski, le 13 mars dernier. Le PCF ne peut qu'être sensible, à l'inverse, au fait que M. Gorbatchev, moins de cinq mois après son accession au pouvoir, ait tenu à recevoir le secrétaire général français. Cette entrevue était envisagée, au demeurant, depuis le mois de juin au moins, les responsables communistes français, indiquant alors, en privé, qu'elle aurait lieu à coup sûr, la date restant à fixer.

Aucun motif de désaccord

Aucune indication n'a filtré, en revanche, sur la négociation préalable. Il est vrai qu'on ne voit aucun motif de désaccord que les deux partis auraient eu à réduire. Les positions du PCF en matière internationale, présentées par M. Gremetz, sont en parfaite conformité avec les thèses soviétiques. Le responsable français fait observer, au passage, que son parti se montre actif dans la dénonciation de la politique américaine et qu'il avait remporté un certain succès dans ses attaques contre l'émission de télévision « La guerre en face », au printemps dernier, ce qui vise à tempérer l'échec évident du PCF à susciter, en France, un mouvement de paix comparable à ceux qui existent dans d'autres pays européens.

PATRICK JARREAU

LES NOUVELLES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

M. Georges Fillioud : garantir la stabilité du système

M. Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des techniques de la communication, répond aux questions du Monde.

« Les médias radio et télévision sont-ils à ce point différents que pour ouvrir l'un et l'autre secteur vous ayez adopté, avec quatre ans de décalage, des démarches inverses ? »

« Dans les deux cas, notre objectif était le même : rompre avec la notion de monopole, utiliser tous les moyens disponibles de communication. Mais il a fallu adapter la démarche aux contraintes techniques - pénurie de fréquences - et économiques. La télévision coûte cent à cinq cents fois plus cher que la radio, et les enjeux économiques sont d'un autre ordre. »

« Vous croyez donc avoir pris le maximum de garanties sur l'évaluation du potentiel publicitaire ? »

« Tout le monde spéculait beaucoup sur le marché publicitaire français, et les chiffres avancés variaient parfois du simple au double. Comment savoir ? Diverses expériences nous permettent quand même de tablir sur son élasticité et d'espérer une synergie favorable, à tous les médias. Des études nous indiquaient que deux réseaux identiques auraient difficilement pu coexister. C'est pourquoi nous avons opté pour une chaîne musicale dont le budget annuel devrait tourner autour de 150 à 200 millions de francs, et pour une généraliste qui, elle, exige 1 milliard de francs. Elles seront d'autant plus solides que leurs cibles, donc leurs marchés publicitaires, seront très différenciés. Et nous allons volontairement limiter la position des chaînes de service public sur le marché publicitaire. »

« Les candidatures pour les nouvelles chaînes sont diverses. Sur quels critères fonderiez-vous vos choix ? »

« Il faudra analyser l'ensemble des dossiers, étudier la nature, la qualité des programmes, les compétences de l'équipe existante, analyser la fiabilité économique de l'opération et le savoir-faire des opérateurs. Il nous faudra inciter les candidats à se rapprocher entre eux, à s'unir. Cela peut paraître difficile au départ, mais la considération des coûts fera réfléchir les candidats sur les rangs. »

« Une même personne pourra-t-elle être actionnaire dans plusieurs chaînes ? »

« Oui, mais nous déterminerons une limite pour éviter des phénomènes de concentration et un actionnaire ne pourra pas posséder plus de la moitié du capital d'une station locale. »

« Est-ce à dire que cette règle ne s'appliquera pas pour les deux chaînes multivilles ? »

« Probablement pas, mais la question n'est pas entièrement réglée pour les télévisions nationales. Comme il s'agit de concessions de service public accordées par l'Etat, le problème se pose de façon différente. »

« La crainte d'un changement radical du paysage audiovisuel d'ici quelques mois ne risque-t-elle pas de dissuader certains candidats sérieux ? »

« Sans doute. C'est pourquoi nous songeons à offrir aux titulaires des concessions et des autorisations, un certain nombre de garanties pour les protéger contre toute modification du contexte, comme, par exemple, la privatisation du service public. »

« Une façon de se prémunir contre l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle majorité ? »

« Nous sommes logiques, pas hypocrites. Nous avons souhaité l'émergence en France d'un secteur privé de la télévision. Alors assurément nous n'avons pas de solides chances de vivre en donnant aux entrepreneurs le maximum de garanties. »

« Et en rendant les choix quasiment irréversibles ? »

« Donnons-leur en tout cas une flexibilité suffisante pour que les investisseurs acceptent de faire des paris. »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

NOUVELLES BRÈVES

● **Les reconnaissances de la RASD.** La Libéria vient de devenir le sixième pays à reconnaître officiellement la République arabe sahraïenne démocratique (RASD) proclamée par le Front poliaris, un mouvement armé, le mercredi 31 juillet, à Alger. (Reuters)

● **Pakistan : La loi martiale restaurée en vigueur jusqu'en 1986.** Le gouvernement a décidé, mardi 30 juillet, de prolonger le régime de la loi martiale, jusqu'en 1986, au lieu de le lever, comme prévu, cette année.

● **Une protestation du syndicat des commissaires.** La section du syndicat des commissaires de la préfecture de police proteste contre les critiques adressées par M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP (Fédération autonome des syndicats de police) à M. Guy Fongier, préfet de police de Paris après l'arrestation de trois policiers auteurs d'un braquage manqué (le Monde du 1^{er} août) : « C'est une malhonnêteté intellectuelle de vouloir leur Préfecture de police et gendarmerie (...). Ce cheminement de pensée n'est, en fait, qu'un écran de fumée destiné à voiler une tentative personnelle de M. Deleplace, vis-à-vis d'un préfet de police du caractère. »

● **Nomination au ministère de l'éducation nationale.** M. Bernard Clément, administrateur civil hors classe, est nommé directeur général des finances et de la modernisation au ministère de l'éducation nationale par le conseil des ministres du mercredi 31 juillet. Il remplace M. Pierre Dasté, qui sera prochainement nommé chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale. Outre les affaires financières, M. Clément sera chargé de renforcer les dispositifs de contrôle de gestion interne et les programmes de modernisation du ministère.

● **JNE le 8 octobre 1984 à Tébessa (Haute-Pyrénées).** M. Clément est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit et ancien élève de l'ENA. Il a fait toute sa carrière au ministère de l'économie, des finances et du budget, où il occupait, depuis août 1981, le poste de chef de service du budget.

SELON UN SONDAGE BVA

50 % des Français font confiance à M. Barre

Dans son numéro de jeudi 1^{er} août Paris-Match publie un sondage de BVA réalisé du 15 au 28 juillet, auprès de 3 733 personnes, sur les intentions de vote des Français aux élections législatives. Selon cette enquête d'opinion, si les électeurs se prononçaient aujourd'hui, la droite l'emporterait largement en recueillant 59 % des suffrages. La droite gagne ainsi 3,5 points d'intentions de vote par rapport au mois de juin. Le RPR recueillerait 24 % des suffrages, l'UDF 17 %, le Front national 7,5 % et les autres candidats de droite 10,5 %.

La gauche, elle, est créditée, au total, de 36 % d'intentions de vote, soit 2,5 points de moins qu'en juin. Le PS obtiendrait 20,5 % des suffrages, le PC 10,5 %, l'extrême gauche 1,5 % et les autres candidats de gauche 3,5 %.

Selon ce même sondage, la confiance de l'opinion à l'égard du

gouvernement reste particulièrement faible (29 %), mais les Français demeurent sceptiques sur les capacités de l'opposition, à faire mieux que l'actuel gouvernement si elle était au pouvoir (24 % seulement des personnes interrogées pensent qu'elle ferait mieux, contre 22 % en décembre 1984).

D'autre part, MM. Raymond Barre et Michel Rocard sont, en juillet, les deux seuls leaders politiques à bénéficier d'une cote de confiance positive : 50 % des personnes interrogées (contre 37 %) font confiance à l'ancien premier ministre qui est le seul à atteindre ce seuil ; 41 % (contre 39 %) font confiance à l'ancien ministre de l'Agriculture. Pour les autres personnalités citées (MM. Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Laurent Fabius) la défiance l'emporte sur la confiance.

En Israël

VIOLENTS INCIDENTS AUX OBSÈQUES DES VICTIMES DU TERRORISME

(De notre correspondant.)

Jérusalem. - Après avoir enterré les deux enseignants assassinés la semaine dernière, quelque trois mille habitants d'Afula ont assisté, mercredi 31 juillet, aux obsèques d'Albert Aboukhris, tué la veille à bout portant, à Naplouse, dans les territoires occupés de Cisjordanie. La police avait renforcé ses effectifs : quelque cinq cents membres des forces de sécurité protégeaient le cortège funéraire, mais ils n'ont pas pu empêcher de graves incidents.

C'est la présence des journalistes au cimetière qui a provoqué soudain le déclenchement des passions. La famille de la victime accuse la presse d'être responsable du crime. La photo d'Albert Aboukhris aurait été identifiée grâce à cette photo, et tué par vengeance.

Les journalistes, au cimetière d'Afula, étaient protégés par des barrières. Cependant, la foule en colère a franchi celles-ci et s'est mise à jeter des pierres et à attaquer les représentants de la télévision, à détruire leur matériel. Ensuite, quelques centaines de jeunes se sont à nouveau rassemblés devant la caméra aux cris de « Kahane, Kahane » et de « Mort aux Arabes ». Ils ont été dispersés par les forces de la police. (Interim.)

En Syrie

UNE EXPLOSION DANS LE CENTRE DE DAMAS AURAIT FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES

Une violente explosion, qui aurait fait de nombreuses victimes, s'est produite mercredi 31 juillet au centre de Damas, dans le quartier où est située l'agence nationale d'informations syrienne SANA.

Selon une dépêche, datée de Damas, de l'agence irakienne IRNA, une bombe avait été placée devant une boutique située dans un immeuble de dix étages, à proximité des locaux de SANA. Une importante colonne de fumée a été aperçue dans ce quartier commerçant très animé de la capitale syrienne. L'agence irakienne indique par ailleurs que l'attentat a fait des victimes et des dégâts, sans autres précisions.

Radio-Damas n'a fait aucune allusion à cet incident dans ses principaux journaux d'information. Un porte-parole de l'agence SANA a cependant confirmé l'« accident », affirmant qu'il avait été provoqué par l'explosion d'une bombe de gaz. Il a affirmé qu'on ne déplorait aucune victime.

La capitale syrienne a été secouée par une série d'attentats spectaculaires au cours des années 1981 et 1982. La plupart de ces attentats, dont plusieurs provoqués par des voitures piégées, avaient été organisés par le mouvement clandestin des Frères musulmans qui a été depuis sévèrement réprimé. (AFP-Reuters.)

TECHNIP POURRAIT AVOIR RECOURS AUX CONGÉS DE CONVERSION

La direction de MBK-Industrie (Motobécane) a confirmé, le 30 juillet, à Saint-Quentin, au cours de la réunion du comité central d'entreprise, la suppression prochaine de 220 emplois sur un effectif total de 2 000 personnes. La date d'effet de ces suppressions d'emplois n'est pas encore connue, mais le plan prévoit 73 départs en préfecture FNE (Fonds national de l'emploi) 80 embauches avec complément de salaire dans une entreprise textile locale et 10 mutations à Paris chez Motobécane. Des propositions de travail à mi-temps seraient faites aux autres salariés concernés.

● A Brest (Finistère), les 70 salariés de l'entreprise La Peinture bretonne ont appris leur licenciement à quelques jours de leur départ en vacances, à la suite de la mise en liquidation des tirés de la société, décidée le 26 juillet par le tribunal de commerce.

● A Clamecy (Nièvre), 25 emplois vont être supprimés dans un établissement de Rhône-Poulenc qui

emploie 300 personnes, le groupe nationalisant ayant décidé d'arrêter la fabrication de certaines matières chimiques.

● Par ailleurs, la CGT a demandé le 30 juillet aux pouvoirs publics de refuser les 430 suppressions d'emplois - dont 377 licenciements - envisagés par la direction de Technip, le numéro un français de l'ingénierie, qui doit déposer sa demande auprès de l'inspection du travail en octobre prochain.

Parmi les 377 licenciements, 224 interviendraient au siège social de la Défense (Hauts-de-Seine), 42 à Lyon et 51 à Saint-Nazaire. Mais il est possible, a indiqué le 30 juillet le ministère de l'Industrie, que les entreprises d'ingénierie en difficulté Technip et Safran dont la demande de 156 licenciements a été refusée - puissent placer certains de leurs salariés en congé de conversion à l'automne prochain par l'intermédiaire d'une « structure de reclassement ».

SANS INTRODUIRE D'INTÉRÊTS ÉTRANGERS

Michelin va au moins doubler son capital

Le groupe français Michelin, deuxième fabricant mondial de pneumatiques (43,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), confirme l'intention que la roulotte lui prêtait d'augmenter son capital - la décision de principe a été arrêtée - mais dément l'entrée d'intérêts étrangers dans sa maison.

A combien se monterait cette augmentation de capital, la première depuis quinze ans ? D'après les évaluations faites en juin dernier par M. François Michelin, lors de la dernière assemblée générale, sur les besoins financiers du groupe, elle se situerait entre 500 millions et 1 milliard de francs, ce qui correspondrait à au moins un doublement dudit capital actuellement de 496,69 millions de francs.

Au siège de Michelin, on précise que cette émission d'actions nouvelles sera réservée à tous les actionnaires sans exception, et à eux seuls, à des conditions jugées très favorables à Clermont-Ferrand.

Quand aura-t-elle lieu ? A la rentrée peut-être, ou plus tard. Tout dépendra de l'environnement, de la situation économique, de l'état de santé de la Bourse, bref des différents paramètres susceptibles d'assurer la réussite de l'opération.

En début d'année, Michelin avait déjà lancé un emprunt de 120 millions de francs suisses (437 millions de francs français) à 5,5 % et en juin dernier émis pour 500 millions d'obligations sur le marché de l'eurofranc. Dans les deux cas, les titres émis étaient à terme convertibles en actions. D'où, peut-être, la confusion sur une prise de participation étrangère.

Le but de ces sollicitations financières est de combler le trou creusé par le dernier déficit (2 242 millions de francs consolidés en 1984), dû pour une part aux activités industrielles (1 232 millions), pour une autre aux coûts sociaux (entièrement provisionnés par anticipation mais non répétés) liés aux réductions d'effectifs en Grande-Bretagne (quatre mille personnes) et en France (près de cinq mille personnes en 1985). Avec l'économie des salaires des personnels licenciés (1 milliard de francs environ), Michelin disposera de l'argent nécessaire pour investir, dans la mesure où, selon les dernières prévisions, les comptes pour 1985 devraient se solder sans gains ni pertes, au mieux avec un très léger profit.

A. D.

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX - 347.21.32

مكتبة الأمل